

KPMG Audit

ERNST & YOUNG Audit

TOTAL S.A.
Exercice clos le 31 décembre 2014

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

KPMG Audit
Le Belvédère
1 Cours Valmy
CS 50034
92923 Paris La Défense Cedex

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG Audit
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

TOTAL S.A.

Exercice clos le 31 décembre 2014

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société TOTAL S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point mentionné dans la note « Introduction » de l'annexe aux comptes consolidés qui expose le changement de méthode comptable relatif au changement de monnaie de présentation des états financiers consolidés de l'euro au dollar américain.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Comme indiqué dans la note « Introduction » de l'annexe aux comptes consolidés, certains principes comptables appliqués par TOTAL S.A. impliquent une part importante d'estimations et d'hypothèses. La direction générale du groupe revoit régulièrement ces estimations et hypothèses en s'appuyant sur l'expérience et divers autres facteurs considérés comme raisonnables pour estimer la valeur comptable des actifs et passifs. Toutefois, les résultats réalisés peuvent différer significativement de ces estimations lorsque des circonstances ou hypothèses différentes s'appliquent. La mise en œuvre de ces estimations et hypothèses concerne principalement l'application de la méthode dite des *successful efforts* pour les activités pétrolières, la dépréciation des actifs immobilisés, les provisions pour restitution des sites et les provisions pour risques et charges liées à l'environnement, la valorisation des engagements de retraite et la détermination des impôts courants et différés. Une information détaillée sur l'application de ces principes comptables est donnée dans l'annexe aux comptes consolidés.

Nos travaux ont consisté à apprécier les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir, par sondages, les calculs effectués par la société, à comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes, à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction et à vérifier que les notes aux états financiers donnent une information appropriée sur les hypothèses retenues par la société.

Par ailleurs et concernant la dépréciation des actifs immobilisés décrite en note 4.E de l'annexe, nous avons examiné les modalités de mise en œuvre des tests de dépréciation et les données et hypothèses clé utilisées pour la détermination de la valeur recouvrable. Nous avons également apprécié la sensibilité des évaluations à d'éventuelles variations de ces hypothèses ainsi que la procédure d'approbation de ces estimations par la direction.

Ces travaux nous ont permis d'apprécier le caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris-La Défense, le 2 mars 2015

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit

ERNST & YOUNG Audit



Michel Piette
Associé



Valérie Besson
Associée



Yvon Salaün
Associé



Laurent Miannay
Associé

Compte de résultat consolidé

TOTAL

Exercice

(en millions de dollars)^(a)

		2014	2013	2012
Chiffre d'affaires	<i>(notes 4 et 5)</i>	236 122	251 725	257 037
Droits d'accises		(24 104)	(23 756)	(22 821)
Produits des ventes		212 018	227 969	234 216
Achats, nets de variation de stocks	<i>(note 6)</i>	(152 975)	(160 849)	(162 908)
Autres charges d'exploitation	<i>(note 6)</i>	(28 349)	(28 764)	(29 273)
Charges d'exploration	<i>(note 6)</i>	(1 964)	(2 169)	(1 857)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers		(19 656)	(11 994)	(12 237)
Autres produits	<i>(note 7)</i>	2 577	2 290	1 897
Autres charges	<i>(note 7)</i>	(954)	(2 800)	(1 178)
Coût de l'endettement financier brut		(748)	(889)	(863)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		108	85	128
Coût de l'endettement financier net	<i>(note 29)</i>	(640)	(804)	(735)
Autres produits financiers	<i>(note 8)</i>	821	696	717
Autres charges financières	<i>(note 8)</i>	(676)	(702)	(641)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	<i>(note 12)</i>	2 662	3 415	2 582
Charge d'impôt	<i>(note 9)</i>	(8 614)	(14 767)	(16 747)
Résultat net de l'ensemble consolidé		4 250	11 521	13 836
Part du Groupe		4 244	11 228	13 648
Intérêts ne conférant pas le contrôle		6	293	188
Résultat net par action (dollars)		1,87	4,96	6,05
Résultat net dilué par action (dollars)		1,86	4,94	6,02

(a) Excepté pour les résultats nets par action.

Résultat global consolidé

TOTAL

Exercice

(en millions de dollars)

	2014	2013	2012
Résultat net de l'ensemble consolidé	4 250	11 521	13 836
Autres éléments du résultat global			
Pertes et gains actuariels	(1 526)	682	(1 171)
Effet d'impôt	580	(287)	465
Écart de conversion de consolidation de la société-mère	(9 039)	3 129	1 324
Sous-total des éléments ne pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat	(9 985)	3 524	618
Écart de conversion de consolidation	4 245	(1 925)	(397)
Actifs financiers disponibles à la vente	(29)	33	(435)
Couverture de flux futurs	97	156	83
Quote-part du résultat global des sociétés mises en équivalence, net d'impôt	(1 538)	(805)	249
Autres éléments	3	(12)	(18)
Effet d'impôt	(18)	(62)	82
Sous-total des éléments pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat	2 760	(2 615)	(436)
Total autres éléments du résultat global (après impôt) (note 17)	(7 225)	909	182
Résultat global	(2 975)	12 430	14 018
- Part du Groupe	(2 938)	12 193	13 848
- Intérêts ne conférant pas le contrôle	(37)	237	170

Bilan consolidé

TOTAL

Au 31 décembre

(en millions de dollars)

		2014	2013	2012
ACTIF				
Actifs non courants				
Immobilisations incorporelles	(notes 5 et 10)	14 682	18 395	16 965
Immobilisations corporelles	(notes 5 et 11)	106 876	104 480	91 477
Sociétés mises en équivalence : titres et prêts	(note 12)	19 274	20 417	18 153
Autres titres	(note 13)	1 399	1 666	1 571
Instruments de couverture des dettes financières non courantes	(note 20)	1 319	1 418	2 145
Impôts différés	(note 9)	4 079	3 838	2 982
Autres actifs non courants	(note 14)	4 192	4 406	3 513
Total actifs non courants		151 821	154 620	136 806
Actifs courants				
Stocks	(note 15)	15 196	22 097	22 954
Clients et comptes rattachés	(note 16)	15 704	23 422	25 339
Autres créances	(note 16)	15 702	14 892	13 307
Actifs financiers courants	(note 20)	1 293	739	2 061
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(note 27)	25 181	20 200	20 409
Actifs destinés à être cédés ou échangés	(note 34)	4 901	3 253	5 010
Total actifs courants		77 977	84 603	89 080
Total actif		229 798	239 223	225 886
PASSIF				
Capitaux propres				
Capital		7 518	7 493	7 454
Primes et réserves consolidées		94 646	98 254	92 485
Écarts de conversion		(7 480)	(1 203)	(1 696)
Actions autodétenues		(4 354)	(4 303)	(4 274)
Total des capitaux propres - part du Groupe	(note 17)	90 330	100 241	93 969
Intérêts ne conférant pas le contrôle		3 201	3 138	1 689
Total des capitaux propres		93 531	103 379	95 658
Passifs non courants				
Impôts différés	(note 9)	14 810	17 850	16 006
Engagements envers le personnel	(note 18)	4 758	4 235	4 939
Provisions et autres passifs non courants	(note 19)	17 545	17 517	15 285
Dettes financières non courantes	(note 20)	45 481	34 574	29 392
Total passifs non courants		82 594	74 176	65 622
Passifs courants				
Fournisseurs et comptes rattachés		24 150	30 282	28 563
Autres créditeurs et dettes diverses	(note 21)	16 641	18 948	19 316
Dettes financières courantes	(note 20)	10 942	11 193	14 535
Autres passifs financiers courants	(note 20)	180	381	232
Passifs relatifs aux actifs destinés à être cédés ou échangés	(note 34)	1 760	864	1 960
Total passifs courants		53 673	61 668	64 606
Total passif et capitaux propres		229 798	239 223	225 886

Tableau de flux de trésorerie consolidé

TOTAL

(note 27)

Exercice (en millions de dollars)	2014	2013	2012
FLUX DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION			
Résultat net de l'ensemble consolidé	4 250	11 521	13 836
Amortissements et pertes de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles	20 859	13 358	13 466
Provisions et impôts différés	(1 980)	1 567	1 889
Effet de l'externalisation des engagements sociaux	-	-	(465)
(Plus) Moins-value sur cessions d'actifs	(1 979)	(80)	(1 715)
Dividendes moins quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence	29	(775)	272
Diminution (Augmentation) du besoin en fonds de roulement	4 480	2 525	1 392
Autres, nets	(51)	397	183
Flux de trésorerie d'exploitation	25 608	28 513	28 858
FLUX DE TRÉSORERIE D'INVESTISSEMENT			
Investissements corporels et incorporels	(26 320)	(29 748)	(25 574)
Coût d'acquisition de sociétés consolidées, net de la trésorerie acquise	(471)	(21)	(245)
Coût d'acquisition de titres	(949)	(1 756)	(1 152)
Augmentation des prêts non courants	(2 769)	(2 906)	(2 504)
Investissements	(30 509)	(34 431)	(29 475)
Produits de cession d'actifs corporels et incorporels	3 442	1 766	1 822
Produits de cession de titres consolidés, net de la trésorerie cédée	136	2 654	452
Produits de cession d'autres titres	1 072	330	3 618
Remboursement de prêts non courants	1 540	1 649	1 651
Désinvestissements	6 190	6 399	7 543
Flux de trésorerie d'investissement	(24 319)	(28 032)	(21 932)
FLUX DE TRÉSORERIE DE FINANCEMENT			
Variation de capital :			
- actionnaires de la société mère	420	485	41
- actions propres	(289)	(238)	(88)
Dividendes payés :			
- aux actionnaires de la société mère	(7 308)	(7 128)	(6 660)
- aux intérêts ne conférant pas le contrôle	(154)	(156)	(133)
Autres opérations avec les intérêts ne conférant pas le contrôle	179	2 153	-
Émission nette d'emprunts non courants	15 786	11 102	6 780
Variation des dettes financières courantes	(2 374)	(9 037)	(3 540)
Variation des actifs et passifs financiers courants	(351)	1 298	(1 217)
Flux de trésorerie de financement	5 909	(1 521)	(4 817)
Augmentation (Diminution) de la trésorerie	7 198	(1 040)	2 109
Incidence des variations de change	(2 217)	831	153
Trésorerie en début de période	20 200	20 409	18 147
Trésorerie à fin de période	25 181	20 200	20 409

Variation des capitaux propres consolidés

TOTAL

(en millions de dollars)	Actions émises		Primes et réserves consolidées	Écarts de conversion	Actions autodétenues		Capitaux propres - part du Groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Capitaux propres
	Nombre	Montant			Nombre	Montant			
Au 1er janvier 2012	2 363 767 313	7 447	86 461	(2 884)	(109 554 173)	(4 357)	86 667	1 749	88 416
Résultat net 2012	-	-	13 648	-	-	-	13 648	188	13 836
Autres éléments du résultat global (note 17)	-	-	(987)	1 187	-	-	200	(18)	182
Résultat global	-	-	12 661	1 187	-	-	13 848	170	14 018
Dividendes	-	-	(6 728)	-	-	-	(6 728)	(133)	(6 861)
Émissions d'actions (note 17)	2 165 833	7	34	-	-	-	41	-	41
Rachats d'actions	-	-	-	-	(1 800 000)	(88)	(88)	-	(88)
Cessions d'actions ^(a)	-	-	(171)	-	2 982 534	171	-	-	-
Paiements en actions (note 25)	-	-	188	-	-	-	188	-	188
Annulation d'actions (note 17)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres opérations avec les intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	20	1	-	-	21	(21)	-
Autres éléments	-	-	20	-	-	-	20	(76)	(56)
Au 31 décembre 2012	2 365 933 146	7 454	92 485	(1 696)	(108 391 639)	(4 274)	93 969	1 689	95 658
Résultat net 2013	-	-	11 228	-	-	-	11 228	293	11 521
Autres éléments du résultat global (note 17)	-	-	473	492	-	-	965	(56)	909
Résultat global	-	-	11 701	492	-	-	12 193	237	12 430
Dividendes	-	-	(7 116)	-	-	-	(7 116)	(156)	(7 272)
Émissions d'actions (note 17)	11 745 014	39	446	-	-	-	485	-	485
Rachats d'actions	-	-	-	-	(4 414 200)	(238)	(238)	-	(238)
Cessions d'actions ^(a)	-	-	(209)	-	3 591 391	209	-	-	-
Paiements en actions (note 25)	-	-	189	-	-	-	189	-	189
Annulation d'actions (note 17)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres opérations avec les intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	749	1	-	-	750	1 355	2 105
Autres éléments	-	-	9	-	-	-	9	13	22
Au 31 décembre 2013	2 377 678 160	7 493	98 254	(1 203)	(109 214 448)	(4 303)	100 241	3 138	103 379
Résultat net 2014	-	-	4 244	-	-	-	4 244	6	4 250
Autres éléments du résultat global (note 17)	-	-	(907)	(6 275)	-	-	(7 182)	(43)	(7 225)
Résultat global	-	-	3 337	(6 275)	-	-	(2 938)	(37)	(2 975)
Dividendes	-	-	(7 378)	-	-	-	(7 378)	(154)	(7 532)
Émissions d'actions (note 17)	7 589 365	25	395	-	-	-	420	-	420
Rachats d'actions	-	-	-	-	(4 386 300)	(283)	(283)	-	(283)
Cessions d'actions ^(a)	-	-	(232)	-	4 239 335	232	-	-	-
Paiements en actions (note 25)	-	-	114	-	-	-	114	-	114
Annulation d'actions (note 17)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres opérations avec les intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	146	(2)	-	-	146	195	341
Autres éléments	-	-	8	-	-	-	8	59	67
Au 31 décembre 2014	2 385 267 525	7 518	94 646	(7 480)	(109 361 413)	(4 354)	90 330	3 201	93 531

(a) Actions propres destinées à la couverture des plans d'actions gratuites dont bénéficient les salariés du Groupe.

TOTAL

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

En date du 11 février 2015, le Conseil d'administration a arrêté et autorisé la publication des états financiers consolidés de TOTAL S.A. pour l'exercice clos le 31 décembre 2014. Ils seront soumis pour approbation à l'Assemblée générale des actionnaires du 29 mai 2015.

Introduction

Les comptes consolidés de TOTAL S.A. et ses filiales (le Groupe) sont présentés en dollar américain (dollar) et sont établis en conformité avec les normes comptables internationales IFRS (*International Financial Reporting Standards*) telles qu'adoptées par l'Union européenne et les normes IFRS telles que publiées par l'IASB (*International Accounting Standards Board*) au 31 décembre 2014.

Afin de rendre plus lisibles les informations financières du Groupe et de mieux refléter la performance de ses activités, principalement réalisées en dollars, TOTAL a changé à compter du 1^{er} janvier 2014 la monnaie de présentation de ses états financiers consolidés de l'euro au dollar. Les comptes sociaux de la société-mère du Groupe restent établis en euro. Le dividende versé demeure fixé en euro.

Suite à ce changement de méthode comptable, les états financiers consolidés comparatifs sont présentés en dollars.

Les écarts de conversion de consolidation ont été remis à zéro au 1^{er} janvier 2004, date de la transition aux normes IFRS. Les écarts de conversion de consolidation cumulés sont présentés comme si le Groupe avait utilisé le dollar comme monnaie de présentation de ses états financiers consolidés depuis cette date.

Les méthodes et principes comptables appliqués pour les comptes consolidés au 31 décembre 2014 sont identiques à ceux utilisés dans les comptes consolidés au 31 décembre 2013, à l'exception des normes, amendements et interprétations IFRS d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 (et qui n'avaient pas été appliqués par anticipation par le Groupe) :

- En mai 2013 l'IASB a publié l'interprétation IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique ». Cette interprétation est applicable de manière rétrospective à compter du 1^{er} janvier 2014. Le texte indique que le fait générateur de la dette est l'évènement déclencheur tel que prévu dans le texte de loi. Les états financiers consolidés comparatifs ont été retraités.

L'impact sur les capitaux propres au 1^{er} janvier 2012 est de +46 millions de dollars. L'impact sur le compte de résultat de l'exercice 2012 est non significatif. Le résultat net part du Groupe de l'exercice 2013 est augmenté de 24 millions de dollars.

La préparation des états financiers selon les normes IFRS implique que la Direction Générale du Groupe effectue des estimations et retienne des hypothèses qui affectent les valeurs pour lesquelles les actifs, passifs et passifs éventuels sont comptabilisés à la date de préparation des états financiers et les produits et charges comptabilisés sur la période. La Direction Générale du Groupe revoit régulièrement ces estimations et hypothèses en s'appuyant sur l'expérience et divers autres facteurs considérés comme raisonnables pour estimer la valeur comptable des actifs et passifs. Les résultats réalisés peuvent différer significativement de ces estimations lorsque des circonstances ou hypothèses différentes s'appliquent. La mise en œuvre de ces estimations et hypothèses concerne principalement l'application de la méthode dite des *successful efforts* pour les activités pétrolières, la dépréciation des actifs immobilisés, les provisions pour restitution des sites et les provisions pour risques et charges liées à l'environnement, la valorisation des engagements de retraite et la détermination des impôts courants et différés.

Par ailleurs, lorsqu'une transaction spécifique n'est traitée par aucune norme ou interprétation, la Direction Générale du Groupe exerce son jugement pour définir et mettre en œuvre les méthodes comptables permettant de fournir une information conforme aux principes généraux des IFRS : image fidèle, pertinence et importance relative.

1) Principes comptables

Selon le principe de la comptabilité d'engagement appliqué par le Groupe, selon lequel les états financiers reflètent les effets des transactions et événements dans l'exercice où ils se produisent, les actifs et passifs sont généralement valorisés au coût quand il s'agit d'éléments à caractère opérationnel tels que les actifs immobilisés incorporels et corporels, et à leur juste valeur lorsque cela est requis par les normes.

Le détail des méthodes appliquées est le suivant :

A) Principes de consolidation

Les entités contrôlées directement par la société mère ou indirectement par le biais d'autres entités contrôlées sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les participations dans les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les activités conjointes sont comptabilisées à hauteur de la quote-part détenue par le Groupe.

Les participations dans les entreprises associées, dans lesquelles l'investisseur exerce une influence notable sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. L'influence notable est présumée lorsque l'investisseur détient, directement ou indirectement par le biais de filiales, 20% ou plus des droits de vote dans une entreprise. Dans le cas d'un pourcentage inférieur à 20%, la comptabilisation par mise en équivalence ne s'applique que lorsque l'influence notable peut être démontrée.

Les soldes, transactions et résultats internes sont éliminés.

B) Regroupement d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Cette méthode requiert la comptabilisation des actifs identifiables acquis, passifs repris et intérêts ne conférant pas le contrôle des sociétés acquises par le Groupe à leur juste valeur.

L'affectation du prix d'acquisition est finalisée dans un délai maximum d'un an à compter de la date d'acquisition.

L'acquéreur doit comptabiliser le *goodwill* à la date d'acquisition, évalué comme étant l'excédent de :

- la contrepartie transférée, le montant des intérêts ne conférant pas le contrôle et, dans un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, la juste valeur à la date d'acquisition de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise ;
- sur la juste valeur, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris.

Si la contrepartie transférée est inférieure à la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs repris, le recensement et l'évaluation des éléments identifiables de l'actif et du passif font l'objet d'une analyse complémentaire. A l'issue de cette analyse complémentaire, le *badwill* résiduel est comptabilisé directement en résultat.

Lors de transactions avec les intérêts ne conférant pas le contrôle, l'écart entre le prix payé (reçu) et la valeur comptable des intérêts ne conférant pas le contrôle acquis (cédés) est enregistré directement dans les capitaux propres.

C) Méthodes de conversion

Les comptes des filiales sont établis dans la monnaie la plus représentative de leur environnement économique, qualifiée de monnaie fonctionnelle.

(i) Éléments monétaires

Les transactions réalisées en devises étrangères autres que la monnaie fonctionnelle de l'entité sont converties au cours de change en vigueur à la date de transaction. À la clôture de l'exercice, les actifs et passifs monétaires sont convertis au taux de clôture et l'écart de change qui en résulte est enregistré en résultat.

(ii) Conversion des états financiers établis en monnaie étrangère

Les bilans des entreprises étrangères sont convertis en dollars sur la base des cours de change en vigueur à la date de clôture. Le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie sont convertis au cours moyen de la période. Les différences de conversion qui en résultent sont inscrites en capitaux propres dans le poste « Écarts de conversion » pour la part du Groupe et dans le poste « Intérêts ne conférant pas le contrôle » pour la part des intérêts ne conférant pas le contrôle.

D) Chiffre d'affaires – produits des ventes

Le chiffre d'affaires inclut les droits d'accises collectés par le Groupe dans le cadre de son activité de distribution pétrolière. Ces droits d'accises sont déduits du chiffre d'affaires pour la détermination du produit des ventes.

(i) Vente de biens

Le chiffre d'affaires est comptabilisé lorsqu'il y a transfert à l'acheteur des avantages et des risques significatifs liés à la propriété des biens et que le montant est recouvrable et qu'il peut être raisonnablement estimé.

Les ventes de pétrole brut, de gaz naturel et de charbon sont enregistrées lors du transfert de propriété selon les termes du contrat.

Le produit de la vente de la production des champs de pétrole brut et de gaz naturel dans lesquels le Groupe détient une participation avec d'autres producteurs est comptabilisé sur la base des volumes réels vendus dans la période. Toute différence entre les volumes vendus et les volumes correspondants aux droits du Groupe est comptabilisée dans les rubriques « Autres créances » ou « Autres créditeurs et dettes diverses » du bilan.

Les livraisons de pétrole brut et de gaz au titre des redevances à la production et des impôts, lorsqu'elles sont effectivement payées, sont comprises dans le produit des ventes, sauf pour les États-Unis et le Canada.

Certaines transactions de l'activité de trading (contrats portant sur des quantités achetées à des tiers puis revendues à des tiers) sont présentées pour leur valeur nette en chiffre d'affaires.

Les opérations d'échange de pétrole brut et de produits pétroliers conclues dans le cadre d'accords professionnels ne donnent pas lieu à résultat : les flux sont présentés pour leur valeur nette au compte de résultat comme au bilan.

(ii) Vente de prestations de services

Le revenu lié aux prestations de services est reconnu lorsque les services ont été rendus.

Le produit des ventes lié au transport de gaz est reconnu lors de la réalisation du service sur la base des quantités transportées mesurées selon les clauses de chaque contrat.

Les produits et charges liés aux activités d'affrètement à temps sont reconnus *pro rata temporis* sur la durée du voyage qui commence au port de déchargement du précédent voyage et qui s'achève au port de déchargement suivant. Le résultat à l'avancement de chaque voyage n'est constaté qu'à partir de la date de conclusion du contrat avec le client.

(iii) Développement de projets de fermes solaires

SunPower développe et vend des projets de fermes solaires. Cette activité comporte généralement une composante foncière (propriété de terrains ou détention de droits spécifiques sur des terrains). Le revenu lié au développement de ces projets est reconnu lorsque les sociétés-projet et les droits fonciers ont été irrévocablement cédés.

Le produit des contrats de construction de systèmes solaires est reconnu sur la base de l'avancement des travaux de construction, mesuré d'après le pourcentage des coûts engagés par rapport au total des coûts prévus.

E) Charges liées aux paiements en actions

Le Groupe peut mettre en œuvre des plans d'options de souscription et d'achat d'actions et offrir à ses salariés de souscrire à une augmentation de capital qui leur est réservée. Ces avantages accordés aux salariés sont comptabilisés en charges au compte de résultat en contrepartie des capitaux propres.

La charge correspond à la juste valeur déterminée par référence aux instruments attribués. La charge ainsi calculée est répartie linéairement sur la période d'acquisition des avantages.

Pour les plans d'options, elle est déterminée selon la méthode Black & Scholes à la date d'attribution.

Pour les plans d'attributions gratuites d'actions, la juste valeur est déterminée sur la base du cours de l'action au jour de l'attribution diminuée du taux de distribution attendu pendant la période d'acquisition des droits. Le nombre d'instruments de capitaux propres attribués peut être revu au cours de la période d'acquisition en cas d'anticipation de non respect des conditions de performance dites « hors marché » ou en fonction du taux de rotation des bénéficiaires.

Le coût des augmentations de capital réservées aux salariés est comptabilisé en charges immédiatement. La charge est diminuée d'une décote pour tenir compte de l'incessibilité des actions attribuées aux salariés pendant une période de cinq ans.

F) Impôts sur le résultat

La charge d'impôt présentée au compte de résultat comprend la charge (ou le produit) d'impôt courant et la charge (ou le produit) d'impôt différé.

Les impôts différés sont comptabilisés sur les différences temporelles existant entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs enregistrés au bilan, ainsi que sur les déficits fiscaux et autres crédits d'impôts.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués en fonction des taux d'imposition votés ou quasiment votés à la date de clôture. Les taux d'impôts utilisés sont fonction de l'échéancier de retournement des différences temporelles, des déficits fiscaux et autres crédits d'impôt. L'effet d'un changement de taux d'imposition est comptabilisé dans le résultat de l'exercice ou dans les capitaux propres, selon l'élément auquel il se rapporte.

Les impôts différés actifs sont comptabilisés dans la mesure où leur recouvrement est probable.

Des actifs et des passifs sont comptabilisés au titre des obligations de restitution des sites et des contrats de location financés en application des principes décrits dans les notes de l'annexe aux comptes consolidés 1K « Contrats de location » et 1Q « Restitution des sites ». Les différences temporelles entre les valeurs comptables et fiscales de ces actifs et passifs donnent lieu à la constatation d'impôts différés.

Les différences temporelles entre la valeur des titres des sociétés mises en équivalence et leur valeur fiscale donnent lieu à la constatation d'impôts différés. Le calcul de l'impôt différé est fondé sur les conséquences fiscales futures attendues (taux de distribution des dividendes ou taux d'imposition des plus-values de cession).

G) Résultat net par action

Le résultat net par action correspond au rapport entre le résultat net part du Groupe et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice en excluant les actions détenues par TOTAL S.A. (autodétention) et par les filiales du Groupe (autocontrôle), qui sont déduites des capitaux propres.

Le résultat net dilué par action correspond au rapport entre le résultat net part du Groupe et le nombre moyen pondéré dilué d'actions en circulation au cours de l'exercice en excluant les actions détenues par TOTAL S.A. (autodétention) et par les filiales du Groupe (autocontrôle), qui sont déduites des capitaux propres, et en tenant compte de l'effet dilutif généré par les options de souscription et d'achat d'actions, les attributions gratuites d'actions et les augmentations de capital dont la clôture de la période de souscription est postérieure à la date de clôture de l'exercice.

Le nombre moyen pondéré d'actions dilué est calculé selon la méthode du rachat d'actions prévue par la norme IAS 33. Les fonds qui seraient recueillis à l'occasion de l'exercice des droits rattachés aux instruments dilutifs sont supposés être affectés au rachat d'actions au prix moyen du marché sur la période de référence. Le nombre d'actions ainsi obtenu vient en diminution du nombre total des actions résultant de l'exercice des droits.

H) Actifs d'exploration et de production pétrolière

Le Groupe applique la norme IFRS 6 relative à la comptabilisation des dépenses d'exploration. La comptabilisation des droits et actifs de production d'hydrocarbures est réalisée conformément à la méthode des *successful efforts*.

(i) Coûts d'exploration

Les dépenses de géologie et géophysique, incluant les campagnes sismiques d'exploration, sont comptabilisées directement en charges de la période.

Les droits miniers acquis sont comptabilisés en immobilisations incorporelles. Ils font régulièrement l'objet de tests de dépréciation, permis par permis, en fonction des résultats de l'exploration et du jugement de la Direction Générale du Groupe.

En cas de découverte, les droits miniers non prouvés sont transférés en droits miniers prouvés, à la valeur nette comptable, dès l'enregistrement des réserves prouvées.

Les forages d'exploration sont comptabilisés et font l'objet de tests de dépréciation sur une base individuelle comme suit :

- le coût des forages d'exploration ayant permis de découvrir des réserves prouvées est immobilisé et amorti par la suite selon la méthode de l'unité de production, basée sur les réserves prouvées développées ;
- le coût des forages « secs » et des forages qui n'ont pas permis de découvrir des réserves prouvées est passé en charges ;
- dans l'attente de déterminer s'ils ont permis de découvrir des réserves prouvées, le coût des forages d'exploration est temporairement immobilisé quand les deux conditions suivantes sont réunies :
 - le puits a mis en évidence un volume suffisant d'hydrocarbures pour justifier, le cas échéant, sa complétion en tant que puits producteur en supposant que les investissements nécessaires à la production soient effectués ;
 - le Groupe enregistre des progrès suffisants dans la détermination des réserves et de la viabilité technique et économique du projet. Ces progrès sont évalués sur la base de critères tels que des travaux d'exploration additionnels (puits, travaux sismiques ou études significatives) en cours de réalisation ou inscrits dans un programme ferme, la réalisation d'études de développement, et en tenant compte du fait que le Groupe puisse être dans l'attente d'autorisations d'un gouvernement ou d'un tiers sur un projet proposé ou de disponibilité de capacité de transport ou de traitement sur une installation existante.

Le coût des puits d'exploration qui ne remplissent pas ces conditions est comptabilisé en charges.

ii) Actifs de production d'hydrocarbures

Les coûts de développement encourus pour le forage des puits et la construction des capacités de production et de traitement sont immobilisés en incluant les coûts d'emprunt pendant la période de construction, ainsi que les coûts estimés et actualisés des travaux futurs de restitution des sites. Le taux d'amortissement est généralement égal au rapport de la production d'hydrocarbures de la période sur les réserves prouvées développées d'hydrocarbures (méthode de l'unité de production).

Dans le cas de contrats de partage de production, cette méthode s'applique à la quote-part de production et de réserves revenant au Groupe telles qu'elles peuvent être estimées en fonction des clauses contractuelles de remboursement des dépenses d'exploration, de développement et de production (*cost oil*) ainsi que de partage des droits à hydrocarbures après déduction du *cost oil* (*profit oil*).

Les systèmes de transport sont amortis sur la base des réserves prouvées devant transiter par ces installations (méthode de l'unité de transport) ou de façon linéaire, selon la méthode qui reflète au mieux la durée d'utilisation économique de l'actif.

Les droits miniers prouvés sont amortis selon la méthode de l'unité de production, basée sur les réserves prouvées.

I) *Goodwill* et autres immobilisations incorporelles hors droits miniers

Les autres immobilisations incorporelles comprennent les brevets, marques, et droits au bail.

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au bilan pour leur coût d'acquisition ou de revient, diminué des amortissements et pertes de valeur éventuellement constatés.

Les modalités de détermination des *goodwill* sont présentées dans la note 1B de l'annexe aux comptes consolidés. Les *goodwill* ne sont pas amortis mais font l'objet de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum annuellement (voir la note 1L de l'annexe aux comptes consolidés).

S'agissant des sociétés mises en équivalence, les *goodwill* sont inclus dans la valeur comptable de la participation.

Les immobilisations incorporelles autres que les *goodwill* sont à durée de vie définie. Elles sont amorties linéairement sur des durées comprises entre trois et vingt ans en fonction de la durée d'utilité des actifs concernés.

Recherche et développement

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

Les dépenses de développement sont capitalisées quand les critères suivants sont remplis :

- démonstration de la faisabilité technique du projet et de la disponibilité des ressources pour achever le développement ;
- capacité de l'immobilisation à générer des avantages économiques futurs probables ;
- évaluation fiable du coût de cet actif ;

- capacité et intention du Groupe d'achever l'immobilisation et de la mettre en service ou de la vendre.

Les frais de publicité sont enregistrés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

J) Autres immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au bilan pour leur coût d'acquisition ou de revient, diminué des amortissements et pertes de valeur éventuellement constatés. Ce coût inclut les frais financiers supportés, lorsqu'ils sont directement attribuables à l'acquisition ou à la production d'un actif qualifié, jusqu'à leur mise en service. Les modalités de capitalisation de coûts d'emprunt sont les suivantes :

- si le projet bénéficie d'un financement spécifique, le coût d'emprunt est basé sur le taux de cet emprunt ;
- si le projet est financé par l'ensemble de la dette du Groupe, la capitalisation des coûts d'emprunt est basée sur le taux moyen pondéré d'emprunt de la période.

Les coûts d'entretien et de réparation sont pris en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les coûts liés aux arrêts des raffineries et des grandes unités pétrochimiques sont immobilisés au moment où ils sont encourus, et amortis sur la période de temps séparant deux grands arrêts.

Les immobilisations corporelles sont amorties linéairement selon leur durée d'utilité :

- | | |
|--|-------------|
| • mobilier, matériel de bureau, machine et outillage : | 3 – 12 ans |
| • matériel de transport : | 5 – 20 ans |
| • dépôts et équipements associés : | 10 – 15 ans |
| • installations complexes spécialisées et <i>pipelines</i> : | 10 – 30 ans |
| • constructions : | 10 – 50 ans |

K) Contrats de location

Les contrats de location financement sont ceux qui ont pour effet de transférer la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété de l'actif du bailleur au preneur. Ces contrats sont comptabilisés à l'actif du bilan à la juste valeur, ou si elle est plus faible, à la valeur actualisée des loyers minimaux au titre du contrat. La dette correspondante est comptabilisée au passif du bilan dans les dettes financières. Ces immobilisations sont amorties selon les durées d'utilité appliquées par le Groupe.

Les contrats de location qui ne sont pas des contrats de location financement tels que définis ci-dessus sont comptabilisés comme des contrats de location simple.

Certains contrats commerciaux, sans revêtir une forme juridique de contrats de location, confèrent aux clients ou aux fournisseurs le droit d'utilisation d'un actif ou d'un ensemble d'actifs en contrepartie de paiements fixes. Ces contrats sont assimilés à des contrats de location. Ils sont ensuite analysés pour déterminer s'ils doivent être qualifiés de contrats de location simple ou de location financement.

L) Dépréciation des actifs immobilisés

La valeur recouvrable des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de perte de valeur de ces actifs, ce test étant réalisé au minimum annuellement pour les *goodwill*.

La valeur recouvrable correspond à la valeur d'utilité ou à la juste valeur diminuée des coûts de sortie lorsque celle-ci est plus élevée.

Les tests sont effectués aux bornes d'unités génératrices de trésorerie (UGT). Une UGT est un ensemble homogène d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs.

La valeur d'utilité d'une UGT est déterminée par référence à la valeur des flux de trésorerie futurs actualisés attendus de ces actifs, dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévues par la Direction Générale du Groupe. Lorsque cette valeur est inférieure à la valeur nette comptable de l'UGT, une perte de valeur est enregistrée. Celle-ci est affectée en priorité sur les *goodwill* en contrepartie des « Autres charges ». Ces pertes de valeur sont ensuite affectées aux « Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers » pour les immobilisations corporelles et droits miniers et aux « Autres charges » pour les autres immobilisations incorporelles.

Cette perte de valeur peut éventuellement être reprise dans la limite de la valeur nette comptable qu'aurait eue l'immobilisation à la même date si elle n'avait pas été dépréciée. Les pertes de valeur constatées sur les *goodwill* ont un caractère irréversible.

M) Actifs et passifs financiers

Les actifs et passifs qualifiés de financiers sont les prêts et les créances financières, les titres de sociétés non consolidées et les titres de placement, les instruments dérivés et les dettes financières courantes et non courantes.

Le traitement comptable de ces actifs et passifs financiers est le suivant :

(i) Prêts et créances financières

Les prêts et les créances financières sont comptabilisés au coût amorti. Ils font l'objet de tests de dépréciation, la valeur nette comptable étant comparée à la valeur actualisée des flux futurs estimés recouvrables. Ces tests sont effectués dès l'apparition d'indices indiquant que cette valeur recouvrable serait inférieure à la valeur au bilan de ces actifs, et au moins à chaque arrêté comptable. La perte de valeur éventuelle est enregistrée en résultat.

(ii) Autres titres

Les autres titres sont analysés comme des actifs financiers disponibles à la vente (*available for sale*) et sont donc comptabilisés à leur juste valeur. Pour les titres cotés, cette juste valeur correspond au cours de Bourse. Dans le cas de titres non cotés, si la juste valeur n'est pas déterminable de façon fiable, les titres sont comptabilisés à leur coût historique. Les variations de juste valeur sont enregistrées directement en autres éléments du résultat global. En cas d'indication objective d'une perte de valeur (notamment baisse significative ou durable de la valeur de l'actif), une dépréciation est comptabilisée en résultat. Cette dépréciation a un caractère irréversible.

(iii) Instruments dérivés

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés afin de gérer son exposition aux risques de fluctuation des taux d'intérêt, des cours de change de devises étrangères et des prix des matières premières. La variation de juste valeur des instruments dérivés est enregistrée en résultat ou en autres éléments du résultat global conformément à la politique de gestion des risques décrite dans la note 31 de l'annexe aux comptes consolidés et figure au bilan dans les rubriques correspondant à leur nature. Les instruments financiers mis en œuvre par le Groupe sont les suivants :

- Instruments financiers dérivés court terme de gestion de la trésorerie

Ces instruments, s'inscrivant dans une stratégie de gestion des risques de taux et de change de la position de trésorerie dans le cadre de limites fixées par le Groupe, sont considérés comme utilisés à des fins de transaction (*held for trading*). La variation de juste valeur est systématiquement enregistrée en résultat. La valeur au bilan de ces instruments est incluse dans les rubriques « Actifs financiers courants » et « Autres passifs financiers courants ».

- Instruments financiers de gestion du financement à long terme

Lorsqu'un financement externe à long terme est élaboré avec pour objectif de couvrir spécifiquement le financement des filiales et que ce financement fait intervenir des instruments dérivés de change et de taux, ces instruments dérivés sont qualifiés de :

- 1) Couverture de juste valeur (*fair value hedge*) du risque de taux sur l'emprunt externe et du risque de change des prêts accordés aux filiales. Leur variation de juste valeur est enregistrée en résultat, concomitamment avec celle des dettes financières externes sous-jacentes et des prêts aux filiales.

La valeur au bilan des instruments dérivés de couverture du financement long terme est incluse dans la rubrique d'actif « Instruments de couverture des dettes financières non courantes » ou dans la rubrique de passif « Dettes financières non courantes » pour la part à plus d'un an. La part à moins d'un an des instruments de couverture des dettes financières non courantes est incluse dans les rubriques « Actifs financiers courants » et « Autres passifs financiers courants ».

En cas de résiliation anticipée d'instruments dérivés préalablement qualifiés comptablement de couverture de juste valeur, la soulte versée ou perçue est enregistrée en résultat, et :

- si cette résiliation est liée à une disparition anticipée des éléments couverts, l'ajustement préalablement comptabilisé au titre de la réévaluation des éléments couverts est également enregistré en résultat ;
- si les éléments couverts subsistent au bilan, l'ajustement préalablement comptabilisé au titre de la réévaluation des éléments couverts est étalé sur la durée de vie résiduelle de ces éléments.

- 2) Couverture de flux futurs (*cash flow hedge*) du risque de change sur l'emprunt externe. Leur variation de juste valeur est enregistrée en autres éléments du résultat global pour la part efficace de la relation de couverture et en résultat pour la part inefficace de la relation de couverture. Lorsque l'élément couvert a un impact en résultat, les variations de juste valeur de l'instrument de couverture comptabilisées en capitaux propres sont également recyclées en résultat.

La valeur au bilan des instruments dérivés de couverture du financement long terme est incluse dans la rubrique d'actif « Instruments de couverture des dettes financières non courantes » ou dans la rubrique de

passif « Dettes financières non courantes » pour la part à plus d'un an. La part à moins d'un an des instruments de couverture des dettes financières non courantes est incluse dans les rubriques « Actifs financiers courants » et « Autres passifs financiers courants ».

Lorsque l'instrument de couverture prend fin, est vendu ou résilié, les gains et pertes cumulés précédemment en capitaux propres sont conservés en capitaux propres et ne sont recyclés en résultat que lorsque l'élément couvert affecte le compte de résultat.

- *Instruments financiers de couverture des capitaux propres des filiales étrangères*

Certains instruments s'inscrivent dans une stratégie de couverture du risque des capitaux propres des filiales étrangères en monnaie fonctionnelle autre que l'euro, principalement le dollar. Ces instruments sont qualifiés de couverture d'investissements nets en devises (*net investment hedge*) et la variation de leur juste valeur est enregistrée en autres éléments du résultat global pour la part efficace de la relation de couverture et en résultat pour la part inefficace de la relation de couverture. Le profit ou la perte sur l'instrument de couverture qui a été comptabilisé en capitaux propres est reclassé en résultat lors de la sortie totale ou partielle de l'activité à l'étranger.

La valeur au bilan de ces instruments figure dans les rubriques « Actifs financiers courants » et « Autres passifs financiers courants ».

- *Instruments dérivés d'énergie et assimilés, swaps de taux de fret*

Les instruments qualifiés d'instruments financiers d'énergie, qui incluent, outre les dérivés d'énergie proprement dits et les *swaps* de taux de fret, l'ensemble des contrats d'achat/vente de pétrole brut, produits pétroliers, gaz, électricité ou charbon, conclus dans le cadre des activités de négoce du Groupe, s'inscrivent dans une stratégie d'adaptation de l'exposition aux fluctuations de prix et sont réalisés dans le cadre de limites d'intervention. Ils sont donc, conformément à la pratique de la profession, considérés comme utilisés à des fins de transaction (*held for trading*). La variation de leur juste valeur est enregistrée en résultat. La valeur au bilan de ces instruments figure dans les rubriques « Autres créances » ou « Autres créditeurs et dettes diverses » suivant qu'il s'agit d'actif ou de passif.

Les informations relatives aux positions des instruments dérivés sont présentées dans les notes 20, 28, 29, 30 et 31 de l'annexe aux comptes consolidés.

(iv) Dettes financières non courantes et courantes

Les dettes financières non courantes et courantes (hors instruments dérivés) sont évaluées au coût amorti, à l'exception de celles qui font l'objet d'un traitement de couverture tel que décrit dans le paragraphe précédent (iii) « Instruments dérivés ».

(v) Détermination de la juste valeur des instruments financiers

Les justes valeurs font l'objet d'une estimation pour la majorité des instruments financiers du Groupe, à l'exception des titres et valeurs mobilières de placement cotés, pour lesquels le cours de cotation est retenu.

L'appréciation des valorisations réalisées, fondées notamment sur des principes d'actualisation des flux de trésorerie futurs, doit être pondérée par le fait que, d'une part, la valeur d'un instrument financier à un instant donné peut se trouver modifiée en fonction de l'environnement de marché (liquidité notamment) et, d'autre part, que les variations ultérieures de taux d'intérêt et des cours de change ne sont pas prises en compte.

Il convient de préciser que l'utilisation d'estimations, de méthodologies et d'hypothèses différentes pourrait avoir un effet significatif sur les valeurs de marché calculées.

Les méthodes utilisées sont les suivantes :

- *Dettes financières, swaps d'émission*

La valeur de marché des *swaps* d'émission et des dettes financières faisant l'objet d'une couverture par ces *swaps* a été déterminée sur une base individuelle en actualisant les flux de trésorerie futurs avec les courbes de taux « zéro coupon » en vigueur à la clôture des exercices.

- *Instruments financiers dérivés d'énergie et assimilés*

La méthodologie de valorisation retenue est la valeur de marché de toutes les positions ouvertes sur des transactions physiques et papier. Les valorisations sont calculées quotidiennement à partir de données de marché (marchés organisés et hors cote). Dans les cas où les données de marché ne sont pas immédiatement disponibles, les valorisations sont établies à partir de données de marché observables telles que les arbitrages, les frets ou les différentiels ou à partir de recoupements de marché. Pour les risques valorisés à partir de données calculées, telles que par exemple les options, la juste valeur est établie en utilisant des modèles d'usage courant.

- *Autres instruments financiers*

La valeur de marché des *swaps* de taux et des FRA (*Forward Rate Agreement*) est calculée par actualisation des flux futurs sur la base des courbes de taux « zéro coupon » en vigueur à la clôture des exercices présentés retraités des

intérêts courus non échus. Les opérations d'achats/ventes à terme et *swaps* de change sont valorisées sur la base d'une comparaison des taux à terme négociés avec ceux en vigueur sur les marchés financiers à la clôture des exercices présentés pour les mêmes échéances.

Les options de change sont réévaluées sur la base du modèle Garman – Kohlhagen, en intégrant les paramètres de marchés existants à la clôture.

- Hiérarchie des justes valeurs

La norme IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir » établit une hiérarchie des justes valeurs et distingue trois niveaux :

- Niveau 1 : cours cotés pour des actifs et passifs identiques (à ceux faisant l'objet de l'évaluation) obtenus à la date d'évaluation sur un marché actif auquel a accès l'entité ;
- Niveau 2 : les données d'entrée sont des données observables mais qui ne correspondent pas à des cours cotés pour des actifs ou passifs identiques ;
- Niveau 3 : les données d'entrée ne sont pas des données observables (par exemple, ces données proviennent d'extrapolations). Ce niveau s'applique lorsqu'il n'existe pas de marché ou de données observables et que l'entreprise est obligée de recourir à ses propres hypothèses pour estimer les données qu'auraient retenues les autres acteurs de marché pour évaluer la juste valeur de l'actif.

L'ensemble des valorisations par niveau de juste valeur est présenté dans les notes 29 et 30 de l'annexe aux comptes consolidés.

vi) Engagements d'achat de participations ne conférant pas le contrôle (« puts sur intérêts minoritaires »)

Les options de vente consenties à des actionnaires minoritaires constituent un passif financier pour la valeur actuelle du prix d'exercice de ces options avec pour contrepartie une réduction des capitaux propres part du groupe. Le passif financier est réévalué à la juste valeur à chaque clôture conformément aux clauses contractuelles avec une contrepartie en résultat (coût de l'endettement financier).

N) Stocks

Les stocks sont valorisés dans les états financiers consolidés au plus bas du prix de revient et de la valeur nette de réalisation. Le prix de revient des stocks de produits pétroliers et pétrochimiques est déterminé selon la méthode FIFO (*First In, First Out*) et celui des autres stocks selon la méthode PMP (prix moyen pondéré).

Par ailleurs les stocks de *trading* sont valorisés à leur juste valeur diminuée des coûts nécessaires à la vente.

Raffinage-Chimie

Les stocks de produits pétroliers sont constitués principalement de pétrole brut et de produits raffinés. Les produits raffinés sont principalement constitués d'essence, kérosène, diesel, fioul et mazout, et sont produits par les raffineries du Groupe. Le délai de rotation des produits pétroliers n'excède pas deux mois en moyenne.

Le coût du pétrole brut inclut les coûts des matières premières et de réception. Le coût des produits raffinés inclut principalement le coût du pétrole brut, les coûts de production (énergie, main-d'œuvre, amortissement des immobilisations de production) et l'allocation des coûts indirects de production (taxes, maintenance, assurances, etc.).

Les coûts des stocks de produits chimiques autres que les produits raffinés incluent les coûts des matières premières, de main-d'œuvre directe, et l'allocation des coûts indirects de production. Les coûts de démarrage, les frais généraux d'administration et les charges financières sont exclus du prix de revient des produits raffinés et des produits chimiques.

Marketing & Services

Le coût des produits transformés par les entités du Groupe inclut principalement le coût de la matière première, les coûts de production (énergie, main d'oeuvre, amortissement des immobilisations de production), les coûts de transport primaire et l'allocation des coûts indirects de production (taxes, maintenance, assurances...).

Les frais généraux d'administration et les charges financières sont exclus du prix de revient des produits.

Les produits achetés à des entités externes au Groupe sont valorisés à leur coût d'achat, auquel s'ajoutent les coûts de transport primaire.

O) Actions propres

Les actions TOTAL, détenues par les filiales ou par la société mère, sont portées en diminution des capitaux propres consolidés. Les résultats de cession réalisés sur ces titres sont exclus du résultat net et sont imputés en capitaux propres.

P) Provisions et autres passifs non courants

Une provision est comptabilisée lorsqu'il existe, pour le Groupe, une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'un événement passé et qu'il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources qui peut être estimée de manière fiable. Le montant provisionné correspond à la meilleure estimation possible de l'obligation.

Les provisions et autres passifs non courants comprennent les engagements dont l'échéance ou le montant sont incertains, découlant de risques environnementaux, de risques réglementaires et fiscaux, de litiges et d'autres risques.

Q) Restitution des sites

Les dépenses futures de restitution des sites, résultant d'une obligation légale ou implicite, sont provisionnées sur la base d'une estimation raisonnable, au cours de l'exercice durant lequel apparaît l'obligation.

En contrepartie de cette provision, les coûts de restitution des sites sont capitalisés et intégrés à la valeur de l'actif sous-jacent et amortis sur la durée d'utilité de cet actif.

L'impact du passage du temps sur la provision pour restitution des sites est mesuré en appliquant au montant de la provision un taux d'intérêt sans risque. L'effet de l'actualisation de ces provisions est comptabilisé dans la rubrique « Autres charges financières ».

R) Engagements envers le personnel

Selon les lois et usages de chaque pays, le Groupe participe à des régimes de retraite, prévoyance, frais médicaux et indemnités de fin de carrière, dont les prestations dépendent de différents facteurs tels qu'ancienneté, salaires et versements effectués à des régimes généraux obligatoires.

Ces régimes peuvent être à cotisations définies ou à prestations définies et dans ce cas être totalement ou partiellement préfinancés par des placements dans des actifs dédiés, fonds communs de placement, actifs généraux de compagnies d'assurances ou autres.

Pour les régimes à cotisations définies, les charges correspondent aux cotisations versées.

Pour les régimes à prestations définies, les engagements sont évalués selon la méthode actuarielle des unités de crédits projetés. Les écarts constatés entre l'évaluation et la prévision des engagements (en fonction de projections ou hypothèses nouvelles) ainsi qu'entre la prévision et la réalisation sur le rendement des fonds investis sont appelés pertes et gains actuariels. Ils sont comptabilisés en autres éléments du résultat global, sans possibilité de recyclage ultérieur en résultat.

Le coût des services passés est reconnu en résultat, qu'ils soient acquis ou non acquis.

La charge nette liée aux engagements de retraite et avantages similaires est comptabilisée dans la rubrique « Autres charges d'exploitation ».

S) Tableau de flux de trésorerie

Les flux de trésorerie en devises étrangères sont convertis en dollars à la date de transaction ou au cours moyen de l'exercice. Les différences de change dues à la conversion au taux de clôture des actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont reprises dans la rubrique « Incidence des variations de change » du tableau de flux de trésorerie. Par conséquent, les flux ne peuvent être reconstitués à partir des montants figurant au bilan.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont des actifs immédiatement disponibles ou des placements à court terme, très liquides, qui sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les placements à échéance supérieure à trois mois et inférieure à douze mois sont classés dans la rubrique « Actifs financiers courants ».

Les variations des actifs et passifs financiers courants sont incluses dans les flux de trésorerie de financement.

Dettes financières non courantes

La variation de la dette financière non courante est présentée pour sa valeur nette en raison de l'importance des mouvements dus aux tirages multiples sur les lignes de crédit *revolving*.

T) Droits d'émission de CO₂

En l'absence de normes IFRS ou d'interprétations relatives à la comptabilisation des droits d'émission de CO₂, les dispositions suivantes sont appliquées :

- Les quotas sont gérés comme un coût de production et à ce titre ils sont reconnus en stock :
 - Les quotas attribués à titre gratuit sont comptabilisés en stock pour une valeur nulle ;
 - Les quotas acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
 - Les ventes ou les restitutions annuelles de quotas constituent des sorties de stock, qui sont reconnues sur la base d'un coût unitaire moyen pondéré ;
 - Si la valeur comptable des stocks de quotas à la clôture est supérieure à la valeur de marché, une provision pour dépréciation est comptabilisée.
- A chaque arrêté, une provision est comptabilisée pour matérialiser les obligations de restitution de quotas liées aux émissions de la période. Cette provision est calculée sur la base des émissions estimées de la période, valorisées au coût unitaire moyen pondéré du stock à la fin de cette période. Elle est reprise lors de la restitution des quotas ;
- Dans le cas où les obligations de restitution à l'échéance sont supérieures aux quotas disponibles enregistrés en stock, une provision pour la valeur de marché est comptabilisée ;
- Les opérations réalisées sur le marché à terme sont comptabilisées en valeur de marché au bilan. Les variations de la juste valeur de ces opérations à terme sont comptabilisées en résultat.

U) Certificats d'économie d'énergie

En l'absence de normes IFRS ou d'interprétations relatives à la comptabilisation des certificats d'économie d'énergie, les dispositions suivantes sont appliquées :

- Un passif est comptabilisé pour matérialiser l'obligation liée aux ventes d'énergie, si l'obligation est supérieure aux CEE détenus. Ce passif est valorisé sur la base du prix des dernières transactions ;
- Un stock de CEE est comptabilisé lorsque les CEE détenus à la clôture excèdent l'obligation ;
- Les CEE sont valorisés au coût unitaire moyen pondéré (coût d'acquisition pour les CEE acquis ou coût de revient pour les CEE générés par des actions propres).

Si la valeur comptable des stocks de certificats à la clôture est supérieure à la valeur de marché, une provision pour dépréciation est comptabilisée.

V) Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Conformément à la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », les actifs et passifs des entités contrôlées détenues en vue de la vente sont présentés sur des lignes distinctes du bilan. A partir de la date de classification en « actifs détenus en vue de la vente », les dotations aux amortissements cessent.

Le résultat net des activités abandonnées est présenté sur une ligne séparée du compte de résultat. En conséquence, les notes de l'annexe aux comptes consolidés relatives au compte de résultat se réfèrent uniquement aux activités poursuivies.

Une activité abandonnée est une composante du Groupe dont les flux de trésorerie sont indépendants. Elle représente une ligne d'activité ou une région principale et distincte dont le Groupe s'est séparé ou qu'il détient en vue de sa vente.

W) Nouveaux textes comptables non encore applicables

Les normes ou interprétations publiées respectivement par l'IASB (*International Accounting Standards Board*) et l'IFRS IC (*International Financial Reporting Standards Interpretations Committee*) non encore en vigueur au 31 décembre 2014, sont les suivantes :

- **Normes non encore adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2014**

- En mai 2014, l'IASB a publié la norme IFRS 15 qui traite de la comptabilisation des produits provenant de contrats avec les clients. La norme est applicable à compter du 1er janvier 2017. Les impacts de l'application de cette norme sont en cours de revue.
- En juillet 2014, l'IASB a publié la norme IFRS 9 « Instruments financiers » qui traite de la comptabilisation et de l'évaluation des instruments financiers. Cette norme regroupe trois phases : classement et évaluation, dépréciation des actifs financiers et opérations de couverture hors macro-couverture. La norme est applicable à compter du 1er janvier 2018. Les impacts de l'application de cette norme sont en cours de revue.

2) Principaux indicateurs de l'information par secteur

Les indicateurs de performance excluant les éléments d'ajustement, tels que le résultat opérationnel ajusté, le résultat opérationnel net ajusté et le résultat net ajusté, sont destinés à faciliter l'analyse de la performance financière et la comparaison des résultats entre périodes.

Les éléments d'ajustement

Le détail des éléments d'ajustement est présenté dans la note 4 de l'annexe aux comptes consolidés.

Les éléments d'ajustement comprennent :

(i) les éléments non récurrents

En raison de leur caractère inhabituel ou particulièrement significatif, certaines transactions qualifiées « d'éléments non récurrents » sont exclues des informations par secteur d'activité. En général, les éléments non récurrents concernent des transactions qui sont significatives, peu fréquentes ou inhabituelles. Cependant, dans certains cas, des transactions telles que coûts de restructuration ou cessions d'actifs, qui ne sont pas considérées comme représentatives du cours normal de l'activité, peuvent être qualifiées d'éléments non récurrents, bien que des transactions similaires aient pu se produire au cours des exercices précédents, ou risquent de se reproduire lors des exercices futurs.

(ii) l'effet de stock

Les résultats ajustés des secteurs Raffinage-Chimie et Marketing & Services sont communiqués selon la méthode du coût de remplacement. Cette méthode est utilisée afin de mesurer la performance des secteurs et de faciliter la comparabilité de leurs résultats avec ceux des principaux concurrents du Groupe.

Dans la méthode du coût de remplacement, proche du LIFO (*Last In, First Out*), la variation de la valeur des stocks dans le compte de résultat est déterminée par référence au différentiel de prix fin de mois d'une période à l'autre ou par référence à des prix moyens de la période selon la nature des stocks concernés et non par référence à la valeur historique des stocks. L'effet de stock correspond à la différence entre les résultats calculés selon la méthode FIFO (*First In, First Out*) et les résultats selon la méthode du coût de remplacement.

(iii) l'effet des variations de juste valeur

L'effet des variations de juste valeur présenté en éléments d'ajustement correspond, pour certaines transactions, à des différences entre la mesure interne de la performance utilisée par la Direction Générale de TOTAL et la comptabilisation de ces transactions selon les normes IFRS.

Les normes IFRS prévoient que les stocks de *trading* soient comptabilisés à leur juste valeur en utilisant les cours *spot* de fin de période. Afin de refléter au mieux la gestion par des transactions dérivées de l'exposition économique liée à ces stocks, les indicateurs internes de mesure de la performance intègrent une valorisation des stocks de *trading* en juste valeur sur la base de cours *forward*.

Par ailleurs, dans le cadre de ses activités de *trading*, TOTAL conclut des contrats de stockage dont la représentation future est enregistrée en juste valeur dans la performance économique interne du Groupe, mais n'est pas autorisée par les normes IFRS.

Principaux indicateurs

(i) Résultat opérationnel (critère de mesure de la performance d'exploitation)

Produits des ventes après déduction des achats consommés et variations de stocks, des autres charges d'exploitation, des charges d'exploration et des amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et des droits miniers.

Le résultat opérationnel exclut les amortissements d'immobilisations incorporelles autres que les droits miniers, les écarts de change et les plus ou moins-values sur cessions d'actifs.

(ii) Résultat opérationnel net (critère de mesure de la rémunération des capitaux employés)

Résultat opérationnel après prise en compte des amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles autres que les droits miniers, des écarts de change et des plus ou moins-values sur cessions d'actifs, ainsi que de tous les autres produits et charges liés aux capitaux employés (dividendes des sociétés non consolidées, résultats de sociétés mises en équivalence, frais financiers capitalisés), et après l'impôt applicable à tous ces éléments.

Les produits et charges constituant la différence entre le résultat opérationnel net et le résultat net sont uniquement les frais financiers relatifs aux dettes financières nettes de la trésorerie, après l'impôt qui leur est applicable (coût net de la dette nette) et les intérêts ne conférant pas le contrôle.

(iii) Résultats ajustés

Résultat opérationnel, résultat opérationnel net ou résultat net après retraitement des éléments d'ajustement décrits ci-dessus.

(iv) Résultat net ajusté dilué par action

Résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré dilué d'actions.

(v) Capitaux employés

Actifs immobilisés et besoin en fonds de roulement, retraités de l'effet de stock, nets des impôts différés et provisions non courantes.

(vi) ROACE (Return on Average Capital Employed) - Rentabilité des capitaux employés moyens

Rapport du résultat opérationnel net ajusté à la moyenne des capitaux employés de début et de fin de période.

(vii) ROE (Return on Equity) – Rentabilité des capitaux propres moyens

Rapport du résultat net ajusté de l'ensemble consolidé à la moyenne des capitaux propres retraités (après distribution) de début et de fin de période.

(viii) Dette financière nette

Dettes financières non courantes, y compris part à moins d'un an, dettes financières et autres passifs financiers courants, moins la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les actifs financiers courants.

3) Variation de la composition du Groupe et principales acquisitions et cessions

Au cours des exercices 2014, 2013 et 2012, les principales variations de la composition du Groupe et les principales acquisitions et cessions ont été les suivantes :

Exercice 2014

➤ **Amont**

- TOTAL a finalisé en mars 2014 la cession à Sonangol E&P de ses intérêts dans le bloc 15/06 en Angola.
- TOTAL a finalisé en mars 2014 l'acquisition auprès d'InterOil Corporation d'une participation de 40,1 % (avant entrée possible de l'Etat) dans le bloc PRL 15 contenant le champ de gaz d'Elk-Antelope en Papouasie-Nouvelle-Guinée pour un montant de 429 millions de dollars. Le paiement a été effectué le 2 avril 2014.
- Le 27 février 2014, TOTAL a introduit en bourse Gaztransport et Technigaz S.A. (GTT), société d'ingénierie spécialisée dans la conception de membranes cryogéniques pour le transport et le stockage de GNL. Avec la cotation sur Euronext Paris, TOTAL a réduit sa participation au capital de la société, passant de 30,0% du capital à 10,4%. L'introduction en bourse s'est faite au prix de 46 euros par action, valorisant le capital de la société (à 100%) à 1,7 milliards d'euros. Enfin en décembre 2014, TOTAL a signé un accord définitif pour l'acquisition par Temasek de l'intégralité de sa participation résiduelle dans GTT. Le montant total de ces deux opérations s'élève à plus de 650 millions de dollars.

- TOTAL a acquis en 2014 1,28% supplémentaires du capital de Novatek pour un montant de 434 millions de dollars, ce qui porte au 31 décembre 2014 la participation de TOTAL dans Novatek à 18,24%. Depuis le 18 juillet 2014, le Groupe n'a pas acquis d'intérêts additionnels dans le capital de Novatek.
- TOTAL a finalisé en août 2014 la cession de sa participation de 10 % dans le champ Shah Deniz et dans le pipeline du Caucase du Sud à TPAO, société nationale turque d'exploration et de production pour un montant de 1 513 millions de dollars. Cette cession a généré une plus-value après impôt de 580 millions de dollars.
- TOTAL a finalisé en octobre 2014 la cession de sa participation de 25 % dans Cardinal Gas Services LLC, entreprise spécialisée dans la collecte et le transport de gaz dans la région de l'Utica (Ohio), pour un montant de 449 millions de dollars.

L'information relative aux cessions en cours de réalisation présentée selon les dispositions de la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » figure en note 34.

Exercice 2013

➤ Amont

- TOTAL a finalisé en février 2013 l'acquisition d'une participation supplémentaire de 6 % dans le projet de gaz naturel liquéfié (GNL) d'Ichthys auprès de son partenaire INPEX. Le Groupe a ainsi accru sa participation dans ce projet de 24 % à 30 %.
- TOTAL a finalisé en février 2013 la vente à INPEX d'une participation indirecte de 9,99 % dans le bloc 14, dans l'offshore angolais.
- Le 27 mars 2013, TOTAL a conclu un accord pour la vente à Suncor Energy Inc. de sa participation de 49% dans le projet d'upgrader Voyageur situé dans la province canadienne de l'Alberta et destiné à traiter le bitume des mines de Fort Hills et Joslyn. Le montant de la transaction s'élevait à 506 millions de dollars. Les développements des projets miniers de Fort Hills et Joslyn se sont poursuivis selon les études logistiques d'évacuation des productions menées conjointement avec Suncor. La cession a entraîné une perte nette de 1 646 millions de dollars.
- TOTAL a finalisé en juin 2013 la vente de 25% des intérêts dans le gisement de Tempa Rossa en Italie à Mitsui.
- TOTAL a finalisé en juillet 2013 la cession de 100% de Transport et Infrastructures Gaz France (TIGF) au consortium réunissant Snam, EDF et GIC (Government of Singapore Investment Corporation) pour un montant de 1 558 millions d'euros, soit 2 052 millions de dollars, net de la trésorerie cédée.
- TOTAL a finalisé en septembre 2013 la cession de ses intérêts dans l'Amont à Trinité-et-Tobago à la National Gas Company de Trinité-et-Tobago pour un montant de 318 millions de dollars, net de la trésorerie cédée.
- TOTAL a finalisé en décembre 2013 l'entrée de Qatar Petroleum International dans le capital de Total E&P Congo à hauteur de 15% via une augmentation de capital de 1 627 millions de dollars.
- TOTAL a finalisé au cours de l'exercice 2013 l'acquisition de 1,62% supplémentaires du capital de Novatek pour un montant de 587 millions de dollars, ce qui portait la participation de TOTAL dans Novatek à 16,96% au 31 décembre 2013.
- En octobre 2013, un consortium dans lequel TOTAL détient une participation de 20% s'est vu attribuer un contrat de partage de production de 35 ans pour développer le gisement pétrolier de Libra au Brésil. TOTAL a versé 3 000 millions de reais brésiliens (environ 1 301 millions de dollars) de prime à la signature.

➤ Raffinage - Chimie

- TOTAL a finalisé en juin 2013 la cession de son activité Fertilisants en Europe.

Exercice 2012

➤ Amont

- TOTAL a finalisé en février 2012 l'acquisition en Ouganda d'une participation de 33% 1/3 dans les blocs 1, 2 et 3A auprès de Tullow Oil plc pour un montant de 1 487 millions de dollars constitué intégralement de droits miniers. TOTAL est devenu partenaire de Tullow et CNOOC à parts égales (33% 1/3 chacun), chaque

compagnie assumant le rôle d'opérateur d'un des trois blocs. TOTAL a été désigné comme opérateur du bloc 1.

- TOTAL a finalisé au cours de l'exercice 2012 l'acquisition de 1,25% supplémentaires du capital de Novatek pour un montant de 480 millions de dollars, ce qui portait la participation de TOTAL dans Novatek à 15,34% au 31 décembre 2012.
- TOTAL a finalisé en octobre 2012 la cession en Colombie de ses participations dans le champ d'hydrocarbures de Cusiana et dans les pipelines OAM et ODC à Sinochem, pour un montant de 409 millions de dollars, net de la trésorerie cédée.

➤ Holding

Au cours de l'exercice 2012, TOTAL a progressivement cédé le solde de sa participation dans Sanofi, générant une plus-value nette d'impôt de 438 millions de dollars. Au 31 décembre 2012, le Groupe ne détenait plus de participation dans le capital de Sanofi.

4) Informations par secteur d'activité

L'information financière sectorielle est présentée selon les principes identiques à ceux du reporting interne. Elle reproduit l'information sectorielle interne définie pour gérer et mesurer les performances de TOTAL qui est revue par le principal décideur opérationnel du Groupe, à savoir le Comité Exécutif.

Le résultat opérationnel et les actifs sont répartis entre chaque secteur d'activité avant retraitements de consolidation et ajustements inter-secteurs.

Les transactions entre secteurs sont réalisées à des prix proches des prix de marché.

Les activités du Groupe sont divisées en trois secteurs définis comme suit :

- un secteur Amont comprenant, aux côtés de l'Exploration et de la Production d'hydrocarbures, l'activité Gas & Power ;
- un secteur Raffinage-Chimie qui constitue un grand pôle industriel contenant les activités de raffinage, de pétrochimie et de chimie de spécialités. Ce secteur couvre également les activités de Trading pétrolier et les Transports maritimes ;
- un secteur Marketing & Services comprenant les activités mondiales d'approvisionnement et de commercialisation dans le domaine des produits pétroliers ainsi que l'activité Energies Nouvelles.

Par ailleurs, le secteur Holding comprend les activités fonctionnelles et financières des holdings.

A) Informations par secteur d'activité

Exercice 2014 (en millions de dollars)	Mont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	23 484	106 124	106 509	5	-	236 122
Chiffre d'affaires Groupe	29 183	44 950	1 615	236	(75 984)	-
Droits d'accises	-	(4 850)	(19 254)	-	-	(24 104)
Produits des ventes	52 667	146 224	88 870	241	(75 984)	212 018
Charges d'exploitation	(26 235)	(145 014)	(86 931)	(1 092)	75 984	(183 288)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(15 938)	(2 901)	(781)	(36)	-	(19 656)
Résultat opérationnel	10 494	(1 691)	1 158	(887)	-	9 074
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	4 302	90	(140)	178	-	4 430
Impôts du résultat opérationnel net	(8 799)	391	(344)	(8)	-	(8 760)
Résultat opérationnel net	5 997	(1 210)	674	(717)	-	4 744
Coût net de la dette nette						(494)
Intérêts ne conférant pas le contrôle						(6)
Résultat net						4 244

Exercice 2014 (éléments d'ajustement) ^(a) (en millions de dollars)	Mont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	31	-	-	-	-	31
Chiffre d'affaires Groupe	-	-	-	-	-	-
Droits d'accises	-	-	-	-	-	-
Produits des ventes	31	-	-	-	-	31
Charges d'exploitation	(164)	(2 980)	(551)	-	-	(3 695)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(6 529)	(1 450)	-	-	-	(7 979)
Résultat opérationnel^(b)	(6 662)	(4 430)	(551)	-	-	(11 643)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	883	(282)	(203)	-	-	398
Impôts du résultat opérationnel net	1 272	1 013	174	-	-	2 459
Résultat opérationnel net^(b)	(4 507)	(3 699)	(580)	-	-	(8 786)
Coût net de la dette nette						-
Intérêts ne conférant pas le contrôle						193
Résultat net						(8 593)

^(a) Les éléments d'ajustement incluent les éléments non récurrents, l'effet de stock et l'effet des variations de juste valeur.

^(b) Dont effet stock

Sur le résultat opérationnel	-	(2 944)	(525)	-	
Sur le résultat opérationnel net	-	(2 114)	(384)	-	

Exercice 2014 (ajusté) (en millions de dollars) ^(a)	Mont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	23 453	106 124	106 509	5	-	236 091
Chiffre d'affaires Groupe	29 183	44 950	1 615	236	(75 984)	-
Droits d'accises	-	(4 850)	(19 254)	-	-	(24 104)
Produits des ventes	52 636	146 224	88 870	241	(75 984)	211 987
Charges d'exploitation	(26 071)	(142 034)	(86 380)	(1 092)	75 984	(179 593)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(9 409)	(1 451)	(781)	(36)	-	(11 677)
Résultat opérationnel ajusté	17 156	2 739	1 709	(887)	-	20 717
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	3 419	372	63	178	-	4 032
Impôts du résultat opérationnel net	(10 071)	(622)	(518)	(8)	-	(11 219)
Résultat opérationnel net ajusté	10 504	2 489	1 254	(717)	-	13 530
Coût net de la dette nette						(494)
Intérêts ne conférant pas le contrôle						(199)
Résultat net ajusté						12 837
Résultat net ajusté dilué par action (dollars)						5,63

^(a) Excepté pour le résultat net par action.

Exercice 2014 (en millions de dollars)	Mont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Investissements	26 520	2 022	1 818	149	-	30 509
Désinvestissements	5 764	192	163	71	-	6 190
Flux de trésorerie d'exploitation	16 666	6 302	2 721	(81)	-	25 608
Bilan au 31 décembre 2014						
Immobilisations corporelles et incorporelles	105 273	9 512	6 443	330	-	121 558
Titres et prêts des sociétés mises en équivalence	14 921	3 516	837	-	-	19 274
Autres actifs non courants	6 711	959	1 849	151	-	9 670
Besoin en fonds de roulement	2 015	4 041	2 141	(2 386)	-	5 811
Provisions et autres passifs non courants	(30 385)	(4 290)	(2 097)	(341)	-	(37 113)
Actifs et passifs destinés à être cédés ou échangés - Capitaux employés	1 962	1 032	91	-	-	3 085
Capitaux employés (bilan)	100 497	14 770	9 264	(2 246)	-	122 285
Moins effet de stock	-	(1 319)	(439)	(1)	-	(1 759)
Capitaux employés (information par secteur)	100 497	13 451	8 825	(2 247)	-	120 526
ROACE en pourcentage	11%	15%	13%	-	-	11%

Exercice 2013 (en millions de dollars)	Mont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	26 367	114 483	110 873	2	-	251 725
Chiffre d'affaires Groupe	37 650	52 275	2 159	177	(92 261)	-
Droits d'accises	-	(4 814)	(18 942)	-	-	(23 756)
Produits des ventes	64 017	161 944	94 090	179	(92 261)	227 969
Charges d'exploitation	(31 875)	(160 031)	(91 343)	(794)	92 261	(191 782)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(9 484)	(1 736)	(733)	(41)	-	(11 994)
Résultat opérationnel	22 658	177	2 014	(656)	-	24 193
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	2 688	181	55	(25)	-	2 899
Impôts du résultat opérationnel net	(13 706)	(612)	(560)	(29)	-	(14 907)
Résultat opérationnel net	11 640	(254)	1 509	(710)	-	12 185
Coût net de la dette nette						(664)
Intérêts ne conférant pas le contrôle						(293)
Résultat net						11 228

Exercice 2013 (éléments d'ajustement) ^(a) (en millions de dollars)	Mont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	(74)	-	-	-	-	(74)
Chiffre d'affaires Groupe	-	-	-	-	-	-
Droits d'accises	-	-	-	-	-	-
Produits des ventes	(74)	-	-	-	-	(74)
Charges d'exploitation	(113)	(1 405)	(134)	-	-	(1 652)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(855)	(184)	(4)	-	-	(1 043)
Résultat opérationnel ^(b)	(1 042)	(1 589)	(138)	-	-	(2 769)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	(305)	(268)	4	(34)	-	(603)
Impôts du résultat opérationnel net	537	(254)	89	(45)	-	327
Résultat opérationnel net ^(b)	(810)	(2 111)	(45)	(79)	-	(3 045)
Coût net de la dette nette						-
Intérêts ne conférant pas le contrôle						(19)
Résultat net						(3 064)

^(a) Les éléments d'ajustement incluent les éléments non récurrents, l'effet de stock et l'effet des variations de juste valeur.

^(b) Dont effet stock

Sur le résultat opérationnel	-	(978)	(87)	-	-
Sur le résultat opérationnel net	-	(656)	(63)	-	-

Exercice 2013 (ajusté) (en millions de dollars) ^(a)	Mont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	26 441	114 483	110 873	2	-	251 799
Chiffre d'affaires Groupe	37 650	52 275	2 159	177	(92 261)	-
Droits d'accises	-	(4 814)	(18 942)	-	-	(23 756)
Produits des ventes	64 091	161 944	94 090	179	(92 261)	228 043
Charges d'exploitation	(31 762)	(158 626)	(91 209)	(794)	92 261	(190 130)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(8 629)	(1 552)	(729)	(41)	-	(10 951)
Résultat opérationnel ajusté	23 700	1 766	2 152	(656)	-	26 962
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	2 993	449	51	9	-	3 502
Impôts du résultat opérationnel net	(14 243)	(358)	(649)	16	-	(15 234)
Résultat opérationnel net ajusté	12 450	1 857	1 554	(631)	-	15 230
Coût net de la dette nette						(664)
Intérêts ne conférant pas le contrôle						(274)
Résultat net ajusté						14 292
Résultat net ajusté dilué par action (dollars)						6,29

^(a) Excepté pour le résultat net par action.

Exercice 2013 (en millions de dollars)	Mont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Investissements	29 750	2 708	1 814	159	-	34 431
Désinvestissements	5 786	365	186	62	-	6 399
Flux de trésorerie d'exploitation	21 857	4 260	2 557	(161)	-	28 513
Bilan au 31 décembre 2013						
Immobilisations corporelles et incorporelles	103 667	12 407	6 441	360	-	122 875
Titres et prêts des sociétés mises en équivalence	15 862	3 542	1 013	-	-	20 417
Autres actifs non courants	5 691	1 427	2 014	778	-	9 910
Besoin en fonds de roulement	(327)	10 458	3 779	(2 729)	-	11 181
Provisions et autres passifs non courants	(31 574)	(4 437)	(2 303)	(1 288)	-	(39 602)
Actifs et passifs destinés à être cédés ou échangés - Capitaux employés	2 210	-	-	-	-	2 210
Capitaux employés (bilan)	95 529	23 397	10 944	(2 879)	-	126 991
Moins effet de stock	-	(3 645)	(893)	(2)	-	(4 540)
Capitaux employés (information par secteur)	95 529	19 752	10 051	(2 881)	-	122 451
ROACE en pourcentage	14%	9%	16%	-	-	13%

Exercice 2012 (en millions de dollars)	Mont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	28 449	117 067	111 281	240	-	257 037
Chiffre d'affaires Groupe	40 498	57 134	970	256	(98 858)	-
Droits d'accises	-	(4 616)	(18 205)	-	-	(22 821)
Produits des ventes	68 947	169 585	94 046	496	(98 858)	234 216
Charges d'exploitation	(33 361)	(166 379)	(91 907)	(1 249)	98 858	(194 038)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(9 555)	(1 856)	(780)	(46)	-	(12 237)
Résultat opérationnel	26 031	1 350	1 359	(799)	-	27 941
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	3 005	271	(252)	353	-	3 377
Impôts du résultat opérationnel net	(15 879)	(337)	(488)	(163)	-	(16 867)
Résultat opérationnel net	13 157	1 284	619	(609)	-	14 451
Coût net de la dette nette						(615)
Intérêts ne conférant pas le contrôle						(188)
Résultat net						13 648

Exercice 2012 (éléments d'ajustement) ^(a) (en millions de dollars)	Mont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	(12)	-	-	-	-	(12)
Chiffre d'affaires Groupe	-	-	-	-	-	-
Droits d'accises	-	-	-	-	-	-
Produits des ventes	(12)	-	-	-	-	(12)
Charges d'exploitation	(752)	(257)	(294)	(115)	-	(1 418)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(1 538)	(266)	(87)	-	-	(1 891)
Résultat opérationnel^(b)	(2 302)	(523)	(381)	(115)	-	(3 321)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	326	(51)	(154)	188	-	309
Impôts du résultat opérationnel net	817	90	85	(139)	-	853
Résultat opérationnel net^(b)	(1 159)	(484)	(450)	(66)	-	(2 159)
Coût net de la dette nette						-
Intérêts ne conférant pas le contrôle						35
Résultat net						(2 124)

^(a) Les éléments d'ajustement incluent les éléments non récurrents, l'effet de stock et l'effet de variations de juste valeur.

^(b) Dont effet stock

Sur le résultat opérationnel	-	(230)	(71)	-
Sur le résultat opérationnel net	-	(149)	(50)	-

Exercice 2012 (ajusté) (en millions de dollars) ^(a)	Mont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	28 461	117 067	111 281	240	-	257 049
Chiffre d'affaires Groupe	40 498	57 134	970	256	(98 858)	-
Droits d'accises	-	(4 616)	(18 205)	-	-	(22 821)
Produits des ventes	68 959	169 585	94 046	496	(98 858)	234 228
Charges d'exploitation	(32 609)	(166 122)	(91 613)	(1 134)	98 858	(192 620)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(8 017)	(1 590)	(693)	(46)	-	(10 346)
Résultat opérationnel ajusté	28 333	1 873	1 740	(684)	-	31 262
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	2 679	322	(98)	165	-	3 068
Impôts du résultat opérationnel net	(16 696)	(427)	(573)	(24)	-	(17 720)
Résultat opérationnel net ajusté	14 316	1 768	1 069	(543)	-	16 610
Coût net de la dette nette						(615)
Intérêts ne conférant pas le contrôle						(223)
Résultat net ajusté						15 772
Résultat net ajusté dilué par action (dollars)						6,96

^(a) Excepté pour le résultat net par action.

Exercice 2012 (en millions de dollars)	Mont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Investissements	25 200	2 502	1 671	102	-	29 475
Désinvestissements	3 595	392	196	3 360	-	7 543
Flux de trésorerie d'exploitation	24 354	2 726	1 456	322	-	28 858
Bilan au 31 décembre 2012						
Immobilisations corporelles et incorporelles	90 128	12 167	5 848	299	-	108 442
Titres et prêts des sociétés mises en équivalence	14 622	2 600	931	-	-	18 153
Autres actifs non courants	4 255	1 565	1 694	552	-	8 066
Besoin en fonds de roulement	(436)	12 742	3 752	(2 337)	-	13 721
Provisions et autres passifs non courants	(28 356)	(4 020)	(2 146)	(1 708)	-	(36 230)
Actifs et passifs destinés à être cédés ou échangés - Capitaux employés	4 047	-	-	-	-	4 047
Capitaux employés (bilan)	84 260	25 054	10 079	(3 194)	-	116 199
Moins effet de stock	-	(4 271)	(847)	(1)	-	(5 119)
Capitaux employés (information par secteur)	84 260	20 783	9 232	(3 195)	-	111 080
ROACE en pourcentage	18%	9%	12%	-	-	15%

B) ROE (Return on Equity) – Rentabilité des capitaux propres moyens

Le Groupe évalue la rentabilité des capitaux propres en rapportant le résultat net ajusté de l'ensemble consolidé à la moyenne des capitaux propres retraités de début et de fin de période. Les capitaux propres retraités pour l'exercice 2014 sont ainsi calculés après distribution d'un dividende de 2,44 euros par action, sous réserve d'approbation par l'Assemblée générale des actionnaires du 29 mai 2015.

Le ROE est calculé de la manière suivante :

Exercice (en millions de dollars)	2014	2013	2012
Résultat net ajusté - part du Groupe	12 837	14 292	15 772
Intérêts ne conférant pas le contrôle ajustés	199	274	223
Résultat net ajusté de l'ensemble consolidé	13 036	14 566	15 995
Capitaux propres - part du Groupe	90 330	100 241	93 969
Répartition du résultat sur la base des actions existantes à la clôture	(1 686)	(1 908)	(1 757)
Intérêts ne conférant pas le contrôle	3 201	3 138	1 689
Capitaux propres retraités^(a)	91 845	101 471	93 901
ROE	13,5%	14,9%	17,7%

^(a) Les capitaux propres retraités au 31 décembre 2011 s'élevaient à 86 748 millions de dollars.

C) Réconciliation des informations par secteur avec les états financiers consolidés

L'impact des éléments d'ajustement sur le compte de résultat consolidé se présente comme suit :

Exercice 2014 (en millions de dollars)	Ajusté	Éléments d'ajustement ^(a)	Compte de résultat consolidé
Chiffre d'affaires	236 091	31	236 122
Droits d'accises	(24 104)	-	(24 104)
Produits des ventes	211 987	31	212 018
Achats, nets de variation de stocks	(149 506)	(3 469)	(152 975)
Autres charges d'exploitation	(28 123)	(226)	(28 349)
Charges d'exploration	(1 964)	-	(1 964)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(11 677)	(7 979)	(19 656)
Autres produits	1 272	1 305	2 577
Autres charges	(700)	(254)	(954)
Coût de l'endettement financier brut	(748)	-	(748)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	108	-	108
Coût de l'endettement financier net	(640)	-	(640)
Autres produits financiers	821	-	821
Autres charges financières	(676)	-	(676)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	3 315	(653)	2 662
Charge d'impôt	(11 073)	2 459	(8 614)
Résultat net de l'ensemble consolidé	13 036	(8 786)	4 250
Part du Groupe	12 837	(8 593)	4 244
Intérêts ne conférant pas le contrôle	199	(193)	6

^(a) Les éléments d'ajustement incluent les éléments non récurrents, l'effet de stock et l'effet des variations de juste valeur.

Exercice 2013 (en millions de dollars)	Ajusté	Éléments d'ajustement^(a)	Compte de résultat consolidé
Chiffre d'affaires	251 799	(74)	251 725
Droits d'accises	(23 756)	-	(23 756)
Produits des ventes	228 043	(74)	227 969
Achats, nets de variation de stocks	(159 784)	(1 065)	(160 849)
Autres charges d'exploitation	(28 177)	(587)	(28 764)
Charges d'exploration	(2 169)	-	(2 169)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(10 951)	(1 043)	(11 994)
Autres produits	647	1 643	2 290
Autres charges	(574)	(2 226)	(2 800)
Coût de l'endettement financier brut	(889)	-	(889)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	85	-	85
Coût de l'endettement financier net	(804)	-	(804)
Autres produits financiers	696	-	696
Autres charges financières	(702)	-	(702)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	3 435	(20)	3 415
Charge d'impôt	(15 094)	327	(14 767)
Résultat net de l'ensemble consolidé	14 566	(3 045)	11 521
Part du Groupe	14 292	(3 064)	11 228
Intérêts ne conférant pas le contrôle	274	19	293

^(a) Les éléments d'ajustement incluent les éléments non récurrents, l'effet de stock et l'effet des variations de juste valeur.

Exercice 2012 (en millions de dollars)	Ajusté	Éléments d'ajustement^(a)	Compte de résultat consolidé
Chiffre d'affaires	257 049	(12)	257 037
Droits d'accises	(22 821)	-	(22 821)
Produits des ventes	234 228	(12)	234 216
Achats, nets de variation de stocks	(162 607)	(301)	(162 908)
Autres charges d'exploitation	(28 156)	(1 117)	(29 273)
Charges d'exploration	(1 857)	-	(1 857)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(10 346)	(1 891)	(12 237)
Autres produits	876	1 021	1 897
Autres charges	(579)	(599)	(1 178)
Coût de l'endettement financier brut	(863)	-	(863)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	128	-	128
Coût de l'endettement financier net	(735)	-	(735)
Autres produits financiers	717	-	717
Autres charges financières	(641)	-	(641)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	2 695	(113)	2 582
Charge d'impôt	(17 600)	853	(16 747)
Résultat net de l'ensemble consolidé	15 995	(2 159)	13 836
Part du Groupe	15 772	(2 124)	13 648
Intérêts ne conférant pas le contrôle	223	(35)	188

^(a) Les éléments d'ajustement incluent les éléments non récurrents, l'effet de stock et l'effet des variations de juste valeur.

D) Nature des éléments d'ajustement par secteur

Les éléments d'ajustement du compte de résultat, selon la définition donnée dans la note 2 de l'annexe aux comptes consolidés, sont les suivants :

ÉLÉMENTS D'AJUSTEMENT DU RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

Exercice 2014 (en millions de dollars)	Mont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Total
Effet de stock	-	(2 944)	(525)	-	(3 469)
Effet des variations de juste valeur	31	-	-	-	31
Charges de restructuration	-	-	-	-	-
Dépréciations exceptionnelles	(6 529)	(1 450)	-	-	(7 979)
Autres éléments	(164)	(36)	(26)	-	(226)
Total	(6 662)	(4 430)	(551)	-	(11 643)

ÉLÉMENTS D'AJUSTEMENT DU RÉSULTAT NET PART DU GROUPE

Exercice 2014 (en millions de dollars)	Mont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Total
Effet de stock	-	(2 114)	(339)	-	(2 453)
Effet des variations de juste valeur	25	-	-	-	25
Charges de restructuration	-	(13)	(7)	-	(20)
Dépréciations exceptionnelles	(5 514)	(1 409)	(140)	-	(7 063)
Plus (moins) values de cession	1 314	(105)	-	-	1 209
Autres éléments	(193)	(58)	(40)	-	(291)
Total	(4 368)	(3 699)	(526)	-	(8 593)

ÉLÉMENTS D'AJUSTEMENT DU RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

Exercice 2013 (en millions de dollars)	Mont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Total
Effet de stock	-	(978)	(87)	-	(1 065)
Effet des variations de juste valeur	(74)	-	-	-	(74)
Charges de restructuration	-	(373)	(3)	-	(376)
Dépréciations exceptionnelles	(855)	(184)	(4)	-	(1 043)
Autres éléments	(113)	(54)	(44)	-	(211)
Total	(1 042)	(1 589)	(138)	-	(2 769)

ÉLÉMENTS D'AJUSTEMENT DU RÉSULTAT NET PART DU GROUPE

Exercice 2013 (en millions de dollars)	Mont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Total
Effet de stock	-	(656)	(72)	-	(728)
Effet des variations de juste valeur	(58)	-	-	-	(58)
Charges de restructuration	-	(537)	(30)	-	(567)
Dépréciations exceptionnelles	(581)	(183)	(9)	-	(773)
Plus (moins) values de cession	(58)	(59)	-	-	(117)
Autres éléments	(113)	(676)	47	(79)	(821)
Total	(810)	(2 111)	(64)	(79)	(3 064)

ÉLÉMENTS D'AJUSTEMENT DU RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

Exercice 2012 (en millions de dollars)	Mont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Total
Effet de stock	-	(230)	(71)	-	(301)
Effet des variations de juste valeur	(12)	-	-	-	(12)
Charges de restructuration	-	(3)	-	-	(3)
Dépréciations exceptionnelles	(1 538)	(266)	(87)	-	(1 891)
Autres éléments	(752)	(24)	(223)	(115)	(1 114)
Total	(2 302)	(523)	(381)	(115)	(3 321)

ÉLÉMENTS D'AJUSTEMENT DU RÉSULTAT NET PART DU GROUPE

Exercice 2012 (en millions de dollars)	Amont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Total
Effet de stock	-	(149)	(52)	-	(201)
Effet des variations de juste valeur	(9)	-	-	-	(9)
Charges de restructuration	-	(31)	(68)	-	(99)
Dépréciations exceptionnelles	(985)	(247)	(155)	(39)	(1 426)
Plus (moins) values de cession	326	-	-	438	764
Autres éléments	(491)	(57)	(140)	(465)	(1 153)
Total	(1 159)	(484)	(415)	(66)	(2 124)

E) Informations sur les dépréciations d'actifs

Au titre de l'exercice 2014, des dépréciations d'actifs ont été enregistrées dans les secteurs Amont, Raffinage-Chimie et Marketing & Services avec un impact de 7 979 millions de dollars sur le résultat opérationnel et 7 063 millions de dollars sur le résultat net part du Groupe. Ces dépréciations ont été qualifiées d'éléments d'ajustement du résultat opérationnel et du résultat net part du Groupe. Ces éléments d'ajustement sont présentés dans la note 4D ci-dessus sous la rubrique « Dépréciations exceptionnelles ».

Les dépréciations portent sur certaines unités génératrices de trésorerie (UGT) pour lesquelles des indicateurs de perte de valeur ont été identifiés, en raison de l'évolution des conditions d'exploitation ou de l'environnement économique des activités concernées.

Les principes appliqués sont les suivants :

- la valeur recouvrable des UGT a été déterminée sur la base de leur valeur d'utilité, telle que définie dans la note 1L de l'annexe aux comptes consolidés « Dépréciation des actifs immobilisés » ;
- les flux de trésorerie ont été établis avec les hypothèses retenues dans le plan long terme du Groupe. Ces hypothèses, incluant notamment les prix futurs des produits, l'offre et la demande de produits, les volumes de production futurs, représentent la meilleure estimation par le management du Groupe de l'ensemble des conditions économiques pendant la durée de vie résiduelle des actifs ;
- les flux de trésorerie futurs, déterminés à partir du plan long terme, sont établis sur une période cohérente avec la durée de vie des actifs compris dans l'UGT. Ils sont établis après impôt et intègrent les risques spécifiques aux actifs. Ils sont actualisés à un taux de 7% après impôt, ce taux correspondant au coût moyen pondéré du capital du Groupe estimé à partir de données historiques de marché. Ce taux s'élevait à 8% en 2012 et 2013 ;
- la valeur d'utilité fondée sur les flux de trésorerie après impôt définis ci-dessus actualisés à un taux de 7% après impôt n'est pas significativement différente de la valeur d'utilité fondée sur les flux de trésorerie avant impôt actualisés à un taux avant impôt, ce dernier étant déterminé par un calcul itératif fondé sur la valeur d'utilité après impôt. Les taux d'actualisation avant impôt ainsi déterminés se situent entre 7% et 11% en 2014.

Au titre de l'exercice 2014, le Groupe a comptabilisé des dépréciations sur des UGT du secteur Amont pour 6 529 millions de dollars en résultat opérationnel et 5 514 millions de dollars en résultat net part du Groupe. Les dépréciations comptabilisées en 2014 concernent principalement :

- des actifs dans les sables bitumineux au Canada, l'environnement économique dégradé affectant la rentabilité du projet en cours de développement de *Fort Hills* et ne permettant pas une décision finale de développement dans un avenir proche pour les projets de *Joslyn* et *Northern Lights*. Les dépréciations comptabilisées s'élèvent à 2 494 millions de dollars en résultat opérationnel et 2 160 millions de dollars en résultat net part du Groupe ;
- des actifs dans les gaz non conventionnels aux Etats-Unis, en Chine, au Venezuela et en Algérie, dont les potentiels et plans de développement ont été revus à la baisse dans un environnement économique défavorable. Les dépréciations comptabilisées s'élèvent à 2 944 millions de dollars en résultat opérationnel et 2 080 millions de dollars en résultat net part du Groupe ;
- d'autres actifs en Afrique (dépréciation de 924 millions de dollars en résultat opérationnel et 785 millions de dollars en résultat net part du Groupe), en Russie sur le projet Shtokman pour lequel le schéma technique de développement ne donnait pas une rentabilité acceptable (dépréciation de 350 millions de dollars en résultat net part du Groupe) et au Kazakhstan sur le projet Kashagan suite aux problèmes techniques rencontrés sur

les *pipelines* du projet et à la décision de les remplacer (dépréciation de 167 millions de dollars en résultat opérationnel et 121 millions de dollars en résultat net part du Groupe).

Compte tenu de la forte baisse des cours des hydrocarbures constatée sur les derniers mois de l'exercice 2014, les flux de trésorerie déterminés à partir du plan long terme ont été modifiés et intègrent des cours des hydrocarbures plus faibles sur les trois premières années.

Une variation de +10% des cours des hydrocarbures dans des conditions d'exploitation identiques aurait un impact positif de 1 312 millions de dollars en résultat opérationnel et 1 038 millions de dollars en résultat net part du Groupe. Une variation de (1) point du taux d'actualisation aurait un impact positif de 985 millions de dollars en résultat opérationnel et de 802 millions de dollars en résultat net part du Groupe. Pour ces actifs ainsi que certains actifs dont la valeur d'utilité est proche de la valeur nette comptable, une variation de (10)%, portée en moyenne à (25)% sur les trois premières années, des cours des hydrocarbures dans des conditions d'exploitation identiques aurait un impact négatif de 2 338 millions de dollars en résultat opérationnel et 1 588 millions de dollars en résultat net part du Groupe. Ces sensibilités aux prix concernent principalement les actifs dépréciés en 2014 ainsi que d'autres actifs, notamment aux Etats-Unis et en Russie. Une variation de +1 point du taux d'actualisation aurait un impact négatif de 1 030 millions de dollars en résultat opérationnel et de 831 millions de dollars en résultat net part du Groupe.

Les UGT du secteur Raffinage-Chimie sont définies aux bornes des entités juridiques ayant des activités opérationnelles pour les activités de raffinage et de pétrochimie. Les UGT des autres activités du secteur sont des divisions mondiales, chaque division regroupant un ensemble d'activités ou de produits homogènes sur les plans stratégiques, commerciaux et industriels. Au titre de l'exercice 2014, dans un contexte de baisse de la demande de produits raffinés et de persistance de la faiblesse des marges de raffinage en Europe, le Groupe a comptabilisé des dépréciations pour 1 450 millions de dollars en résultat opérationnel et 1 409 millions de dollars en résultat net part du Groupe sur les UGT de raffinage en France et au Royaume-Uni. Une variation de +5% de la marge brute dans des conditions d'exploitation identiques aurait un impact positif de 1 036 millions de dollars en résultat opérationnel et en résultat net part du Groupe. Une variation de (1) point du taux d'actualisation aurait un impact positif de 199 millions de dollars en résultat opérationnel et en résultat net part du Groupe. Des variations inverses de la marge brute et du taux d'actualisation auraient des impacts négatifs de respectivement 814 millions de dollars et 139 millions de dollars en résultat opérationnel et en résultat net part du Groupe.

Les UGT du secteur Marketing & Services sont des filiales ou groupes de filiales organisés par zone géographique pertinente. Au titre de l'exercice 2014, le Groupe a comptabilisé des dépréciations sur les UGT du secteur Marketing & Services pour 140 millions de dollars en résultat net part du Groupe. Une variation de +5% de la marge brute dans des conditions d'exploitation identiques aurait un impact positif de 45 millions de dollars en résultat net part du Groupe. Une variation de (1) point du taux d'actualisation aurait un impact positif de 40 millions de dollars en résultat net part du Groupe. Des variations inverses de la marge brute et du taux d'actualisation auraient des impacts négatifs de respectivement 45 millions de dollars et 28 millions de dollars en résultat net part du Groupe.

Au titre de l'exercice 2013, des dépréciations d'actifs avaient été enregistrées dans les secteurs Amont, Raffinage-Chimie, Marketing & Services et Holding avec un impact de 1 043 millions de dollars sur le résultat opérationnel et 773 millions de dollars sur le résultat net part du Groupe. Ces dépréciations avaient été qualifiées d'éléments d'ajustement du résultat opérationnel et du résultat net part du Groupe.

Au titre de l'exercice 2012, des dépréciations d'actifs avaient été enregistrées dans les secteurs Amont, Raffinage-Chimie, Marketing & Services et Holding avec un impact de 1 891 millions de dollars sur le résultat opérationnel et 1 426 millions de dollars sur le résultat net part du Groupe. Ces dépréciations avaient été qualifiées d'éléments d'ajustement du résultat opérationnel et du résultat net part du Groupe.

Aucune reprise de perte de valeur n'a été enregistrée au titre des exercices 2012, 2013 et 2014.

5) Informations par zone géographique

(en millions de dollars)	France	Reste de l'Europe	Amérique du Nord	Afrique	Reste du monde	Total
Exercice 2014						
Chiffre d'affaires hors Groupe	51 471	114 747	23 766	23 281	22 857	236 122
Immobilisations corporelles et incorporelles	4 350	25 137	16 064	41 405	34 602	121 558
Investissements bruts	1 266	5 880	3 658	9 798	9 907	30 509
Exercice 2013						
Chiffre d'affaires hors Groupe	57 650	128 661	22 332	23 146	19 936	251 725
Immobilisations corporelles et incorporelles	6 251	26 840	19 588	37 847	32 349	122 875
Investissements bruts	1 772	6 289	4 157	10 705	11 508	34 431
Exercice 2012						
Chiffre d'affaires hors Groupe	59 077	133 439	22 675	23 025	18 821	257 037
Immobilisations corporelles et incorporelles	6 017	23 349	20 082	32 983	26 011	108 442
Investissements bruts	2 041	5 660	4 045	9 346	8 383	29 475

6) Charges d'exploitation

Exercice (en millions de dollars)	2014	2013	2012
Achats, nets de variation de stocks ^{(a) (b)}	(152 975)	(160 849)	(162 908)
Charges d'exploration	(1 964)	(2 169)	(1 857)
Autres charges d'exploitation ^(c)	(28 349)	(28 764)	(29 273)
dont (dotations) reprises de provisions non courantes opérationnelles	717	184	560
dont (dotations) reprises de provisions courantes opérationnelles	(147)	6	(65)
Charges d'exploitation	(183 288)	(191 782)	(194 038)

(a) Inclut les taxes à la production dans l'Amont, notamment les royalties.

(b) Le Groupe valorise les sous/sur enlèvements à la valeur de marché.

(c) Constituées principalement des frais de production et de fonctionnement (voir en particulier les charges de personnel détaillées dans la note 26 de l'annexe aux comptes consolidés "Effectifs du Groupe et charges de personnel"). Elle comporte également en 2012 l'impact à hauteur de 226 millions de dollars de la contribution exceptionnelle sur la valeur des stocks pétroliers de 4% instaurée par la loi de finances rectificative pour 2012. Cette contribution exceptionnelle était due par toute personne, à l'exception de l'Etat, propriétaire de volumes de certains types de produits pétroliers situés sur le territoire de la France métropolitaine.

7) Autres produits et autres charges

Exercice (en millions de dollars)	2014	2013	2012
Plus-values sur cessions d'actifs	2 085	1 991	1 715
Profits de change	216	9	34
Autres	276	290	148
Autres produits	2 577	2 290	1 897
Moins-values sur cessions d'actifs	(106)	(1 911)	-
Pertes de change	-	-	-
Amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles (hors droits miniers)	(254)	(292)	(320)
Autres	(594)	(597)	(858)
Autres charges	(954)	(2 800)	(1 178)

Autres produits

En 2014, les plus-values sur cessions proviennent principalement de cessions d'actifs dans le secteur Amont en Angola et aux Etats-Unis ainsi que de cessions de participation, également, dans le secteur Amont : participation dans la société GTT (Gaztransport & Technigaz), participation dans le champ Shah Deniz et dans le pipeline du Caucase du Sud (voir la note 3 de l'annexe aux comptes consolidés).

En 2013, les plus-values sur cessions provenaient principalement de la cession de Transport et Infrastructures Gaz France (TIGF) et de cessions d'intérêts dans le secteur Amont : 25% des intérêts dans le gisement de Tempa Rossa en Italie et la totalité des intérêts à Trinité-et-Tobago (voir la note 3 de l'annexe aux comptes consolidés).

En 2012, les plus-values sur cession provenaient principalement de la cession de la participation dans Sanofi et de cessions d'actifs dans le secteur Amont (cessions en Colombie (voir la note 3 de l'annexe aux comptes consolidés), en Grande-Bretagne et au Nigeria).

Autres charges

En 2014, les moins-values sur cessions proviennent principalement de la cession de CCP Composites au groupe Polynt. La rubrique "Autres" est notamment constituée de 88 millions de dollars de dépréciation de titres et de prêts de filiales non consolidées, de 43 millions de dollars de charges de restructuration ainsi que de 34 millions de frais liés aux cessions.

En 2013, les moins-values sur cessions provenaient principalement de la cession à Suncor Energy Inc. de la participation de 49% de TOTAL dans le projet d'upgrader Voyageur au Canada (voir la note 3 de l'annexe aux comptes consolidés). La rubrique « Autres » était principalement constituée de 281 millions de dollars de charges de restructuration dans les secteurs Amont, Raffinage-Chimie et Marketing & Services.

En 2012, la rubrique « Autres » était principalement constituée de la dotation d'une provision de 398 millions de dollars dans le cadre d'une transaction en cours avec la *United States Securities and Exchange Commission* (SEC) et le Département de Justice américain (DoJ) aux Etats Unis (voir la note 32 de l'annexe aux comptes consolidés).

8) Autres produits financiers et autres charges financières

Exercice (en millions de dollars)	2014	2013	2012
Revenus des participations	282	202	286
Frais financiers immobilisés	348	343	319
Autres	191	151	112
Autres produits financiers	821	696	717
Effet de l'actualisation des provisions pour restitution des sites	(543)	(584)	(520)
Autres	(133)	(118)	(121)
Autres charges financières	(676)	(702)	(641)

9) Impôts sur les sociétés

TOTAL S.A. relève du régime fiscal français de droit commun.

Depuis août 2012, une contribution additionnelle à l'impôt sur les sociétés (IS) de 3 % est due sur les montants distribués par les sociétés et organismes français ou étrangers passibles de l'IS en France. Cette contribution est due pour les montants distribués dont la mise en paiement est intervenue à compter du 17 août 2012, date d'entrée en vigueur de la loi.

L'impact de cette contribution additionnelle à l'impôt sur les sociétés pour le Groupe est une charge de (222) millions de dollars en 2014, de (214) millions de dollars en 2013 et de (154) millions de dollars en 2012. Cette contribution additionnelle n'est pas déductible fiscalement.

Par ailleurs, aucun impôt différé n'est reconnu au titre des différences temporelles entre les valeurs comptables et fiscales des investissements considérés comme permanents dans des filiales à l'étranger. Les résultats non distribués des filiales étrangères ainsi réinvestis indéfiniment s'élèvent à 50 983 millions de dollars au 31 décembre 2014. L'effet fiscal latent relatif à ces résultats réinvestis ne peut être déterminé de manière fiable.

Aucun impôt différé n'est reconnu au titre des réserves consolidées des filiales françaises du Groupe, dont le montant est d'environ 39 244 millions de dollars, dans la mesure où la distribution de ces réserves serait exonérée d'impôt pour les filiales dans lesquelles le Groupe détient plus de 95% du capital.

La charge d'impôts sur les résultats s'analyse de la manière suivante :

Exercice (en millions de dollars)	2014	2013	2012
Impôts courants	(10 904)	(13 607)	(15 970)
Impôts différés	2 290	(1 160)	(777)
Charge d'impôt	(8 614)	(14 767)	(16 747)

L'analyse par source du passif net d'impôt différé s'établit comme suit, avant compensation des actifs et passifs par entité fiscale :

Au 31 décembre (en millions de dollars)	2014	2013	2012
Déficits et crédits d'impôts reportables	5 213	4 586	2 965
Pensions, retraites et obligations similaires	1 770	1 641	2 089
Autres provisions non déductibles temporairement	6 258	5 992	5 011
Différentiels d'amortissement	(18 129)	(20 948)	(18 582)
Autres déductions fiscales temporaires	(2 542)	(3 267)	(3 558)
Dépréciation des impôts différés actifs	(3 301)	(2 016)	(949)
Passif net d'impôt différé	(10 731)	(14 012)	(13 024)

Les déficits et crédits d'impôts reportables figurant dans le tableau ci-dessus pour 5 213 millions de dollars au 31 décembre 2014 proviennent notamment de France pour 1 283 millions de dollars, du Royaume-Uni pour 1 128 millions de dollars, du Canada pour 739 millions de dollars et de Belgique pour 736 millions de dollars.

Les dépréciations d'impôts différés actifs figurant dans le tableau ci-dessus pour 3 301 millions de dollars au 31 décembre 2014 portent notamment sur le Congo à hauteur de 1 030 millions de dollars, la France à hauteur de 939 millions de dollars et sur la Belgique à hauteur de 415 millions de dollars.

Après compensation des actifs et passifs par entité fiscale, les impôts différés sont présentés de la manière suivante au bilan :

Au 31 décembre (en millions de dollars)	2014	2013	2012
Impôts différés actifs	4 079	3 838	2 982
Impôts différés passifs	(14 810)	(17 850)	(16 006)
Montant net	(10 731)	(14 012)	(13 024)

La variation au bilan de la position nette d'impôts différés est analysée dans le tableau suivant :

Au 31 décembre (en millions de dollars)	2014	2013	2012
Solde à l'ouverture	(14 012)	(13 024)	(12 687)
Impôts différés reconnus en résultat	2 290	(1 160)	(777)
Impôts différés reconnus en capitaux propres ^(a)	562	(349)	547
Variations de périmètre ^(b)	356	153	89
Effets de change	73	368	(196)
Solde à la clôture	(10 731)	(14 012)	(13 024)

(a) Ce montant est constitué principalement des impôts différés sur pertes et gains actuariels, des impôts courants et différés affectés aux réévaluations des titres cotés classés en actifs financiers disponibles à la vente et des impôts différés relatifs à la couverture de flux futurs (voir la note 17 de l'annexe aux comptes consolidés).

(b) Les variations de périmètre comprennent au 31 décembre 2014 l'effet à hauteur de 256 millions de dollars des déclassements en Actifs destinés à être cédés ou échangés et Passifs relatifs aux actifs destinés à être cédés ou échangés.

Rapprochement entre la charge d'impôt théorique et le résultat avant impôt

Exercice (en millions de dollars)	2014	2013	2012
Résultat net de l'ensemble consolidé	4 250	11 521	13 836
Impôts sur les sociétés	8 614	14 767	16 747
Résultat avant impôt	12 864	26 288	30 583
Taux d'imposition français	38,00%	38,00%	36,10%
Charge d'impôt théorique	(4 888)	(9 989)	(11 040)
Différence entre le taux d'imposition français et le taux d'imposition des filiales étrangères	(4 256)	(6 131)	(7 637)
Effet en impôt du résultat des sociétés mises en équivalence	1 012	1 298	933
Différences permanentes	833	1 130	1 048
Ajustements d'impôt courant sur exercices antérieurs	33	-	105
Ajustements d'impôt différé afférents aux variations des taux d'impôt	(1)	3	(89)
Variation de la dépréciation des impôts différés actifs	(1 347)	(1 078)	(67)
Charge d'impôt dans le compte de résultat	(8 614)	(14 767)	(16 747)

La différence entre le taux d'imposition français et le taux d'imposition des filiales étrangères résulte principalement de la taxation des résultats réalisés par le Groupe dans les pays où il exerce ses activités d'Exploration-Production à des taux d'impôts supérieurs au taux français.

Le taux d'imposition français est constitué du taux normal de l'impôt sur les sociétés (33,33%), augmenté des contributions additionnelles en vigueur en 2014 qui portent le taux global d'imposition des bénéficiaires à 38% (38% en 2013 et 36,1% en 2012).

Les différences permanentes sont principalement dues aux dépréciations de *goodwill*, aux dividendes des sociétés non consolidées ainsi qu'à l'impact des modalités de fiscalisation propres à certaines activités.

Échéancier des crédits d'impôt

Le Groupe dispose de déficits et crédits d'impôts reportables qui expirent selon l'échéancier suivant :

Au 31 décembre (en millions de dollars)	2014		2013		2012	
	Base	Impôt	Base	Impôt	Base	Impôt
2013	-	-	-	-	417	198
2014	-	-	491	236	329	153
2015	443	218	372	178	221	99
2016	306	151	226	105	34	11
2017 ^(a)	623	229	565	185	4 206	1 282
2018 ^(b)	424	143	4 435	1 332	-	-
2019 et suivants	3 313	899	-	-	-	-
Déficits et crédits d'impôts indéfiniment reportables	9 906	3 573	7 593	2 550	4 022	1 222
Total	15 015	5 213	13 682	4 586	9 229	2 965

(a) Déficits et crédits d'impôts reportables en 2017 et années suivantes pour l'exercice 2012.

(b) Déficits et crédits d'impôts reportables en 2018 et années suivantes pour l'exercice 2013.

10) Immobilisations incorporelles

Au 31 décembre 2014 (en millions de dollars)	Valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur nette
Goodwill	1 639	(1 020)	619
Droits miniers prouvés	12 215	(5 514)	6 701
Droits miniers non prouvés	10 673	(4 498)	6 175
Autres immobilisations incorporelles	4 387	(3 200)	1 187
Total immobilisations incorporelles	28 914	(14 232)	14 682

Au 31 décembre 2013 (en millions de dollars)	Valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur nette
Goodwill	2 512	(1 263)	1 249
Droits miniers prouvés	12 309	(5 003)	7 306
Droits miniers non prouvés	10 430	(1 785)	8 645
Autres immobilisations incorporelles	4 978	(3 783)	1 195
Total immobilisations incorporelles	30 229	(11 834)	18 395

Au 31 décembre 2012 (en millions de dollars)	Valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur nette
Goodwill	2 449	(1 275)	1 174
Droits miniers prouvés	11 614	(4 343)	7 271
Droits miniers non prouvés	8 465	(1 204)	7 261
Autres immobilisations incorporelles	4 714	(3 455)	1 259
Total immobilisations incorporelles	27 242	(10 277)	16 965

Les variations des immobilisations incorporelles s'analysent comme suit :

Exercice (en millions de dollars)	Immobilisations incorporelles nettes au 1er janvier	Acquisitions	Cessions	Dotations nettes d'amortissements et dépréciations	Effets de change	Autres	Immobilisations incorporelles nettes au 31 décembre
2014	18 395	1 000	(178)	(3 920)	(276)	(339)	14 682
2013	16 965	3 648	(388)	(1 527)	(10)	(293)	18 395
2012	16 062	3 169	(75)	(1 849)	122	(464)	16 965

En 2014, la colonne « Dotations nettes d'amortissements et dépréciations » comprend l'impact des dépréciations exceptionnelles d'actifs comptabilisées à hauteur de 3 177 millions de dollars (voir la note 4D de l'annexe aux comptes consolidés).

En 2014, la colonne « Autres » comprend principalement les droits miniers dans Utica reclassés dans les acquisitions pour (524) millions de dollars, la constatation de droits miniers en Papouasie-Nouvelle-Guinée pour 429 millions de dollars, le reclassement d'actifs au titre de la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » pour (561) millions de dollars (voir la note 34 de l'annexe aux comptes consolidés) et la reprise du reclassement au titre d'IFRS 5 au 31 décembre 2013 pour 96 millions de dollars correspondant aux cessions.

En 2013, la colonne « Autres » comprenait principalement les droits miniers dans Utica reclassés dans les acquisitions pour (604) millions de dollars, le reclassement d'actifs au titre de la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » pour (93) millions de dollars (voir la note 34 de l'annexe aux comptes consolidés) et la reprise du reclassement au titre d'IFRS 5 au 31 décembre 2012 pour 331 millions de dollars correspondant aux cessions.

En 2012, la colonne « Autres » comprenait principalement le reclassement d'actifs au titre de la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » pour (428) millions de dollars (voir la note 34 de l'annexe aux comptes consolidés).

Le tableau suivant donne les variations pour l'année 2014 des *goodwill* répartis par secteur :

(en millions de dollars)	<i>Goodwill</i> net au				<i>Goodwill</i> net au
	1 ^{er} janvier 2014	Augmentations	Dépréciations	Autres	
Amont	4	-	-	(4)	-
Raffinage-Chimie	1 123	-	-	(638)	485
Marketing & Services	88	34	(2)	(16)	104
Holding	34	-	-	(4)	30
Total	1 249	34	(2)	(662)	619

11) Immobilisations corporelles

Au 31 décembre 2014 (en millions de dollars)	Valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur nette
Immobilisations de l'Exploration & Production			
Sur permis prouvés	139 294	(86 326)	52 968
Sur permis non prouvés	2 153	-	2 153
Travaux en cours	38 698	(1 574)	37 124
Sous-total	180 145	(87 900)	92 245
Autres immobilisations			
Terrains	1 683	(613)	1 070
Installations techniques (y compris transport)	30 966	(24 874)	6 092
Constructions	8 141	(5 291)	2 850
Immobilisations en cours	2 367	(324)	2 043
Autres immobilisations	8 673	(6 097)	2 576
Sous-total	51 830	(37 199)	14 631
Total immobilisations corporelles	231 975	(125 099)	106 876

Au 31 décembre 2013 (en millions de dollars)	Valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur nette
Immobilisations de l'Exploration & Production			
Sur permis prouvés	134 512	(83 423)	51 089
Sur permis non prouvés	1 432	-	1 432
Travaux en cours	34 668	(56)	34 612
Sous-total	170 612	(83 479)	87 133
Autres immobilisations			
Terrains	1 846	(582)	1 264
Installations techniques (y compris transport)	35 215	(26 903)	8 312
Constructions	9 050	(5 870)	3 180
Immobilisations en cours	2 318	(465)	1 853
Autres immobilisations	9 717	(6 979)	2 738
Sous-total	58 146	(40 799)	17 347
Total immobilisations corporelles	228 758	(124 278)	104 480

Au 31 décembre 2012 (en millions de dollars)	Valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur nette
Immobilisations de l'Exploration & Production			
Sur permis prouvés	115 971	(76 303)	39 668
Sur permis non prouvés	302	-	302
Travaux en cours	35 155	(227)	34 928
Sous-total	151 428	(76 530)	74 898
Autres immobilisations			
Terrains	1 787	(537)	1 250
Installations techniques (y compris transport)	33 645	(25 673)	7 972
Constructions	8 562	(5 505)	3 057
Immobilisations en cours	2 285	(365)	1 920
Autres immobilisations	9 029	(6 649)	2 380
Sous-total	55 308	(38 729)	16 579
Total immobilisations corporelles	206 736	(115 259)	91 477

Les variations des immobilisations corporelles s'analysent comme suit :

Exercice (en millions de dollars)	Immobilisations corporelles nettes au 1er janvier	Acquisitions	Cessions	Dotations nettes d'amortissements et dépréciations	Effets de change	Autres	Immobilisations corporelles nettes au 31 décembre
2014	104 480	25 320	(2 211)	(16 939)	(4 438)	664	106 876
2013	91 477	26 100	(2 828)	(11 831)	(361)	1 923	104 480
2012	83 400	22 405	(813)	(11 617)	1 286	(3 184)	91 477

En 2014, la colonne « Cessions » comprend principalement l'impact des cessions d'actifs dans le secteur Amont (cession du block 15/06 en Angola et du champ Shah Deniz en Azerbaïdjan).

En 2014, la colonne « Dotations nettes d'amortissements et dépréciations » comprend l'impact des dépréciations exceptionnelles d'actifs comptabilisés à hauteur de 4 802 millions de dollars (voir la note 4D de l'annexe aux comptes consolidés).

En 2014, la colonne « Autres » comprend essentiellement l'augmentation pour 1 366 millions de dollars de l'actif de restitution des sites. Elle comprend également le reclassement d'actifs au titre de la norme IFRS 5 « Actifs non

courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » pour un montant de (466) millions de dollars liés principalement à la cession de Total Coal South Africa et de Bostik.

En 2013, la colonne « Cessions » comprenait principalement l'impact des cessions d'actifs dans le secteur Amont (cession de l'*upgrader* Voyageur au Canada et cession d'intérêts de TOTAL dans le gisement Tempa Rossa en Italie).

En 2013, la colonne « Dotations nettes d'amortissements et dépréciations » comprenait l'impact des dépréciations exceptionnelles d'actifs comptabilisées à hauteur de 1 043 millions de dollars (voir la note 4D de l'annexe aux comptes consolidés).

En 2013, la colonne « Autres » comprenait essentiellement l'augmentation pour 2 748 millions de dollars de l'actif de restitution des sites. Elle comprend également le reclassement d'actifs au titre de la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » pour un montant de (538) millions de dollars et (206) millions de dollars liés à la cession de l'activité Fertilisants en Europe.

En 2012, la colonne « Cessions » comprenait principalement l'impact des cessions d'actifs dans le secteur Amont en Grande-Bretagne, en Norvège et au Nigéria.

En 2012, la colonne « Dotations nettes d'amortissements et dépréciations » comprenait l'impact de la dépréciation exceptionnelle des actifs *shale gas* dans le bassin du Barnett comptabilisée à hauteur de 1 457 millions de dollars (voir la note 4D de l'annexe aux comptes consolidés).

En 2012, la colonne « Autres » comprenait essentiellement le reclassement d'actifs au titre de la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » pour un montant de 3 844 millions de dollars.

Les immobilisations corporelles présentées ci-dessus incluent des installations techniques et des constructions en location financement pour les montants suivants :

Au 31 décembre 2014 (en millions de dollars)	Brut	Amortissements et dépréciations	Net
Installations techniques	520	(443)	77
Constructions	72	(45)	27
Autres immobilisations	245	(29)	216
Total	837	(517)	320

Au 31 décembre 2013 (en millions de dollars)	Brut	Amortissements et dépréciations	Net
Installations techniques	519	(417)	102
Constructions	72	(35)	37
Autres immobilisations	263	(17)	246
Total	854	(469)	385

Au 31 décembre 2012 (en millions de dollars)	Brut	Amortissements et dépréciations	Net
Installations techniques	502	(378)	124
Constructions	69	(33)	36
Autres immobilisations	267	(3)	264
Total	838	(414)	424

12) Sociétés mises en équivalence : titres et prêts

La contribution des sociétés mises en équivalence au bilan, au compte de résultat et aux autres éléments du résultat global est présentée ci-dessous :

Valeur d'équivalence	2014	2013	2012
(en millions de dollars)			
Total entreprises associées	11 632	13 717	12 374
Total coentreprises	3 016	3 146	2 665
Total	14 648	16 863	15 039
Prêts	4 626	3 554	3 114
Total	19 274	20 417	18 153
Quote-part du profit (perte)	2014	2013	2012
(en millions de dollars)			
Total entreprises associées	2 786	3 238	2 520
Total coentreprises	(124)	177	62
Total	2 662	3 415	2 582
Autres éléments du résultat global	2014	2013	2012
(en millions de dollars)			
Total entreprises associées	(1 532)	(669)	134
Total coentreprises	(6)	(136)	115
Total	(1 538)	(805)	249

Dans les cas où le Groupe détient moins de 20% des droits de vote dans une autre entité, la détermination de l'exercice d'une influence notable se base également sur les autres faits et circonstances : représentation au sein du conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent de l'entité, participation au processus d'élaboration des politiques, et notamment participation aux décisions relatives aux dividendes et autres distributions, transactions significatives entre l'investisseur et l'entité, échange de personnel de direction, ou fourniture d'informations techniques essentielles.

Les données en 100% relatives aux entreprises associées significatives sont les suivantes :

Amont (en millions de dollars)	Novatek ^(a)			Entités de liquéfaction			PetroCedeño		
	2014	2013	2012	2014	2013	2012	2014	2013	2012
Actifs non courants	9 551	13 617	11 465	33 909	31 680	30 751	6 458	6 263	6 074
Actifs courants	1 648	2 829	1 652	9 007	7 684	7 480	10 033	5 059	4 499
Total Actif	11 199	16 446	13 117	42 916	39 364	38 231	16 491	11 322	10 573
Capitaux propres	7 135	10 683	9 289	25 090	23 256	20 919	5 597	5 581	5 578
Passifs non courants	3 352	4 934	2 718	10 876	11 474	12 686	274	186	208
Passifs courants	712	829	1 110	6 950	4 634	4 626	10 620	5 555	4 787
Total Passif	11 199	16 446	13 117	42 916	39 364	38 231	16 491	11 322	10 573
Produits des ventes	9 222	9 355	7 019	39 502	38 728	38 296	3 644	4 117	4 707
Résultat net	2 759	2 647	3 744	14 269	14 381	13 941	343	600	522
Autres éléments du résultat global	(5 431)	(697)	372	-	-	-	-	-	-
% de détention	18,24%	16,96%	15,34%				30,32%	30,32%	30,32%
Réévaluation des actifs identifiables acquis	1 944	3 545	3 608	-	-	-	-	-	-
Valeur d'équivalence	3 245	5 357	5 034	4 130	3 625	3 049	1 697	1 692	1 692
Quote-part du résultat net	193	221	43	2 125	2 027	1 769	104	182	158
Quote-part des autres éléments du résultat global	(1 844)	(621)	143	200	(21)	(1)	-	-	-
Dividendes versés au groupe	126	102	89	1 687	1 579	1 908	99	182	60

(a) Données qui comprennent des estimations à la date d'arrêt des comptes de Total.

Novatek, société cotée à Moscou et à Londres, est le 2ème producteur de gaz naturel russe. La quote-part de la valeur boursière de Novatek s'élève à 4 234 millions de dollars au 31 décembre 2014. Novatek est consolidée par mise en équivalence. TOTAL considère, en effet, exercer une influence notable au travers notamment de sa représentation au Conseil d'administration de Novatek et de sa participation dans le projet majeur Yamal LNG.

Les participations du Groupe dans des entreprises associées opérant des entités de liquéfaction ont été regroupées. Les montants incluent les participations dans Nigéria LNG (15,00%), Angola LNG (13,60%), Yemen LNG (39,62%), Qatargas (10,00%), Qatar Liquefied Gas Company Limited II – Train B (16,70%), Oman LNG (5,54%), Brass LNG (20,48%), Abu Dhabi Gas Lc (5,00%).

PetroCedeño produit et upgrade des bruts extra-lourds au Venezuela.

Raffinage-Chimie	Saudi Aramco Total Refining & Petrochemicals			Qatar		
	2014	2013	2012	2014	2013	2012
(en millions de dollars)						
Actifs non courants	12 654	12 356	10 380	3 020	2 867	2 561
Actifs courants	1 250	1 331	98	1 385	1 277	1 086
Total Actif	13 904	13 687	10 478	4 405	4 144	3 647
Capitaux propres	1 672	1 485	623	2 930	2 629	2 271
Passifs non courants	9 584	10 441	9 253	409	481	905
Passifs courants	2 648	1 761	602	1 066	1 034	471
Total Passif	13 904	13 687	10 478	4 405	4 144	3 647
Produits des ventes	7 061	-	-	1 817	2 161	1 858
Résultat net	(113)	(89)	(99)	875	1 009	925
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	3
% de détention	37,50%	37,50%	37,50%			
Réévaluation des actifs identifiables acquis	-	-	-	-	-	-
Valeur d'équivalence	627	557	233	850	798	678
Quote-part du résultat net	(42)	(33)	(37)	312	346	301
Quote-part des autres éléments du résultat global	89	(35)	(3)	25	(8)	-
Dividendes versés au groupe	-	-	-	261	224	114

Saudi Aramco Total Refining & Petrochemicals est une entité comprenant une raffinerie à Jubail d'une capacité de 400.000 barils/jour intégrée avec des unités pétrochimiques dont la production a commencé en juin 2014.

Les participations du Groupe dans des entreprises associées de l'activité Raffinage-Chimie opérant des vapocraqueurs et des lignes de polyéthylène au Qatar ont été regroupées : Qatar Petrochemical Company Ltd (20,00%) et Qatofin (49,09%).

Les données en 100% relatives aux coentreprises significatives sont les suivantes :

(en millions de dollars)	Entités de liquéfaction (Amont)			Samsung Total Petrochemicals (Raffinage-Chimie)		
	2014	2013	2012	2014	2013	2012
Actifs non courants	23 326	12 569	4 521	3 754	3 785	2 668
Actifs courants hors trésorerie et équivalents de trésorerie	731	52	131	1 972	1 335	1 211
Trésorerie et équivalents de trésorerie	516	359	189	149	157	119
Total Actif	24 573	12 980	4 841	5 875	5 277	3 998
Capitaux propres	1 198	862	1 193	2 323	2 336	2 000
Autres passifs non courants	225	7	7	126	83	69
Dettes financières non courantes	21 596	10 696	2 463	1 793	1 382	900
Autres passifs courants	1 269	1 415	1 178	705	706	617
Dettes financières courantes	285	-	-	928	770	412
Total Passif	24 573	12 980	4 841	5 875	5 277	3 998
Produits des ventes	5	7	-	8 366	7 188	6 429
Dotations aux amortissements	(5)	-	-	(223)	(199)	(213)
Produits d'intérêts	2	-	-	1	-	-
Charges d'intérêts	(1)	-	-	(45)	(21)	(33)
Charge d'impôt	50	-	-	(114)	(98)	(75)
Résultat net	36	(93)	(81)	79	377	175
Autres éléments du résultat global	-	(295)	58	(94)	47	152
% de détention				50,00%	50,00%	50,00%
Réévaluation des actifs identifiables acquis	874	978	774	-	-	-
Valeur d'équivalence	1 130	1 164	1 030	1 161	1 169	1 000
Quote-part du résultat net	10	(21)	(16)	40	189	87
Quote-part des autres éléments du résultat global	(26)	(137)	55	(24)	14	59
Dividendes versés au groupe	-	-	-	-	45	76

Les participations du Groupe dans des coentreprises opérant des entités de liquéfaction ont été regroupées. Les montants incluent les participations dans Yamal LNG en Russie (20,01% détention directe) et Ichthys LNG en Australie (30,00%).

Samsung Total Petrochemicals est une société coréenne qui opère le site pétrochimique de Daesan (séparateur de condensats, vapocraqueur, styrène, paraxylène, polyoléfines).

Les engagements hors-bilan donnés relatifs à des coentreprises sont détaillés dans la note 23 de l'annexe aux comptes consolidés.

Les principaux agrégats financiers en quote-part Groupe, des sociétés comptabilisées par mise en équivalence, et qui n'ont pas été présentées individuellement sont les suivants :

Au 31 décembre (en millions de dollars)	2014		2013		2012	
	Entreprises associées	Coentreprises	Entreprises associées	Coentreprises	Entreprises associées	Coentreprises
Actifs non courants	3 502	1 456	4 018	1 460	3 314	942
Actifs courants	1 478	1 283	1 498	1 521	1 223	1 320
Total Actif	4 980	2 739	5 516	2 981	4 537	2 262
Capitaux propres	1 083	725	1 688	813	1 689	634
Passifs non courants	2 348	877	2 227	1 050	1 725	694
Passifs courants	1 549	1 137	1 601	1 118	1 123	934
Total Passif	4 980	2 739	5 516	2 981	4 537	2 262

Exercice (en millions de dollars)	2014		2013		2012	
	Entreprises associées	Coentreprises	Entreprises associées	Coentreprises	Entreprises associées	Coentreprises
Produits des ventes	4 124	4 473	3 910	5 512	3 834	5 054
Résultat net	95	(175)	495	9	287	(10)
Autres éléments du résultat global	(2)	44	16	(13)	(4)	-
Valeur d'équivalence	1 083	725	1 688	813	1 689	634
Dividendes versés au Groupe	470	43	446	48	546	41

13) Autres titres

Les titres présentés ci-après appartiennent à la catégorie « Actifs financiers disponibles à la vente » (voir la note 1M(ii) de l'annexe aux comptes consolidés).

Au 31 décembre 2014 (en millions de dollars)	Valeur historique	Gain (Perte) latent	Valeur au bilan
Areva ^(a)	44	(4)	40
Autres titres cotés	21	23	44
Autres titres cotés ^(b)	65	19	84
BBPP	62	-	62
BTC Limited	132	-	132
Autres titres non cotés	1 121	-	1 121
Autres titres non cotés ^(b)	1 315	-	1 315
Total autres titres	1 380	19	1 399

Au 31 décembre 2013 (en millions de dollars)	Valeur historique	Gain (Perte) latent	Valeur au bilan
Areva ^(a)	51	44	95
Olympia Energy Fund - fonds d'investissement énergie	50	(10)	40
Autres titres cotés	10	15	25
Autres titres cotés ^(b)	111	49	160
BBPP	80	-	80
BTC Limited	144	-	144
Autres titres non cotés	1 282	-	1 282
Autres titres non cotés ^(b)	1 506	-	1 506
Total autres titres	1 617	49	1 666

Au 31 décembre 2012 (en millions de dollars)	Valeur historique	Gain (Perte) latent	Valeur au bilan
Areva ^(a)	50	13	63
Olympia Energy Fund - fonds d'investissement énergie	50	(8)	42
Autres titres cotés	6	10	16
Autres titres cotés ^(b)	106	15	121
BBPP	80	-	80
Ocensa	110	-	110
BTC Limited	157	-	157
Autres titres non cotés	1 103	-	1 103
Autres titres non cotés ^(b)	1 450	-	1 450
Total autres titres	1 556	15	1 571

(a) Gain latent calculé sur la base du certificat d'investissement.

(b) Dont dépréciations de 856 millions de dollars en 2014, 995 millions de dollars en 2013 et 882 millions de dollars en 2012.

14) Autres actifs non courants

Au 31 décembre 2014 (en millions de dollars)	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette
Prêts et avances ^(a)	3 998	(672)	3 326
Autres	866	-	866
Total	4 864	(672)	4 192

Au 31 décembre 2013 (en millions de dollars)	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette
Prêts et avances ^(a)	4 073	(498)	3 575
Autres	831	-	831
Total	4 904	(498)	4 406

Au 31 décembre 2012 (en millions de dollars)	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette
Prêts et avances ^(a)	3 421	(509)	2 912
Autres	601	-	601
Total	4 022	(509)	3 513

(a) Hors prêts aux sociétés mises en équivalence.

Les variations des dépréciations sur les prêts et avances sont les suivantes :

Exercice (en millions de dollars)	Dépréciations au 1er janvier	Dotations	Reprises	Effets de change et autres variations	Dépréciations au 31 décembre
2014	(498)	(63)	102	(213)	(672)
2013	(509)	(21)	9	23	(498)
2012	(516)	(21)	23	5	(509)

15) Stocks

Au 31 décembre 2014

(en millions de dollars)

	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette
Hydrocarbures bruts et gazeux	2 697	(188)	2 509
Produits raffinés	5 922	(422)	5 500
Produits de la Chimie	1 119	(85)	1 034
Stocks de <i>trading</i>	2 950	-	2 950
Autres stocks	3 903	(700)	3 203
Total	16 591	(1 395)	15 196

Au 31 décembre 2013

(en millions de dollars)

	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette
Hydrocarbures bruts et gazeux	4 515	(25)	4 490
Produits raffinés	8 868	(153)	8 715
Produits de la Chimie	1 616	(108)	1 508
Stocks de <i>trading</i>	4 401	-	4 401
Autres stocks	3 719	(736)	2 983
Total	23 119	(1 022)	22 097

Au 31 décembre 2012

(en millions de dollars)

	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette
Hydrocarbures bruts et gazeux	4 016	(22)	3 994
Produits raffinés	9 459	(114)	9 345
Produits de la Chimie	1 900	(124)	1 776
Stocks de <i>trading</i>	4 990	-	4 990
Autres stocks	3 457	(608)	2 849
Total	23 822	(868)	22 954

Les variations des dépréciations sur les stocks sont les suivantes :

Exercice (en millions de dollars)	Dépréciations au 1 ^{er} janvier	Dotations nettes des reprises	Effets de change et autres variations	Dépréciations au 31 décembre
2014	(1 022)	(495)	122	(1 395)
2013	(868)	(158)	4	(1 022)
2012	(736)	(123)	(9)	(868)

16) Clients et comptes rattachés, autres créances

Au 31 décembre 2014

(en millions de dollars)	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette
Clients et comptes rattachés	16 306	(602)	15 704
Créances sur États (impôts et taxes)	3 242	-	3 242
Autres créances d'exploitation	11 159	(367)	10 792
Charges constatées d'avance	1 609	-	1 609
Autres débiteurs	59	-	59
Autres créances	16 069	(367)	15 702

Au 31 décembre 2013

(en millions de dollars)	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette
Clients et comptes rattachés	24 165	(743)	23 422
Créances sur États (impôts et taxes)	3 423	-	3 423
Autres créances d'exploitation	10 071	(154)	9 917
Charges constatées d'avance	1 482	-	1 482
Autres débiteurs	70	-	70
Autres créances	15 046	(154)	14 892

Au 31 décembre 2012

(en millions de dollars)	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette
Clients et comptes rattachés	25 962	(623)	25 339
Créances sur États (impôts et taxes)	3 689	-	3 689
Autres créances d'exploitation	8 466	(340)	8 126
Charges constatées d'avance	1 432	-	1 432
Autres débiteurs	60	-	60
Autres créances	13 647	(340)	13 307

Les variations des dépréciations des rubriques « Clients et comptes rattachés » et « Autres créances » sont les suivantes :

Exercice (en millions de dollars)	Dépréciations au 1 ^{er} janvier	Dotations nettes des reprises	Effets de change et autres variations	Dépréciations au 31 décembre
Clients et comptes rattachés				
2014	(743)	46	95	(602)
2013	(623)	(117)	(3)	(743)
2012	(625)	(72)	74	(623)
Autres créances				
2014	(154)	(221)	8	(367)
2013	(340)	163	23	(154)
2012	(365)	33	(8)	(340)

Au 31 décembre 2014, la part des créances échues comprise dans les rubriques « Clients et comptes rattachés » et « Autres Créances d'exploitation » en valeur nette s'élève à 3 049 millions de dollars dont 1 382 millions de dollars échus depuis moins de 90 jours, 593 millions de dollars échus entre 90 jours et 6 mois, 226 millions de dollars échus entre 6 mois et 12 mois et 848 millions de dollars échus depuis plus de 12 mois.

Au 31 décembre 2013, la part des créances échues comprise dans les rubriques « Clients et comptes rattachés » et « Autres Créances d'exploitation » en valeur nette s'élève à 3 812 millions de dollars dont 1 565 millions de dollars échus depuis moins de 90 jours, 599 millions de dollars échus entre 90 jours et 6 mois, 754 millions de dollars échus entre 6 mois et 12 mois et 894 millions de dollars échus depuis plus de 12 mois.

Au 31 décembre 2012, la part des créances échues comprise dans les rubriques « Clients et comptes rattachés » et « Autres Créances d'exploitation » en valeur nette s'élevait à 4 541 millions de dollars dont 2 672 millions de dollars échus depuis moins de 90 jours, 896 millions de dollars échus entre 90 jours et 6 mois, 343 millions de dollars échus entre 6 mois et 12 mois et 630 millions de dollars échus depuis plus de 12 mois.

17) Capitaux propres

Nombre d'actions TOTAL

Il n'existe qu'une seule catégorie d'actions de TOTAL S.A. d'une valeur nominale de 2,50 euros au 31 décembre 2014. Les actions peuvent être détenues au porteur ou inscrites au nominatif.

Un droit de vote double est attribué, eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent, à toutes les actions nominatives et entièrement libérées, inscrites au nom d'un même actionnaire depuis deux ans au moins, ainsi que, en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

En application des statuts de la Société, aucun actionnaire ne peut exprimer en Assemblée générale, par lui-même et par un mandataire, au titre des droits de vote simple attachés aux actions qu'il détient directement ou indirectement et aux pouvoirs qui lui sont donnés, plus de 10% du nombre total des droits de vote attachés aux actions de la Société. S'il dispose du droit de vote double, cette limite pourra être dépassée sans cependant excéder 20%.

Ces limitations deviennent caduques dès lors qu'une personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, vient à détenir directement ou indirectement au moins les deux tiers du nombre total des actions de la Société à la suite d'une procédure publique visant la totalité des actions de la Société.

Le nombre d'actions composant le capital autorisé est de 3 416 388 282 au 31 décembre 2014, 3 417 495 344 au 31 décembre 2013 et 3 421 533 930 au 31 décembre 2012. Le montant du capital social de TOTAL S.A. s'élève à 5 963 168 812,50 euros au 31 décembre 2014.

Evolution du nombre d'actions composant le capital social

Au 31 décembre 2011		2 363 767 313
Actions émises en raison de :	Augmentation de capital dans le cadre du plan mondial d'attribution gratuite d'actions TOTAL au profit des salariés	1 366 950
	Exercice d'options de souscription d'actions TOTAL	798 883
Au 31 décembre 2012		2 365 933 146
Actions émises en raison de :	Augmentation de capital réservée aux salariés	10 802 215
	Exercice d'options de souscription d'actions TOTAL	942 799
Au 31 décembre 2013		2 377 678 160
Actions émises en raison de :	Augmentation de capital dans le cadre du plan mondial d'attribution gratuite d'actions TOTAL au profit des salariés	666 575
	Exercice d'options de souscription d'actions TOTAL	6 922 790
Au 31 décembre 2014^(a)		2 385 267 525

(a) Dont 109 361 413 actions d'autodétention et d'autocontrôle déduites des capitaux propres consolidés.

Le calcul du nombre moyen pondéré et du nombre moyen pondéré dilué d'actions, utilisés respectivement pour la présentation du résultat net par action et du résultat net dilué par action, est détaillé comme suit :

	2014	2013	2012
Nombre d'actions au 1er janvier	2 377 678 160	2 365 933 146	2 363 767 313
<i>Nombre d'actions émises durant l'année (prorata temporis)</i>			
Exercice d'options de souscription d'actions TOTAL	3 768 183	248 606	663 429
Exercice d'options d'achat d'actions TOTAL	-	-	-
Attribution gratuite d'actions de performance TOTAL	2 121 605	1 197 228	991 126
Plan mondial d'attribution gratuite d'actions TOTAL (a)	333 637	227	683 868
Augmentations de capital réservées aux salariés	-	7 201 477	-
Actions TOTAL détenues par TOTAL S.A. ou les sociétés du Groupe et déduites des capitaux propres consolidés	(111 042 073)	(110 230 889)	(110 304 173)
Nombre moyen pondéré d'actions	2 272 859 512	2 264 349 795	2 255 801 563
<i>Effet dilutif</i>			
Options de souscription et d'achat d'actions TOTAL	2 119 759	554 224	247 527
Attribution gratuite d'actions de performance TOTAL	3 578 225	4 924 693	7 748 805
Plan mondial d'attribution gratuite d'actions TOTAL (a)	353 054	852 057	1 703 554
Augmentation de capital réservée aux salariés	2 093 601	862 889	1 134 296
Nombre moyen pondéré d'actions dilué	2 281 004 151	2 271 543 658	2 266 635 745

(a) Le Conseil d'administration a décidé, le 21 mai 2010, la mise en œuvre et les conditions d'un plan mondial d'attribution gratuite d'actions aux salariés du Groupe.

Augmentation de capital réservée aux salariés

L'Assemblée Générale Mixte du 16 mai 2014 a délégué au Conseil d'Administration, dans sa quatorzième résolution, la compétence de procéder en une ou plusieurs fois dans un délai maximum de vingt-six mois à une augmentation de capital réservée aux salariés adhérant à un plan d'épargne entreprise.

Cette même Assemblée Générale a également délégué au Conseil d'Administration, dans sa quinzième résolution, les pouvoirs à l'effet de procéder en une ou plusieurs fois dans un délai maximum de dix-huit mois à une augmentation de capital réservée, ayant pour objet de donner aux salariés de filiales étrangères des avantages comparables à ceux dont bénéficient les salariés concernés par la quatorzième résolution.

Dans le cadre de ces délégations, le Conseil d'Administration du 29 juillet 2014 a décidé une augmentation de capital réservée aux salariés comprenant une formule de souscription classique et une formule à effet de levier au choix des salariés, dans la limite de 18 millions d'actions portant jouissance au 1^{er} janvier 2014. Tous pouvoirs ont également été délégués au Directeur Général afin de fixer les dates d'ouverture et de clôture de la période de souscription ainsi que le prix de souscription des actions. Cette augmentation de capital, ouverte en 2014, devrait être clôturée avant l'assemblée générale de 2015.

La précédente augmentation de capital réservée aux salariés du Groupe avait été décidée par le Conseil d'Administration du 18 septembre 2012 en vertu de l'autorisation de l'Assemblée Générale Mixte du 11 mai 2012 et avait donné lieu à la souscription de 10 802 215 actions d'un nominal de 2,50 euros au prix unitaire de 30,70 euros, dont la création avait été constatée le 25 avril 2013.

Augmentation de capital liée au plan mondial d'attribution gratuite d'actions aux salariés du Groupe

L'Assemblée Générale du 16 mai 2008, dans sa dix-septième résolution, a délégué au Conseil d'Administration la compétence de procéder à l'attribution gratuite d'actions de la Société aux collaborateurs du Groupe ainsi qu'à des dirigeants mandataires sociaux de la Société ou de sociétés du Groupe, pour une durée de 38 mois, dans la limite de 0,8 % du capital de la Société existant au jour où le Conseil décide l'attribution.

Dans le cadre de cette délégation de compétence, le Conseil d'Administration du 21 mai 2010 a décidé les modalités et les conditions d'un Plan Mondial d'attribution gratuite d'actions TOTAL au profit des salariés du Groupe et a délégué au Président-Directeur Général de la Société tous les pouvoirs nécessaires à la mise en œuvre de ce Plan.

A ce titre, et en application des conditions d'attribution arrêtées par le Conseil d'administration du 21 mai 2010, le Président-Directeur Général a constaté :

- le 2 juillet 2012, l'émission et l'attribution définitive aux bénéficiaires désignés, à l'issue de la période d'acquisition de deux ans, de 1 366 950 actions de 2,50 euros de nominal,

- le 1^{er} juillet 2014, l'émission et l'attribution définitive aux bénéficiaires désignés, à l'issue de la période d'acquisition de quatre ans, de 666 575 actions ordinaires de 2,50 euros de nominal,

Il ne reste plus d'actions susceptibles d'être émises au titre de ce plan.

Annulation d'actions

La société n'a procédé à aucune réduction de capital par annulation d'actions au cours des exercices 2012, 2013 et 2014.

Autodétention (actions TOTAL détenues par TOTAL S.A.)

Au 31 décembre 2014, TOTAL S.A. détient 9 030 145 de ses propres actions, soit 0,38% du capital social, réparties de la façon suivante :

- 8 946 930 actions affectées aux plans d'attribution gratuite d'actions TOTAL dont bénéficient les salariés du Groupe ;
- 83 215 actions destinées à être affectées à de nouveaux plans d'options d'achat ou à de nouveaux plans d'attribution gratuite d'actions.

Ces actions sont déduites des capitaux propres consolidés.

Au 31 décembre 2013, TOTAL S.A. détenait 8 883 180 de ses propres actions, soit 0,37% du capital social, réparties de la façon suivante :

- 8 764 020 actions affectées aux plans d'attribution gratuite d'actions TOTAL dont bénéficiaient les salariés du Groupe ;
- 119 160 actions destinées à être affectées à de nouveaux plans d'options d'achat ou à de nouveaux plans d'attribution gratuite d'actions.

Ces actions étaient déduites des capitaux propres consolidés.

Au 31 décembre 2012, TOTAL S.A. détenait 8 060 371 de ses propres actions, soit 0,34% du capital social, réparties de la façon suivante :

- 7 994 470 actions affectées aux plans d'attribution gratuite d'actions TOTAL dont bénéficiaient les salariés du Groupe ;
- 65 901 actions destinées à être affectées à de nouveaux plans d'options d'achat ou à de nouveaux plans d'attribution gratuite d'actions.

Ces actions étaient déduites des capitaux propres consolidés.

Autocontrôle (actions TOTAL détenues par des filiales du Groupe)

Au 31 décembre des exercices 2014, 2013 et 2012, TOTAL S.A. détenait indirectement, par l'intermédiaire de ses filiales, 100 331 268 de ses propres actions, soit 4,21% du capital social au 31 décembre 2014, 4,22% du capital social au 31 décembre 2013 et 4,24% du capital social au 31 décembre 2012 réparties de la façon suivante :

- 2 023 672 actions détenues par une société du Groupe, Total Nucléaire, détenue indirectement à 100% par TOTAL S.A. ;
- 98 307 596 actions détenues par des filiales d'Elf Aquitaine (Financière Valorgest, Sogapar et Fingestval), détenues indirectement à 100% par TOTAL S.A.

Ces actions sont déduites des capitaux propres consolidés.

Dividende

TOTAL S.A. a procédé à la mise en paiement, le 27 mars 2014, du troisième acompte trimestriel de 0,59 euro par action au titre de l'exercice 2013 (le détachement de l'acompte ayant eu lieu le 24 mars 2014). TOTAL S.A. a également procédé à la mise en paiement, le 5 juin 2014, du solde du dividende de 0,61 euro par action au titre de l'exercice 2013 (le détachement du solde du dividende ayant eu lieu le 2 juin 2014).

Par ailleurs, TOTAL S.A. a procédé à la mise en paiement de deux acomptes trimestriels au titre de l'exercice 2014 :

- Un premier acompte trimestriel de 0,61 euro par action au titre de l'exercice 2014, décidé par le Conseil d'administration du 29 avril 2014, a été détaché de l'action le 23 septembre 2014 et mis en paiement en numéraire le 26 septembre 2014 ;
- Un deuxième acompte trimestriel de 0,61 euro par action au titre de l'exercice 2014, décidé par le Conseil d'administration du 29 juillet 2014, a été détaché de l'action le 15 décembre 2014 et mis en paiement en numéraire le 17 décembre 2014.

Le Conseil d'administration du 28 octobre 2014 a décidé de fixer le montant du troisième acompte sur dividende au titre de l'exercice 2014 à 0,61 euro par action. Cet acompte sera détaché de l'action le 23 mars 2015 et mis en paiement en numéraire le 25 mars 2015.

Il sera proposé à l'Assemblée générale des actionnaires du 29 mai 2015 de verser un dividende de 2,44 euros par action au titre de l'exercice 2014, soit un solde à distribuer de 0,61 euro par action. Il sera également proposé à l'Assemblée générale des actionnaires du 29 mai 2015, l'option de recevoir le paiement du solde du dividende 2014 en actions nouvelles de la Société. Ce solde sera détaché de l'action le 8 juin 2015. La date de paiement en espèces ou de livraison des actions interviendra à compter du 1^{er} juillet 2015. Le prix d'émission de ces actions nouvelles serait fixé à 90 % de la moyenne des premiers cours cotés de l'action de la Société sur Euronext Paris lors des 20 séances de bourse précédant le jour de l'Assemblée diminuée du montant du solde dividende.

Primes liées au capital des sociétés françaises

En vertu de la réglementation française, les primes liées au capital correspondent aux primes d'émission d'actions, d'apport ou de fusion qui peuvent être capitalisées ou utilisées afin de compenser les pertes si la réserve légale a atteint son niveau minimal autorisé. Ces primes peuvent également être distribuées, cette distribution ayant un impact fiscal sauf dans le cas où elle présente le caractère de remboursements d'apports pour les actionnaires.

Les primes liées au capital de TOTAL S.A. s'élèvent à 28 319 millions d'euros au 31 décembre 2014 (28 020 millions d'euros au 31 décembre 2013 et 27 684 millions d'euros au 31 décembre 2012).

Réserves

En application de la réglementation française, 5% du résultat net doit être transféré dans la réserve légale jusqu'à ce que celle-ci atteigne 10% du capital. Cette réserve légale ne peut être distribuée aux actionnaires, sauf en cas de liquidation. Elle peut en revanche être utilisée pour compenser des pertes.

Si elles étaient intégralement distribuées, les réserves distribuables de la société mère seraient soumises à une taxation d'environ 755 millions de dollars au 31 décembre 2014 (754 millions de dollars au 31 décembre 2013 et 693 millions de dollars au 31 décembre 2012) au titre du complément d'impôt sur les sociétés à acquitter sur les réserves règlementées afin qu'elles deviennent distribuables.

De plus, la contribution additionnelle à l'impôt sur les sociétés (IS) de 3 % due sur les montants distribués par les sociétés et organismes français ou étrangers passibles de l'IS en France instaurée par la deuxième loi de finances rectificative pour 2012 devrait être acquittée, soit un montant de 553 millions de dollars au 31 décembre 2014 (538 millions de dollars au 31 décembre 2013 et 482 millions de dollars au 31 décembre 2012).

Autres éléments du résultat global

Les autres éléments du résultat global présentant les éléments pouvant et ne pouvant pas faire l'objet d'un reclassement en résultat sont détaillés dans le tableau suivant :

Exercice

(en millions de dollars)

	2014	2013	2012
Pertes et gains actuariels	(1 526)	682	(1 171)
Effet d'impôt	580	(287)	465
Écart de conversion de consolidation de la société-mère	(9 039)	3 129	1 324
Sous-total des éléments ne pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat	(9 985)	3 524	618
Écarts de conversion de consolidation	4 245	(1 925)	(397)
- Gains/(Pertes) de la période non réalisés	4 413	(1 972)	(392)
- Diminué des gains/(pertes) comptabilisés en Résultat net	168	(47)	5
Actifs disponibles à la vente	(29)	33	(435)
- Gains/(Pertes) de la période non réalisés	(39)	33	80
- Diminué des gains/(pertes) comptabilisés en Résultat net	(10)	-	515
Couverture de flux futurs	97	156	83
- Gains/(Pertes) de la période non réalisés	(198)	242	195
- Diminué des gains/(pertes) comptabilisés en Résultat net	(295)	86	112
Quote-part du résultat global des sociétés mises en équivalence, net d'impôt	(1 538)	(805)	249
Autres éléments	3	(12)	(18)
- Gains/(Pertes) de la période non réalisés	3	(12)	(18)
- Diminué des gains/(pertes) comptabilisés en Résultat net	-	-	-
Effet d'impôt	(18)	(62)	82
Sous-total des éléments pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat	2 760	(2 615)	(436)
Total autres éléments du résultat global	(7 225)	909	182

Les écarts de conversions générés par devise sont détaillés dans le tableau suivant :

Au 31 décembre 2014

(en millions de dollars)

	Total	Euro	Livre sterling	Rouble	Autres devises
Ecart de conversion de la société-mère	(9 039)	(9 039)	-	-	-
Ecart de conversion de consolidation	4 245	5 474	(372)	(22)	(835)
Ecart de conversion des sociétés mises en équivalence	(1 521)	1 127	21	(2 586)	(83)
Total des écarts de conversion enregistrés en résultat global	(6 315)	(2 438)	(351)	(2 608)	(918)

Au 31 décembre 2013

(en millions de dollars)

	Total	Euro	Livre sterling	Rouble	Autres devises
Ecart de conversion de la société-mère	3 129	3 129	-	-	-
Ecart de conversion de consolidation	(1 925)	(1 632)	153	(2)	(444)
Ecart de conversion des sociétés mises en équivalence	(768)	(329)	(8)	(441)	10
Total des écarts de conversion enregistrés en résultat global	436	1 168	145	(443)	(434)

Au 31 décembre 2012 (en millions de dollars)	Total	Euro	Livre sterling	Rouble	Autres devises
Ecart de conversion de la société-mère	1 324	1 324	-	-	-
Ecart de conversion de consolidation	(397)	(829)	254	-	178
Ecart de conversion des sociétés mises en équivalence	247	(127)	(15)	301	88
Total des écarts de conversion enregistrés en résultat global	1 174	368	239	301	266

Le détail des effets d'impôt relatifs aux autres éléments du résultat global s'établit comme suit :

Exercice (en millions de dollars)	2014			2013			2012		
	Avant impôt	Impôt	Après impôt	Avant impôt	Impôt	Après impôt	Avant impôt	Impôt	Après impôt
Pertes et gains actuariels	(1 526)	580	(946)	682	(287)	395	(1 171)	465	(706)
Écart de conversion de consolidation de la société-mère	(9 039)		(9 039)	3 129		3 129	1 324		1 324
Sous-total des éléments ne pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat	(10 565)	580	(9 985)	3 811	(287)	3 524	153	465	618
Écarts de conversion de consolidation	4 245	-	4 245	(1 925)	-	(1 925)	(397)	-	(397)
Actifs disponibles à la vente	(29)	15	(14)	33	(8)	25	(435)	115	(320)
Couverture de flux futurs	97	(33)	64	156	(54)	102	83	(33)	50
Quote-part du résultat global des sociétés mises en équivalence, net d'impôt	(1 538)	-	(1 538)	(805)	-	(805)	249	-	249
Autres éléments	3	-	3	(12)	-	(12)	(18)	-	(18)
Sous-total des éléments pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat	2 778	(18)	2 760	(2 553)	(62)	(2 615)	(518)	82	(436)
Total autres éléments du résultat global	(7 787)	562	(7 225)	1 258	(349)	909	(365)	547	182

Intérêts ne conférant pas le contrôle

Au 31 décembre 2014, aucune filiale ne comporte des intérêts ne conférant pas le contrôle significatifs à l'échelle des états financiers du Groupe.

18) Engagements envers le personnel

Les provisions pour engagements de retraite et autres engagements sociaux sont constituées par:

Au 31 décembre (en millions de dollars)	2014	2013	2012
Provisions pour engagements de retraite	3 751	3 095	3 656
Provisions pour autres engagements sociaux	757	788	927
Provisions pour restructurations (plans de préretraite)	250	352	356
Total	4 758	4 235	4 939
Provisions nettes pour engagements sociaux relatives à des actifs destinés à la vente	208	-	12

Description des régimes et gestion des risques associés

Le Groupe opère, au profit de ses salariés et anciens salariés, des régimes pouvant être à cotisations ou à prestations définies.

Au titre des régimes à cotisations définies, le Groupe a comptabilisé une charge de 157 millions de dollars sur l'exercice 2014 (129 millions de dollars sur l'exercice 2013).

Les principaux régimes de retraite à prestations définies du Groupe sont situés en France, au Royaume-Uni, aux États-Unis, en Belgique et en Allemagne. Leurs principales caractéristiques, fonction de l'environnement réglementaire propre à chaque pays, sont les suivantes :

- les prestations sont généralement exprimées en fonction du salaire final et de l'ancienneté ;
- ils sont généralement l'objet d'un préfinancement (fonds de pension ou compagnies d'assurance) ;
- ils sont généralement fermés aux nouveaux embauchés, qui bénéficient de régimes de retraite à cotisations définies ;
- Ils sont versés sous forme de capital ou de rente.

Les engagements de retraite comprennent également des avantages de préretraite. Les autres engagements couvrent la participation de l'employeur aux frais médicaux de retraités.

Afin de gérer les risques propres à ces différents dispositifs, le Groupe a mis en place un cadre de gouvernance dédié permettant d'assurer la supervision des différents régimes de retraite et de prévoyance. Cette procédure prévoit notamment :

- l'implication du Groupe dans les principaux organes de gouvernance ou de suivi des régimes ;
- les principes en matière de politique de financement des plans ;
- les règles relatives à la politique d'investissement, incluant pour la plupart des plans l'établissement d'un comité de suivi des investissements en charge de la définition et du suivi de la stratégie d'investissement et de la performance, les principes à respecter en matière d'allocation des placements ;
- la procédure d'approbation en cas de mise en place ou de modification de régimes ;
- les principes de gestion administrative, de communication et de reporting.

Evolution des engagements et des actifs de couverture

La valeur actuarielle des droits accumulés au titre des régimes à prestations définies et la valeur des préfinancements incluses dans les comptes consolidés s'analysent comme suit :

Au 31 décembre (en millions de dollars)	Engagements de retraite			Autres engagements sociaux		
	2014	2013	2012	2014	2013	2012
Variation de la valeur actuarielle des droits accumulés						
- Valeur actuarielle des droits accumulés au début de la période	14 310	14 372	12 061	788	927	813
- Coût des services rendus de la période	281	290	231	16	21	18
- Coût financier	560	515	551	31	31	37
- Coût de services passés	(84)	12	262	(4)	(68)	10
- Liquidation d'engagements	1	(90)	-	-	(1)	-
- Cotisations employés	11	10	12	-	-	-
- Prestations payées	(694)	(717)	(705)	(38)	(45)	(47)
- (Gains) Pertes actuariels	1 281	(362)	1 563	127	(92)	75
- Écarts de conversion et autres	(1 369)	280	397	(75)	15	21
Valeur actuarielle des droits accumulés à la fin de la période	14 297	14 310	14 372	845	788	927
<i>dont régimes intégralement ou partiellement financés</i>	13 448	13 283	13 086	-	-	-
<i>dont régimes non financés</i>	849	1 027	1 286	845	788	927
Variation de la valeur actuelle des placements						
- Valeur actuelle des placements au début de la période	(11 293)	(10 750)	(9 094)	-	-	-
- Produits financiers des placements	(463)	(408)	(435)	-	-	-
- (Gains) Pertes actuariels	111	(249)	(470)	-	-	-
- Liquidation d'engagements	-	91	-	-	-	-
- Cotisations employés	(11)	(10)	(12)	-	-	-
- Cotisations employeurs	(384)	(298)	(1 011)	-	-	-
- Prestations payées	563	602	580	-	-	-
- Écarts de conversion et autres	979	(271)	(308)	-	-	-
Valeur actuelle des placements à la fin de la période	(10 498)	(11 293)	(10 750)	-	-	-
(Excédent) Insuffisance des placements sur les droits accumulés	3 799	3 017	3 622	845	788	927
- Effet du plafond d'actif	34	29	20	-	-	-
(Actif) Passif net comptabilisé	3 833	3 046	3 642	845	788	927
- Provisions pour engagements de retraite et autres engagements sociaux	3 751	3 095	3 656	757	788	927
- Autres actifs non courants	(38)	(49)	(26)	-	-	-
- Provisions nettes relatives à des actifs destinés à la vente	120	-	12	88	-	-

Les montants inscrits au compte de résultat consolidé et dans l'état consolidé du résultat global au titre des plans à prestations définies sont présentés ci-dessous :

Exercice (en millions de dollars)	Engagements de retraite			Autres engagements sociaux		
	2014	2013	2012	2014	2013	2012
Coût des services rendus de la période	281	290	231	16	21	18
Coût des services passés	(84)	12	262	(4)	(68)	10
Liquidations	1	1	-	-	(1)	-
Charge d'intérêt nette	97	107	116	31	31	37
Composantes du coût des prestations définies comptabilisées en résultat	295	410	609	43	(17)	65
- (Gains) Pertes actuariels						
* Effet des changements d'hypothèses démographiques	178	5	41	18	(9)	(1)
* Effet des changements d'hypothèses financières	1 295	(299)	1 323	129	(68)	86
* Effet des ajustements issus de l'expérience	(192)	(68)	199	(20)	(15)	(10)
* Ecart actuariel sur placements	111	(249)	(470)	-	-	-
- Effet du plafond d'actif	7	21	3	-	-	-
Composantes du coût des prestations définies comptabilisées en autres éléments du résultat global	1 399	(590)	1 096	127	(92)	75
Coût total des prestations définies comptabilisé dans le résultat global	1 694	(180)	1 705	170	(109)	140

Le coût des services passés de 262 millions de dollars reconnu en 2012 est essentiellement lié à la modification de certains régimes français.

Flux de trésorerie prévisionnels

La durée moyenne des droits accumulés est de l'ordre de 15 ans pour les régimes de retraite et de 18 ans pour les autres engagements sociaux. Les cotisations qui seront versées en 2015 par le Groupe, au titre des régimes préfinancés, sont estimées à 212 millions de dollars.

Les prestations futures estimées, qu'elles soient versées par prélèvement sur la valeur des placements ou directement par l'employeur se décomposent comme suit :

Estimation des paiements futurs

(en millions de dollars)	Engagements de retraite	Autres engagements sociaux
2015	768	34
2016	759	35
2017	967	35
2018	747	35
2019	792	36
2020-2024	4 202	181

Nature des placements

Composition du portefeuille des placements

Au 31 décembre	Engagements de retraite		
	2014	2013	2012
Actions	29%	30%	29%
Obligations	43%	64%	64%
Monétaire	3%	2%	3%
Achat d'annuités	21%	-	-
Immobilier	4%	4%	4%

Les placements investis sur les marchés actions et obligataires sont cotés sur des marchés actifs.

Un achat d'annuité a été réalisé au cours de l'exercice 2014 au Royaume-Uni afin de couvrir les risques d'une partie de la population des bénéficiaires. Cet investissement s'est traduit par une perte actuarielle sur placements de (471) millions de dollars constatée sur le résultat global de l'exercice.

Principales hypothèses actuarielles et analyses de sensibilité

Hypothèses utilisées pour déterminer les engagements

Au 31 décembre	Engagements de retraite			Autres engagements sociaux		
	2014	2013	2012	2014	2013	2012
Taux d'actualisation (moyenne pondérée tous pays)	3,06%	4,14%	3,79%	3,12%	4,14%	3,82%
<i>dont zone Euro</i>	1,95%	3,40%	3,20%	2,22%	3,44%	3,19%
<i>dont États-Unis</i>	4,00%	4,74%	4,00%	4,00%	4,71%	4,00%
<i>dont Royaume-Uni</i>	3,75%	4,50%	4,25%	-	-	-
Taux d'inflation (moyenne pondérée tous pays)	2,44%	2,67%	2,24%	-	-	-
<i>dont zone Euro</i>	1,75%	2,00%	2,00%	-	-	-
<i>dont Royaume-Uni</i>	3,25%	3,50%	2,75%	-	-	-

Le taux d'actualisation retenu est déterminé par référence aux taux des obligations privées de haute qualité de notation AA et d'une durée équivalente à celle des engagements. Il dérive d'une analyse comparative pour chaque zone monétaire des différentes sources de marché à la date de clôture.

Une variation de plus ou moins 0,5% des taux d'actualisation - toutes choses étant égales par ailleurs - aurait approximativement les effets suivants sur les engagements :

(en millions de dollars)	Augmentation de 0,5 %	Diminution de 0,5 %
La valeur actuarielle des droits accumulés au 31 décembre 2014	(1 031)	1 167

Une variation de plus ou moins 0,5% des taux d'inflation - toutes choses étant égales par ailleurs - aurait approximativement les effets suivants sur les engagements :

(en millions de dollars)	Augmentation de 0,5 %	Diminution de 0,5 %
La valeur actuarielle des droits accumulés au 31 décembre 2014	718	(636)

19) Provisions et autres passifs non courants

Au 31 décembre

(en millions de dollars)	2014	2013	2012
Provisions pour litiges	1 040	862	1 227
Provisions pour protection de l'environnement	994	1 160	733
Provisions pour restitution des sites	13 121	12 808	10 059
Autres provisions non courantes	1 528	1 522	1 357
Autres passifs non courants	862	1 165	1 909
Total	17 545	17 517	15 285

En 2014, les provisions pour litiges s'élèvent à 1 040 millions de dollars dont 861 millions de dollars dans l'Amont, notamment en Angola et au Nigeria.

En 2014, les autres provisions non courantes comprennent notamment :

- les provisions pour cessations d'activité dans les secteurs Raffinage-Chimie et Marketing & Services qui s'élèvent, au 31 décembre 2014, à 241 millions de dollars ;

- les provisions pour risques financiers sur des sociétés non consolidées et des sociétés mises en équivalence pour 228 millions de dollars ;
- la provision au titre des garanties accordées sur des panneaux solaires de SunPower pour 155 millions de dollars.

En 2014, les autres passifs non courants comprennent notamment les dettes, dont la maturité est supérieure à un an, liées à l'acquisition d'immobilisations. Cette rubrique inclut notamment une dette de 32 millions de dollars au titre de l'acquisition d'une participation dans les gisements de gaz de schistes de l'Utica.

En 2013, les provisions pour litiges s'élevaient à 862 millions de dollars dont 698 millions de dollars dans l'Amont, notamment en Angola et au Nigeria.

En 2013, les autres provisions non courantes comprenaient notamment :

- les provisions pour cessations d'activité dans les secteurs Raffinage-Chimie et Marketing & Services qui s'élevaient, au 31 décembre 2013, à 275 millions de dollars ;
- les provisions pour risques financiers sur des sociétés non consolidées et des sociétés mises en équivalence pour 238 millions de dollars ;
- la provision au titre des garanties accordées sur des panneaux solaires de SunPower pour 149 millions de dollars.

En 2013, les autres passifs non courants comprenaient notamment les dettes, dont la maturité était supérieure à un an, liées à l'acquisition d'immobilisations. Cette rubrique incluait notamment une dette de 127 millions de dollars au titre de l'acquisition d'une participation dans les gisements de gaz de schistes de l'Utica.

En 2012, les provisions pour litiges comprenaient notamment une provision de 398 millions de dollars comptabilisée dans le cadre d'une transaction en cours avec la *United States Securities and Exchange Commission* (SEC) et le Département de Justice américain (DoJ) aux Etats Unis (voir la note 32 de l'annexe aux comptes consolidés). Elles comprenaient également la provision couvrant les risques liés aux enquêtes sur la concurrence relatives à Arkema qui s'élevait, au 31 décembre 2012, à 22 millions de dollars.

En 2012, les autres provisions non courantes comprenaient notamment :

- les provisions pour cessations d'activité dans les secteurs Raffinage-Chimie et Marketing & Services qui s'élevaient, au 31 décembre 2012, à 259 millions de dollars ;
- les provisions pour risques financiers sur des sociétés non consolidées et des sociétés mises en équivalence pour 193 millions de dollars ;
- la provision au titre des garanties accordées sur des panneaux solaires de SunPower pour 117 millions de dollars.

En 2012, les autres passifs non courants comprenaient notamment les dettes, dont la maturité est supérieure à un an, liées à l'acquisition d'immobilisations. Cette rubrique incluait notamment une dette de 973 millions de dollars au titre de l'acquisition d'une participation dans les gisements de gaz de schistes de l'Utica.

D'autres risques et engagements donnant lieu à des passifs éventuels sont traités dans la note 32 de l'annexe aux comptes consolidés.

Variations des provisions et autres passifs non courants

Les variations des provisions et autres passifs non courants s'analysent comme suit :

Exercice (en millions de dollars)	Au 1 ^{er} janvier	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Effets de change	Autres	Au 31 décembre
2014	17 517	1 463	(1 029)	(1 228)	822	17 545
2013	15 285	1 738	(1 347)	(64)	1 905	17 517
2012	14 114	1 564	(1 140)	363	384	15 285

Dotations

En 2014, les dotations de l'exercice (1 463 millions de dollars) correspondent notamment à :

- des provisions pour restitution de sites pour 543 millions de dollars (effet de l'actualisation) ;

- des provisions pour protection de l'environnement pour 69 millions de dollars dans les secteurs Marketing & Services et Raffinage-Chimie ;
- des provisions pour plans sociaux et restructurations pour 38 millions de dollars.

En 2013, les dotations de l'exercice (1 738 millions de dollars) correspondaient notamment à :

- des provisions pour restitution de sites pour 584 millions de dollars (effet de l'actualisation) ;
- des provisions pour protection de l'environnement pour 475 millions de dollars dans les secteurs Marketing & Services et Raffinage-Chimie dont 361 millions de dollars liés au site de Carling en France ;
- des provisions pour plans sociaux et restructurations pour 155 millions de dollars.

En 2012, les dotations de l'exercice (1 564 millions de dollars) correspondaient notamment à :

- des provisions pour restitution de sites pour 520 millions de dollars (effet de l'actualisation) ;
- des provisions pour protection de l'environnement pour 95 millions de dollars dans les secteurs Marketing & Services et Raffinage-Chimie ;
- des provisions pour plans sociaux et restructurations pour 95 millions de dollars ;
- une provision de 398 millions de dollars comptabilisée dans le cadre d'une transaction en cours avec la *United States Securities and Exchange Commission (SEC)* et le Département de Justice américain (DoJ) aux Etats Unis (voir la note 32 de l'annexe aux comptes consolidés).

Reprises

En 2014, les reprises de l'exercice (1 029 millions de dollars) sont principalement liées à l'utilisation des provisions en regard des charges encourues suivantes :

- les provisions pour restitutions des sites pour 440 millions de dollars ;
- les provisions pour protection de l'environnement reprises pour 98 millions de dollars ;
- les plans sociaux et restructurations pour 80 millions de dollars.

En 2013, les reprises de l'exercice (1 347 millions de dollars) étaient principalement liées à l'utilisation des provisions en regard des charges encourues suivantes :

- une provision de 398 millions de dollars comptabilisée dans le cadre d'une transaction en cours avec la *United States Securities and Exchange Commission (SEC)* et le Département de Justice américain (DoJ) aux Etats Unis (voir la note 32 de l'annexe aux comptes consolidés) ;
- les provisions pour restitutions des sites pour 381 millions de dollars ;
- les provisions pour protection de l'environnement reprises pour 99 millions de dollars ;
- les plans sociaux et restructurations pour 100 millions de dollars.

En 2012, les reprises de l'exercice (1 140 millions de dollars) étaient principalement liées à l'utilisation des provisions en regard des charges encourues suivantes :

- les provisions pour restitutions des sites pour 403 millions de dollars ;
- les provisions pour protection de l'environnement reprises pour 140 millions de dollars ;
- la responsabilité civile liée au sinistre Buncefield reprise pour 104 millions de dollars ;
- les plans sociaux et restructurations pour 142 millions de dollars.

Provisions pour restitution des sites

Les variations des provisions pour restitution des sites s'analysent comme suit :

Exercice (en millions de dollars)	Au 1 ^{er} janvier	Effet de l'actualisation	Révisions des estimations	Nouvelles obligations de restitution des sites	Reprises de provision	Effets de change	Autres	Au 31 décembre
2014	12 808	543	1 007	359	(440)	(902)	(254)	13 121
2013	10 059	584	2 196	552	(381)	(156)	(46)	12 808
2012	8 907	520	236	149	(403)	307	343	10 059

En 2014, la colonne « Révision des estimations » inclut des compléments de provisions pour couvrir des coûts d'abandon.

En 2013, la colonne « Révision des estimations » incluait des compléments de provisions pour couvrir des coûts d'abandon ainsi que l'effet de la révision du taux d'actualisation.

En 2012 la colonne « Autres » comprenait 495 millions de dollars de complément de provision pour couvrir les coûts d'abandon des puits du champ d'Elgin-Franklin (Grande-Bretagne) qui ne seront pas remis en production et 235 millions de dollars de complément de provision pour remise en état du site de Lacq en France sur lequel l'activité va être arrêtée. Ces montants sont partiellement compensés par les sorties au titre des cessions d'actifs en Grande-Bretagne et en Norvège notamment ainsi que les reclassements au titre de la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ».

20) Dettes financières et instruments financiers associés

A) Dettes financières non courantes et instruments financiers associés

Au 31 décembre 2014

(en millions de dollars)

(Actif) / Passif	Garanties	Non garanties	Total
Dettes financières non courantes	798	44 683	45 481
<i>dont instruments de couverture de la dette non courante (passif)</i>	-	944	944
Instruments de couverture des dettes financières non courantes (actif) ^(a)	-	(1 319)	(1 319)
Dettes financières non courantes après couverture	798	43 364	44 162
Emprunts obligataires après couverture de juste valeur	-	36 558	36 558
Emprunts obligataires à taux fixe ou après couverture de flux futurs	-	6 155	6 155
Autres emprunts à taux variable	265	395	660
Autres emprunts à taux fixe	215	256	471
Dettes financières des contrats de location financement	318	-	318
Dettes financières non courantes après couverture	798	43 364	44 162

^(a) Ces instruments de couverture sont présentés dans les notes 1M(iii) "Instruments financiers de gestion du financement à long terme", 28 et 29 de l'annexe aux comptes consolidés.

Au 31 décembre 2013

(en millions de dollars)

(Actif) / Passif	Garanties	Non garanties	Total
Dettes financières non courantes	717	33 857	34 574
<i>dont instruments de couverture de la dette non courante (passif)</i>	-	325	325
Instrument de couverture des dettes financières non courantes (actif) ^(a)	-	(1 418)	(1 418)
Dettes financières non courantes après couverture	717	32 439	33 156
Emprunts obligataires après couverture de juste valeur	-	25 965	25 965
Emprunts obligataires à taux fixe ou après couverture de flux futurs	-	6 079	6 079
Autres emprunts à taux variable	173	247	420
Autres emprunts à taux fixe	158	148	306
Dettes financières des contrats de location financement	386	-	386
Dettes financières non courantes après couverture	717	32 439	33 156

^(a) Ces instruments de couverture sont présentés dans les notes 1M(iii) "Instruments financiers de gestion du financement à long terme", 28 et 29 de l'annexe aux comptes consolidés.

Au 31 décembre 2012

(en millions de dollars)

(Actif) / Passif	Garanties	Non garanties	Total
Dettes financières non courantes	941	28 451	29 392
<i>dont instruments de couverture de la dette non courante (passif)</i>	-	14	14
Instrument de couverture des dettes financières non courantes (actif) ^(a)	-	(2 145)	(2 145)
Dettes financières non courantes après couverture	941	26 306	27 247
Emprunts obligataires après couverture de juste valeur	-	20 095	20 095
Emprunts obligataires à taux fixe ou après couverture de flux futurs	-	5 943	5 943
Autres emprunts à taux variable	404	38	442
Autres emprunts à taux fixe	107	221	328
Dettes financières des contrats de location financement	430	9	439
Dettes financières non courantes après couverture	941	26 306	27 247

^(a) Ces instruments de couverture sont présentés dans les notes 1M(iii) "Instruments financiers de gestion du financement à long terme", 28 et 29 de l'annexe aux comptes consolidés.

La juste valeur des emprunts obligataires, au 31 décembre 2014, après prise en compte des swaps de change et de taux adossés, se décompose comme suit :

Emprunts obligataires après couverture de juste valeur (en millions de dollars)	Monnaie d'émission	Juste valeur après couverture au 31 décembre 2014	Juste valeur après couverture au 31 décembre 2013	Juste valeur après couverture au 31 décembre 2012	Échéances	Taux initiaux avant couverture
Emprunt Obligataire	FRF	-	-	168	2013	5,000%
Emprunt Obligataire	USD	16 385	12 733	8 833	2013 à 2024	0,750% à 5,750%
Emprunt Obligataire	USD	2 385	2 553	1 728	2013 à 2020	USLIBOR 3 mois + 0,03% à USLIBOR 3 mois + 0,75%
Emprunt Obligataire	CHF	2 161	2 234	2 863	2013 à 2024	1,010% à 3,135%
Emprunt Obligataire	NZD	251	138	137	2014 à 2020	4,750% à 6,750%
Emprunt Obligataire	AUD	1 689	1 309	1 457	2013 à 2021	3,750% à 7,500%
Emprunt Obligataire	EUR	12 127	7 956	6 613	2013 à 2044	1,125% à 4,875%
Emprunt Obligataire	EUR	1 638	390	-	2020	EURIBOR 3 mois + 0,30% à EURIBOR 3 mois + 0,31%
Emprunt Obligataire	CAD	288	339	244	2014 à 2020	2,000% à 2,500%
Emprunt Obligataire	GBP	1 662	1 241	1 899	2013 à 2020	2,250% à 5,500%
Emprunt Obligataire	GBP	468	-	-	2019	GBLIB3M + 0,30%
Emprunt Obligataire	JPY	-	110	106	2014	1,505% à 1,723%
Emprunt Obligataire	JPY	-	-	197	2013	EURIBOR 6 mois + 0,008%
Emprunt Obligataire	NOK	566	565	462	2018 à 2018	2,250% à 4,000%
Emprunt Obligataire	HKD	213	150	144	2014 à 2025	2,920% à 4,180%
Emprunt Obligataire	SEK	95	94	91	2016	3,625%
Part à moins d'un an		(4 066)	(4 545)	(5 545)		
Entités principales de financement (a) + (b) + (c)		35 860	25 267	19 397		
Autres filiales consolidées		698	698	698		
Total emprunts obligataires après couverture de juste valeur		36 558	25 965	20 095		

de flux futurs (en millions de dollars)	Monnaie d'émission	Juste valeur après couverture au 31 décembre 2014	Juste valeur après couverture au 31 décembre 2013	Juste valeur après couverture au 31 décembre 2012	Échéances	Taux initiaux avant couverture
Emprunt Obligataire	EUR	1 986	2 007	2 147	2019 à 2024	4,675% à 5,125 %
Emprunt Obligataire	USD	3 790	3 749	3 250	2020 à 2023	2,750% à 4,450%
Emprunt Obligataire	CNY	172	177	-	2018	3,750%
Part à moins d'un an		-	-	-		
Entités principales de financement (a) + (b) + (c)		5 908	5 933	5 397		
Autres filiales consolidées		247	146	546		
Total emprunts obligataires à taux fixe ou après couverture de flux futurs		6 155	6 079	5 943		

Toutes les dettes financières émises par les filiales suivantes sont garanties de manière totale et inconditionnelle par TOTAL S.A. (capital, prime et intérêts) :

(a) TOTAL CAPITAL est une filiale détenue à 100% indirectement par TOTAL S.A. (à l'exception d'une action détenue par chaque administrateur). Elle est utilisée comme véhicule de financement par le Groupe

(b) TOTAL CAPITAL CANADA Ltd. est une filiale détenue à 100% directement par TOTAL S.A.. Elle est utilisée comme véhicule de financement des activités du Groupe au Canada.

(c) TOTAL CAPITAL INTERNATIONAL est une filiale détenue à 100% directement par TOTAL S.A.. Elle est utilisée comme véhicule de financement par le Groupe.

Répartition par échéance des dettes financières non courantes

Au 31 décembre 2014 (en millions de dollars)	Dettes financières non courantes	dont instruments de couverture de la dette (passif)	Swaps de couverture de la dette (actif)	Dettes financières non courantes après swaps	%
2016	4 987	73	(194)	4 793	11%
2017	4 689	132	(142)	4 547	10%
2018	4 784	108	(333)	4 451	10%
2019	4 973	62	(208)	4 765	11%
2020 et suivantes	26 048	569	(442)	25 606	58%
Total	45 481	944	(1 319)	44 162	100%

Au 31 décembre 2013 (en millions de dollars)	Dettes financières non courantes	dont instruments de couverture de la dette (passif)	Swaps de couverture de la dette (actif)	Dettes financières non courantes après swaps	%
2015	4 999	4	(352)	4 647	14%
2016	4 745	26	(217)	4 528	14%
2017	4 267	77	(108)	4 159	12%
2018	4 670	51	(309)	4 361	13%
2019 et suivantes	15 893	167	(432)	15 461	47%
Total	34 574	325	(1 418)	33 156	100%

Au 31 décembre 2012 (en millions de dollars)	Dettes financières non courantes	dont instruments de couverture de la dette (passif)	Swaps de couverture de la dette (actif)	Dettes financières non courantes après swaps	%
2014	5 493	1	(437)	5 056	19%
2015	5 150	10	(578)	4 572	17%
2016	3 081	-	(277)	2 804	10%
2017	4 321	-	(197)	4 124	15%
2018 et suivantes	11 347	3	(656)	10 691	39%
Total	29 392	14	(2 145)	27 247	100%

Répartition par devise et par type de taux

Ces analyses sont présentées après prise en compte de l'effet des swaps de change et de taux adossés à la dette financière.

Au 31 décembre (en millions de dollars)	2014	%	2013	%	2012	%
Dollar	41 369	94%	27 908	84%	18 060	66%
Euro	2 428	5%	4 885	15%	7 445	27%
Autres devises	365	1%	363	1%	1 742	7%
Total	44 162	100%	33 156	100%	27 247	100%

Au 31 décembre (en millions de dollars)	2014	%	2013	%	2012	%
Taux fixe	6 944	16%	6 771	20%	6 710	25%
Taux variable	37 218	84%	26 385	80%	20 537	75%
Total	44 162	100%	33 156	100%	27 247	100%

B) Actifs et passifs financiers courants

Les dettes financières courantes consistent principalement en des tirages sur des programmes de *commercial paper* et de billets de trésorerie ou en des emprunts bancaires. Ces instruments portent intérêt à des taux voisins du marché.

Au 31 décembre

(en millions de dollars)

(Actif) / Passif	2014	2013	2012
Dettes financières courantes ^(a)	6 164	5 780	8 434
Part à moins d'un an des dettes financières	4 778	5 413	6 101
Dettes financières courantes (note 28)	10 942	11 193	14 535
Part à court terme des instruments financiers passifs de couverture de la dette	133	314	111
Autres instruments financiers passifs courants	47	67	121
Autres passifs financiers courants (note 28)	180	381	232
Dépôts courants supérieurs à 3 mois	(469)	(161)	(1 442)
Part à court terme des instruments financiers actifs de couverture de la dette	(460)	(469)	(568)
Autres instruments financiers actifs courants	(364)	(109)	(51)
Actifs financiers courants (note 28)	(1 293)	(739)	(2 061)
Dettes financières courantes et actifs et passifs financiers associés nets	9 829	10 835	12 706

(a) Au 31 décembre 2014, au 31 décembre 2013 et au 31 décembre 2012, les dettes financières courantes incluent un programme de *commercial paper* chez Total Capital Canada Ltd. Total Capital Canada Ltd. est une filiale détenue à 100% directement par TOTAL S.A.. Elle est utilisée comme véhicule de financement des activités du Groupe au Canada. Le remboursement de sa dette financière (capital, prime et intérêts) est garanti de manière totale et inconditionnelle par TOTAL S.A.

C) Ratio d'endettement

Pour ses besoins de gestion interne et de communication externe, le Groupe évalue un ratio d'endettement rapportant sa dette financière nette à ses capitaux propres. Les capitaux propres retraités 2014 sont calculés après distribution d'un dividende de 2,44 euros par action, sous réserve d'approbation par l'Assemblée générale des actionnaires du 29 mai 2015.

Le ratio dette nette sur capitaux propres est calculé de la manière suivante :

Au 31 décembre

(en millions de dollars)

(Actif) / Passif	2014	2013	2012
Dettes financières courantes	10 942	11 193	14 535
Autres passifs financiers courants	180	381	232
Actifs financiers courants	(1 293)	(739)	(2 061)
Actifs et passifs financiers destinés à être cédés ou échangés	(56)	(179)	997
Dettes financières non courantes	45 481	34 574	29 392
Instruments de couverture des dettes financières non courantes	(1 319)	(1 418)	(2 145)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(25 181)	(20 200)	(20 409)
Dette financière nette	28 754	23 612	20 541
Capitaux propres - part du Groupe	90 330	100 241	93 969
Répartition du résultat sur la base des actions existantes à la clôture	(1 686)	(1 908)	(1 757)
Intérêts ne conférant pas le contrôle	3 201	3 138	1 689
Capitaux propres retraités	91 845	101 471	93 901
Ratio dette nette sur capitaux propres	31,3%	23,3%	21,9%

21) Autres créiteurs et dettes diverses

Au 31 décembre

(en millions de dollars)	2014	2013	2012
Produits constatés d'avance	469	299	316
Dettes sur États (impôts et taxes divers)	6 894	8 885	9 727
Dettes sociales	1 343	1 573	1 489
Autres dettes d'exploitation	7 935	8 191	7 784
Total	16 641	18 948	19 316

Au 31 décembre 2014, la rubrique « Autres dettes d'exploitation » comprend notamment le montant du troisième acompte sur dividende au titre de l'exercice 2014, soit 1 718 millions de dollars, qui sera mis en paiement en mars 2015.

Au 31 décembre 2013, la rubrique « Autres dettes d'exploitation » comprend notamment le montant du troisième acompte sur dividende au titre de l'exercice 2013, soit 1 877 millions de dollars, qui a été mis en paiement en mars 2014.

Au 31 décembre 2012, la rubrique « Autres dettes d'exploitation » comprenait notamment le montant du troisième acompte sur dividende au titre de l'exercice 2012, soit 1 755 millions de dollars, qui a été mis en paiement en mars 2013.

22) Contrats de location

Les contrats de location financement portent sur des actifs immobiliers, des stations-service, des navires et d'autres équipements (voir la note 11 de l'annexe aux comptes consolidés).

Les redevances minimales des contrats de location irrévocables restant à payer sont présentées selon leurs dates d'échéance dans les tableaux suivants :

Exercice 2014

(en millions de dollars)	Location simple	Location financement
2015	1 218	61
2016	978	58
2017	768	19
2018	590	19
2019	391	19
2020 et suivantes	1 675	260
Total des engagements	5 620	436
Moins intérêts financiers		(78)
Valeur nominale des contrats		358
Moins dette à moins d'un an des contrats de location financement		(40)
Dettes financières non courantes des contrats de location financement		318

Exercice 2013

(en millions de dollars)	Location simple	Location financement
2014	1 113	72
2015	906	70
2016	827	66
2017	633	23
2018	498	23
2019 et suivantes	1 619	285
Total des engagements	5 596	539
Moins intérêts financiers		(113)
Valeur nominale des contrats		426
Moins dette à moins d'un an des contrats de location financement		(40)
Dettes financières non courantes des contrats de location financement		386

Exercice 2012

(en millions de dollars)	Location simple	Location financement
2013	1 030	73
2014	751	71
2015	678	70
2016	582	67
2017	445	25
2018 et suivantes	1 281	311
Total des engagements	4 767	617
Moins intérêts financiers		(142)
Valeur nominale des contrats		475
Moins dette à moins d'un an des contrats de location financement		(36)
Dettes financières non courantes des contrats de location financement		439

Les redevances constatées au titre des contrats de location simple ont été de 1 091 millions de dollars pour l'exercice 2014 (contre 1 126 millions de dollars pour l'exercice 2013 et 1 002 millions de dollars pour l'exercice 2012).

23) Engagements hors bilan et obligations contractuelles

Au 31 décembre 2014 (en millions de dollars)	Échéances et périodes des paiements			
	Total	A moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Dettes non courantes après couverture (note 20)	43 844	-	18 458	25 386
Part à moins d'un an des dettes non courantes après couverture (note 20)	4 411	4 411	-	-
Contrats de location financement (note 22)	358	40	98	220
Obligations de restitution des sites (note 19)	13 121	651	2 430	10 040
Obligations contractuelles au bilan	61 734	5 102	20 986	35 646
Contrats de location simple (note 22)	5 620	1 218	2 727	1 675
Engagements d'achats	160 837	19 987	33 908	106 942
Obligations contractuelles hors bilan	166 457	21 205	36 635	108 617
Total des obligations contractuelles	228 191	26 307	57 621	144 263
Cautions en douane données	2 382	1 855	91	436
Garanties données sur emprunts	10 192	140	3 784	6 268
Garanties de passif sur cession	396	121	110	165
Garanties de passif courant	635	144	165	326
Garanties clients fournisseurs	5 599	2 564	168	2 867
Lettres de crédit	1 552	1 138	3	411
Autres engagements opérationnels	4 762	1 455	2 700	607
Total des autres engagements donnés	25 518	7 417	7 021	11 080
Actifs remis en garanties reçus (sûretés réelles)	418	17	4	397
Engagements de ventes	110 949	9 287	33 629	68 033
Autres engagements reçus	7 081	3 321	1 388	2 372
Total des engagements reçus	118 448	12 625	35 021	70 802
Dont engagements donnés relatifs à des coentreprises	57 439	298	1 915	55 226

Au 31 décembre 2013 (en millions de dollars)	Échéances et périodes des paiements			
	Total	A moins		Plus
		de 1 an	De 1 à 5 ans	de 5 ans
Dettes non courantes après couverture (note 20)	32 770	-	17 545	15 225
Part à moins d'un an des dettes non courantes après couverture (note 20)	5 218	5 218	-	-
Contrats de location financement (note 22)	426	40	150	236
Obligations de restitution des sites (note 19)	12 808	735	2 368	9 705
Obligations contractuelles au bilan	51 222	5 993	20 063	25 166
Contrats de location simple (note 22)	5 596	1 113	2 864	1 619
Engagements d'achats	118 982	20 060	34 013	64 909
Obligations contractuelles hors bilan	124 578	21 173	36 877	66 528
Total des obligations contractuelles	175 800	27 166	56 940	91 694
Cautions en douane données	2 444	2 048	102	294
Garanties données sur emprunts	8 276	110	3 706	4 460
Garanties de passif sur cession	320	7	135	178
Garanties de passif courant	724	123	233	368
Garanties clients fournisseurs	4 865	2 120	190	2 555
Lettres de crédit	2 360	1 863	225	272
Autres engagements opérationnels	4 197	1 364	960	1 873
Total des autres engagements donnés	23 186	7 635	5 551	10 000
Actifs remis en garanties reçus (sûretés réelles)	389	21	1	367
Engagements de ventes	135 463	10 515	38 702	86 246
Autres engagements reçus	8 193	4 428	1 750	2 015
Total des engagements reçus	144 045	14 964	40 453	88 628
<i>Dont engagements donnés relatifs à des coentreprises</i>	<i>11 151</i>	<i>98</i>	<i>553</i>	<i>10 500</i>

Au 31 décembre 2012 (en millions de dollars)	Échéances et périodes des paiements			
	Total	A moins		Plus
		de 1 an	De 1 à 5 ans	de 5 ans
Dettes non courantes après couverture (note 20)	26 808	-	16 368	10 440
Part à moins d'un an des dettes non courantes après couverture (note 20)	5 608	5 608	-	-
Contrats de location financement (note 22)	475	36	188	251
Obligations de restitution des sites (note 19)	10 059	537	1 885	7 637
Obligations contractuelles au bilan	42 950	6 181	18 441	18 328
Contrats de location simple (note 22)	4 767	1 031	2 455	1 281
Engagements d'achats	109 799	15 839	27 824	66 136
Obligations contractuelles hors bilan	114 566	16 870	30 279	67 417
Total des obligations contractuelles	157 516	23 051	48 720	85 745
Cautions en douane données	2 210	1 988	93	129
Garanties données sur emprunts	5 214	154	3 556	1 504
Garanties de passif sur cession	255	5	65	185
Garanties de passif courant	532	175	139	218
Garanties clients fournisseurs	4 731	2 615	149	1 967
Lettres de crédit	3 032	2 355	333	344
Autres engagements opérationnels	3 508	993	926	1 589
Total des autres engagements donnés	19 482	8 285	5 261	5 936
Actifs remis en garanties reçus (sûretés réelles)	574	154	11	409
Engagements de ventes	106 230	9 785	34 485	61 960
Autres engagements reçus	7 341	4 572	1 133	1 636
Total des engagements reçus	114 145	14 511	35 629	64 005
<i>Dont engagements donnés relatifs à des coentreprises</i>	<i>9 250</i>	<i>-</i>	<i>191</i>	<i>9 059</i>

A. Obligations contractuelles

Dettes

Les dettes non courantes sont incluses dans les rubriques « Dettes financières non courantes » et « Instruments de couverture des dettes financières non courantes » du bilan consolidé. Ce montant inclut la part non courante des *swaps* de couverture de la dette obligataire à taux fixe et ne comprend pas la part non courante des contrats de location financement pour 318 millions de dollars.

La part à moins d'un an des dettes non courantes est incluse dans les rubriques « Dettes financières courantes », « Actifs financiers courants » et « Autres passifs financiers courants » du bilan consolidé. Elle inclut la part à moins d'un an des *swaps* de couverture de la dette obligataire à taux fixe et ne comprend pas la part à moins d'un an des contrats de location financement pour 40 millions de dollars.

Les informations relatives aux obligations contractuelles liées aux dettes figurent dans la note 20 de l'annexe aux comptes consolidés.

Contrats de location

Les informations relatives aux obligations de location financement et location simple figurent dans la note 22 de l'annexe aux comptes consolidés.

Obligations de restitution des sites

Ces montants représentent la valeur actualisée des obligations de restitution des sites du secteur Amont, principalement des coûts liés au démantèlement des actifs à la fin de leur utilisation. Les informations relatives aux obligations de restitution des sites figurent dans les notes 1Q et 19 de l'annexe aux comptes consolidés.

Engagements d'achats

Les obligations d'achats sont des obligations d'acheter des biens ou des services, y compris des achats d'immobilisations, régies contractuellement. Ces obligations sont de nature exécutoire et juridique pour l'entreprise. Toutes les composantes importantes, notamment le montant et l'échéancier des paiements, sont spécifiées par contrat.

Ces obligations concernent essentiellement les contrats inconditionnels d'achats d'hydrocarbures (sauf lorsqu'il existe un marché actif et très liquide et que les volumes achetés sont destinés à être revendus rapidement après l'achat), les réservations de capacités de transport dans les oléoducs et gazoducs, les engagements inconditionnels de travaux d'exploration et de développement dans le secteur Amont, et les contrats de projets d'investissement de capital dans le secteur Raffinage-Chimie.

B. Autres engagements donnés

Cautions en douane données

Elles représentent les garanties émises par le Groupe pour le compte d'autres compagnies pétrolières afin de répondre aux exigences des autorités fiscales françaises pour les importations de pétrole et de gaz en France. Ces garanties pourraient être appelées en cas de défaillance des contreparties pétrolières vis-à-vis des autorités fiscales. La probabilité d'un tel défaut est considérée comme négligeable.

Garanties données sur emprunts

Le Groupe garantit la dette bancaire et les locations financement de certaines filiales non consolidées et de sociétés mises en équivalence. Les dates d'échéance sont diverses et les engagements prennent fin lors du remboursement des lignes ou de l'annulation des obligations. Ces garanties peuvent être appelées en cas du défaut de la filiale dans ses obligations contractuelles et ne sont pas couvertes par des sûretés sur des actifs du Groupe. Au 31 décembre 2014, le montant total de ces garanties a pour échéance maximale 2028.

Les garanties données sur emprunts incluent notamment la garantie donnée en 2008 par TOTAL S.A. dans le cadre du financement du projet Yemen LNG pour un montant de 729 millions de dollars.

En 2010, TOTAL S.A. a octroyé des garanties dans le cadre du financement du projet Jubail (opéré par la société SAUDI ARAMCO TOTAL Refining and Petrochemical Company (SATORP)) à hauteur de 3 188 millions de dollars, montant proportionnel à la quote-part de TOTAL dans le projet (37,5%). En outre, TOTAL S.A. a octroyé en 2010 une garantie en faveur de son partenaire dans le projet Jubail (Saudi Arabian Oil Company) relative aux obligations de Total Refining Saudi Arabia SAS au titre du pacte d'actionnaires de SATORP. Au 31 décembre 2014, cette garantie, plafonnée à 1 230 millions de dollars, est comptabilisée dans la rubrique « Autres engagements opérationnels ».

Au 31 décembre 2014, les garanties octroyées par TOTAL S.A. dans le cadre du financement du projet Ichthys LNG s'élevaient à 4 998 millions de dollars.

Garanties de passif sur cession

Dans le cadre de ses opérations courantes, le Groupe prend part à des contrats prévoyant des clauses d'indemnités standard pour l'industrie pétrolière ou des clauses d'indemnités spécifiques à des transactions comme les garanties de passif lors des cessions d'actifs. Ces indemnités peuvent être liées à des aspects d'environnement, de fiscalité, d'actionariat, de propriété intellectuelle, de réglementation gouvernementale, de droit du travail ou à des contrats commerciaux. Le fait générateur de telles indemnités serait soit une rupture des termes du contrat soit une plainte externe. Le Groupe évalue de manière régulière les coûts pouvant être induits par de telles indemnités.

Par ailleurs, les garanties relatives aux enquêtes sur la concurrence émises dans le cadre de l'apport-scission d'Arkema sont décrites dans la note 32 de l'annexe aux comptes consolidés.

Autres garanties données

Filiales non consolidées

Le Groupe garantit également les passifs courants de certaines filiales non consolidées. Le Groupe serait ainsi appelé en cas de cessation de paiement d'une de ces filiales.

Contrats opérationnels

Dans le cadre des opérations courantes du Groupe et en accord avec les pratiques habituelles de l'industrie, le Groupe prend part à de nombreux accords avec des tiers. Ces engagements sont souvent pris à des fins commerciales, à des fins réglementaires ou pour d'autres contrats opérationnels.

C. Engagements reçus

Engagements de ventes

Ces montants représentent les engagements irrévocables de ventes, incluant notamment les contrats de ventes d'hydrocarbures (sauf lorsqu'il existe un marché actif et très liquide et que les volumes sont revendus rapidement après leur achat).

24) Parties liées

Les principales transactions réalisées avec les parties liées (principalement les sociétés mises en équivalence et les filiales non consolidées) ainsi que les créances et les dettes vis-à-vis de ces dernières sont les suivantes :

Au 31 décembre (en millions de dollars)	2014	2013	2012
Bilan			
<i>Créances</i>			
Clients et comptes rattachés	697	845	852
Prêts (sauf prêts aux sociétés mises en équivalence)	155	470	505
<i>Dettes</i>			
Fournisseurs et dettes diverses	1 199	1 208	941
Emprunts	14	18	12
Exercice (en millions de dollars)	2014	2013	2012
Compte de résultat			
Ventes	4 308	5 133	5 086
Achats	9 890	7 271	7 350
Charges financières	-	-	-
Produits financiers	16	139	136

Rémunération des organes d'administration et de direction

Le montant global des rémunérations directes et indirectes de toute nature comptabilisées par les sociétés françaises et étrangères membres du Groupe, pour l'ensemble des principaux dirigeants du Groupe au 31 décembre (les membres du Comité directeur et le Trésorier) et pour les membres salariés du Conseil d'administration est détaillé comme suit :

Exercice (en millions de dollars)	2014	2013	2012
Nombre de personnes	31	31	34
Rémunérations directes et indirectes	28,3	29,4	27,4
Charges de retraite ^(a)	6,8	13,3	16,1
Charges relatives aux autres avantages à long terme	-	-	-
Charges relatives aux indemnités de fin de contrat de travail	-	-	-
Charges relatives aux paiements en actions (IFRS 2) ^(b)	9,0	15,7	13,6

(a) Les avantages dont bénéficient les principaux dirigeants du Groupe et certains membres du Conseil d'administration, salariés et anciens salariés du Groupe, concernent des indemnités versées au moment du départ en retraite et des régimes de retraite supplémentaire et de prévoyance, qui représentent un engagement de 233,7 millions de dollars au 31 décembre 2014 (contre 260,2 millions de dollars au 31 décembre 2013 et 239,2 millions de dollars au 31 décembre 2012).

(b) Il s'agit de la charge calculée pour les principaux dirigeants et membres salariés du Conseil d'administration au titre des paiements en actions tels que décrits dans la note 25 E) et établis suivant les principes comptables de la norme IFRS 2 « Paiements en actions » décrits dans la note 1 E).

Les rémunérations allouées aux membres du Conseil d'administration au titre des jetons de présence, s'élèvent à 1,78 million de dollars en 2014 (1,66 million de dollars en 2013 et 1,41 million de dollars en 2012).

25) Paiements en actions

A) Options de souscription d'actions TOTAL

	Plan 2004	Plan 2005	Plan 2006	Plan 2007	Plan 2008	Plan 2009	Plan 2010	Plan 2011	Total	Prix d'exercice moyen pondéré (en euros)
Date d'Assemblée générale	14/05/2004	14/05/2004	14/05/2004	11/05/2007	11/05/2007	11/05/2007	21/05/2010	21/05/2010		
Date d'attribution ^(a)	20/07/2004	19/07/2005	18/07/2006	17/07/2007	09/10/2008	15/09/2009	14/09/2010	14/09/2011		
Prix d'exercice jusqu'au 23 mai 2006 inclus (en euros) ^(b)	39,85	49,73	-	-	-	-	-	-		
Prix d'exercice à compter du 24 mai 2006 (en euros) ^(b)	39,30	49,04	50,60	60,10	42,90	39,90	38,20	33,00		
Date d'échéance	20/07/2012	19/07/2013	18/07/2014	17/07/2015	09/10/2016	15/09/2017	14/09/2018	14/09/2019		
Nombre d'options ^(c)										
Existantes au 1 ^{er} janvier 2012	12 084 524	6 162 538	5 623 508	5 850 365	4 335 698	4 357 800	4 700 043	1 508 440	44 632 912	44,87
Notifiées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Annulées ^(c)	(11 351 931)	(2 516)	(1 980)	(1 380)	(3 600)	(2 700)	(4 140)	(3 400)	(11 371 647)	39,31
Exercées	(742 593)	-	-	-	(1 630)	(20 200)	(34 460)	-	(798 883)	39,28
Existantes au 1 ^{er} janvier 2013	-	6 160 020	5 621 528	5 848 985	4 330 489	4 334 900	4 661 443	1 505 040	32 482 382	46,96
Notifiées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Annulées ^(c)	-	(6 159 390)	(900)	(1 020)	(360)	(1 080)	(720)	-	(6 183 470)	49,04
Exercées	-	(830)	-	-	(110 910)	(344 442)	(122 871)	(363 946)	(942 799)	37,37
Existantes au 1 ^{er} janvier 2014	-	-	5 620 628	5 847 965	4 219 198	3 989 378	4 537 852	1 141 094	25 356 113	46,82
Notifiées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Annulées ^(c)	-	-	(1 797 912)	-	-	-	-	-	(1 797 912)	50,60
Exercées	-	-	(3 822 714)	-	(1 003 314)	(978 109)	(836 634)	(282 019)	(6 922 790)	45,76
Existantes au 31 décembre 2014	-	-	-	5 847 965	3 215 884	3 011 269	3 701 218	859 075	16 635 411	46,85

(a) La date d'attribution correspond à la date du Conseil d'administration ayant décidé l'attribution d'options de souscription d'actions, sauf pour l'attribution du 9 octobre 2008 qui a été décidée par le Conseil d'administration du 9 septembre 2008.

(b) Afin de tenir compte de la division par quatre du nominal de l'action TOTAL intervenue le 18 mai 2006, les prix d'exercice des options de souscription d'actions TOTAL des plans alors en vigueur ont été multipliés par 0,25 et les nombres d'options attribuées, existantes, annulées ou exercées avant le 23 mai 2006 inclus ont été multipliés par quatre. En outre, afin de tenir compte de l'apport-scission d'Arkema, les prix d'exercice des options de souscription d'actions TOTAL de ces plans ont été multipliés par un coefficient d'ajustement égal à 0,986147 avec prise d'effet le 24 mai 2006.

(c) Parmi les options annulées en 2012, 2013 et 2014, 11 351 931 options non exercées sont devenues caduques le 20 juillet 2012 du fait de l'échéance du plan 2004, 6 158 662 options non exercées sont devenues caduques le 19 juillet 2013 du fait de l'échéance du plan 2005 et 1 797 912 options non exercées sont devenues caduques le 18 juillet 2014 du fait de l'échéance du plan 2006.

Les options sont exerçables, sous réserve qu'une condition de présence soit remplie, avec un différé de deux ans assorti d'un délai d'inaccessibilité de quatre ans à compter de la date d'attribution et doivent être exercées dans un délai de huit ans à compter de cette date. Pour les plans 2007 à 2011, le délai d'inaccessibilité de quatre ans n'est pas applicable aux bénéficiaires sous contrat d'une société filiale non française à la date d'attribution, lesquels peuvent céder les actions issues d'exercice d'options à compter d'un délai de deux ans après la date d'attribution.

Depuis le plan 2011, aucun nouveau plan d'attribution d'options de souscription d'actions Total n'a été décidé.

B) Attribution gratuite d'actions de performance TOTAL

	Plan 2010	Plan 2011	Plan 2012	Plan 2013	Plan 2014	Total
Date d'Assemblée générale	16/05/2008	13/05/2011	13/05/2011	13/05/2011	16/05/2014	
Date d'attribution	14/09/2010	14/09/2011	26/07/2012	25/07/2013	29/07/2014	
Date d'attribution définitive (fin de la période d'acquisition)	15/09/2012	15/09/2013	27/07/2014	26/07/2016	30/07/2017	
Cession possible à compter du	15/09/2014	15/09/2015	27/07/2016	26/07/2018	30/07/2019	
Nombre d'actions attribuées gratuitement						
Existantes au 1 ^{er} janvier 2012	2 988 051	3 630 191	-	-	-	6 618 242
Notifiées	-	-	4 295 930	-	-	4 295 930
Annulées	(32 650)	(18 855)	-	-	-	(51 505)
Attribuées définitivement	(2 955 401)	(5 530)	-	-	-	(2 960 931)
Existantes au 1 ^{er} janvier 2013	-	3 605 806	4 295 930	-	-	7 901 736
Notifiées	-	-	-	4 464 200	-	4 464 200
Annulées	-	(14 970)	(17 340)	(3 810)	-	(36 120)
Attribuées définitivement	-	(3 590 836)	(180)	-	-	(3 591 016)
Existantes au 1 ^{er} janvier 2014	-	-	4 278 410	4 460 390	-	8 738 800
Notifiées	-	-	-	-	4 486 300	4 486 300
Annulées	-	-	(43 320)	(22 360)	(11 270)	(76 950)
Attribuées définitivement	-	-	(4 235 090)	(3 570)	-	(4 238 660)
Existantes au 31 décembre 2014	-	-	-	4 434 460	4 475 030	8 909 490

Les actions préalablement rachetées par la Société sur le marché, sont définitivement attribuées à leurs bénéficiaires, à l'issue d'une période d'acquisition de trois ans pour les plans 2013 et 2014 et de deux ans pour les plans antérieurs, à compter de la date d'attribution. Cette attribution définitive est assortie d'une condition de présence et d'une condition de performance. Par ailleurs, la cession des actions attribuées gratuitement et définitivement ne peut intervenir qu'au terme d'une période de conservation de deux ans à compter de la date d'attribution définitive.

Plans 2013 et 2014

Pour les plans 2013 et 2014, le Conseil d'administration a décidé que pour les dirigeants (autres que l'ancien Président-directeur général), l'attribution définitive de la totalité des actions attribuées est soumise à une condition de présence et à une condition de performance.

La condition de performance dispose que le nombre d'actions définitivement attribuées est fonction de la moyenne des ROE tels que publiés par le Groupe à partir du bilan et du compte de résultat consolidés du Groupe relatifs aux exercices 2013, 2014 et 2015 pour le plan 2013 et aux exercices 2014, 2015 et 2016 pour le plan 2014. Le taux d'acquisition :

- est nul si la moyenne des ROE est inférieure ou égale à 8% ;
- varie linéairement entre 0% et 100% si la moyenne des ROE est supérieure à 8% et inférieure à 16% ;
- est égal à 100% si la moyenne des ROE est supérieure ou égale à 16%.

Le Conseil d'administration a également décidé que pour chaque attributaire bénéficiant d'un nombre d'actions supérieur à 100 actions (autre que l'ancien Président-directeur général et les dirigeants), et sous réserve du respect de la condition de présence dans le Groupe, les actions au-delà de ce seuil seront soumises à la condition de performance décrite ci-dessus, et ne seront définitivement attribuées à leur bénéficiaire que si la condition de performance est remplie.

Par ailleurs, le Conseil d'administration avait décidé que, sous réserve du respect de la condition de présence dans le Groupe, le nombre d'actions définitivement attribuées au Président-directeur général serait fonction de deux conditions de performance :

- Pour 50% des actions attribuées, l'attribution définitive aurait été soumise à une condition de performance qui disposait que le nombre définitif d'actions attribuées serait fonction de la moyenne des ROE tels que publiés par le Groupe à partir du bilan et du compte de résultat consolidés du Groupe relatifs aux trois exercices de référence. Le taux d'acquisition aurait été nul si la moyenne des ROE avait été inférieure ou égale à 8%, aurait varié linéairement entre 0% et 100% si la moyenne des ROE avait été supérieure à 8% et inférieure à 16%, et aurait été égal à 100% si la moyenne des ROE avait été supérieure ou égale à 16%.

- Pour 50% des actions attribuées, l'attribution définitive aurait été soumise à une condition de performance qui disposait que le nombre définitif d'actions attribuées serait fonction de la moyenne des ROACE tels que publiés par le Groupe à partir du bilan et du compte de résultat consolidés du Groupe relatifs aux trois exercices de référence. Le taux d'acquisition aurait été nul si la moyenne des ROACE avait été inférieure ou égale à 7%, aurait varié linéairement entre 0% et 100% si la moyenne des ROACE avait été supérieure à 7% et inférieure à 15%, et aurait été égal à 100% si la moyenne des ROACE avait été supérieure ou égale à 15%.

Toutefois, à la suite du décès de M. de Margerie, et en application des dispositions légales, les ayants droit de l'ancien Président-directeur général ont la possibilité de demander l'attribution de la totalité des actions de performance.

Plan 2012

Pour le plan 2012, le Conseil d'administration a décidé que pour les dirigeants (autres que le Président-directeur général), l'attribution définitive de la totalité des actions attribuées est soumise à une condition de présence et à une condition de performance.

La condition de performance dispose que le nombre d'actions définitivement attribuées est fonction de la moyenne des ROE tels que publiés par le Groupe à partir du bilan et du compte de résultat consolidés du Groupe relatifs aux exercices 2012 et 2013. Le taux d'acquisition :

- est nul si la moyenne des ROE est inférieure ou égale à 8% ;
- varie linéairement entre 0% et 100% si la moyenne des ROE est supérieure à 8% et inférieure à 16% ;
- est égal à 100% si la moyenne des ROE est supérieure ou égale à 16%.

Le Conseil d'administration a également décidé, sous réserve du respect de la condition de présence dans le Groupe, que, pour chaque attributaire (autre que le Président-directeur général et les dirigeants) bénéficiant d'un nombre d'actions supérieur à 100 actions, les actions au-delà de ce nombre seront définitivement attribuées à leur bénéficiaire sous réserve que la condition de performance précédemment définie soit remplie.

Par ailleurs, le Conseil d'administration a décidé que sous réserve du respect de la condition de présence dans le Groupe, le nombre d'actions définitivement attribuées au Président-directeur général sera fonction de deux conditions de performance :

- Pour 50% des actions attribuées, l'attribution définitive est soumise à une condition de performance qui dispose que le nombre définitif d'actions attribuées est fonction de la moyenne des ROE tels que publiés par le Groupe à partir du bilan et du compte de résultat consolidés du Groupe relatifs aux exercices 2012 et 2013. Le taux d'acquisition est nul si la moyenne des ROE est inférieure ou égale à 8%, varie linéairement entre 0% et 100% si la moyenne des ROE est supérieure à 8% et inférieure à 16%, et est égal à 100% si la moyenne des ROE est supérieure ou égale à 16%.
- Pour 50% des actions attribuées, l'attribution définitive est soumise à une condition de performance qui dispose que le nombre définitif d'actions attribuées est fonction de la moyenne des ROACE tels que publiés par le Groupe à partir du bilan et du compte de résultat consolidés du Groupe relatifs aux exercices 2012 et 2013. Le taux d'acquisition est nul si la moyenne des ROACE est inférieure ou égale à 7%, varie linéairement entre 0% et 100% si la moyenne des ROACE est supérieure à 7% et inférieure à 15%, et est égal à 100% si la moyenne des ROACE est supérieure ou égale à 15%.

Pour le plan 2012, en raison de l'application des conditions de performance, le taux d'acquisition a été de 100% pour les actions attribuées sous condition de performance liée au ROE et de 88% pour les actions attribuées sous condition de performance liée au ROACE. Pour rappel, ces taux d'acquisition ont été de 100% pour les plans 2010 et 2011.

C) Plan mondial d'attribution gratuite d'actions TOTAL

Le Conseil d'administration a décidé, le 21 mai 2010, la mise en œuvre et les conditions d'un plan mondial d'attribution gratuite d'actions aux salariés du Groupe (de Total S.A. ou d'une société ou groupement d'intérêt économique dont le capital est détenu, directement ou indirectement, à plus de 50% par Total S.A.). Au 30 juin 2010, chaque salarié a reçu des droits à 25 actions gratuites.

L'attribution définitive était soumise à une condition de présence pendant la période d'acquisition du plan. En fonction des pays dans lesquels les sociétés du Groupe étaient situées, la période d'acquisition était soit de 2 ans suivie d'une période de conservation de 2 ans pour les pays avec une structure 2+2, soit de 4 ans sans période de conservation pour les pays avec une structure 4+0. Par ailleurs, les actions attribuées n'étaient pas soumises à une condition de performance.

Le Président-directeur général a constaté le 2 juillet 2012 la création et l'attribution définitive de 1 366 950 actions aux bénéficiaires désignés à l'issue de la période d'acquisition de deux ans. Le Président-directeur général a constaté le

1^{er} juillet 2014 la création et l'attribution définitive de 666 575 actions aux bénéficiaires désignés à l'issue de la période d'acquisition de quatre ans.

	Plan 2010 (2+2)	Plan 2010 (4+0)	Total
Date d'Assemblée générale	16/05/2008	16/05/2008	
Date d'attribution ^(a)	30/06/2010	30/06/2010	
Date d'attribution définitive	01/07/2012	01/07/2014	
Cession possible à compter du	01/07/2014	01/07/2014	
Nombre d'actions attribuées gratuitement			
Existantes au 1 ^{er} janvier 2012	1 479 000	1 015 525	2 494 525
Notifiées	-	-	-
Annulées	(111 725)	(40 275)	(152 000)
Attribuées définitivement ^(b)	(1 367 275)	(350)	(1 367 625)
Existantes au 1 ^{er} janvier 2013	-	974 900	974 900
Notifiées	-	-	-
Annulées	100	(101 150)	(101 050)
Attribuées définitivement ^(b)	(100)	(275)	(375)
Existantes au 1 ^{er} janvier 2014	-	873 475	873 475
Notifiées	-	-	-
Annulées	-	(206 225)	(206 225)
Attribuées définitivement ^(c)	-	(667 250)	(667 250)
Existantes au 31 décembre 2014	-	-	-

(a) L'attribution du 30 juin 2010 a été décidée par le Conseil d'administration du 21 mai 2010.

(b) Attribution définitive le 2 juillet 2012 de 1 366 950 actions aux bénéficiaires désignés à l'issue de la période d'acquisition de deux ans.

(c) Attribution définitive le 1er juillet 2014 de 666 575 actions aux bénéficiaires désignés à l'issue de la période d'acquisition de quatre ans.

D) Plans SunPower

SunPower a trois plans incitatifs à base d'actions : le plan d'actions 1996 (« Plan 1996 »), le troisième plan incitatif modifié 2005 (« Plan 2005 ») et le plan d'options sur actions et d'actions de PowerLight Corporation (« Plan PowerLight »). Le plan PowerLight a été repris par SunPower lors de l'acquisition de PowerLight en 2007. Selon les termes des trois plans, SunPower peut attribuer à des mandataires sociaux, à des salariés et à des consultants des options sur actions qualifiées (« incentive ») ou non-qualifiées (« non-statutory ») ou des droits à acquérir des actions ordinaires. Le plan 2005 a été approuvé par le Conseil d'administration de SunPower en août 2005 et par les actionnaires en novembre 2005. Le plan 2005 remplace le plan 1996 et permet d'attribuer des options mais également d'attribuer des options avec règlement en espèces (« stock appreciation rights »), des actions gratuites, des droits à actions gratuites et d'autres droits sur des actions. Le plan 2005 permet également la rétention des actions par la société pour satisfaire les obligations fiscales liées à l'exercice des options sur actions ou à l'attribution d'actions. Le plan PowerLight a été approuvé par le Conseil d'administration de PowerLight en octobre 2000.

En mai 2008, les actionnaires de SunPower ont approuvé une augmentation annuelle automatique des attributions d'actions du plan 2005, avec prise d'effet en 2009. L'augmentation annuelle automatique du nombre d'actions est égale au minimum entre 3% de toutes les actions ordinaires existantes le dernier jour du trimestre précédent, 6 millions d'actions et un nombre d'actions décidé par le Conseil d'administration de SunPower. Au 28 décembre 2014, approximativement 8,0 millions d'actions au titre du plan 2005 pouvaient être attribuées. En 2014, le Conseil d'administration de SunPower a décidé de ne pas procéder à l'augmentation annuelle de 3% du début de l'exercice 2015. Aucune nouvelle attribution n'a été approuvée par le Conseil d'administration de SunPower sur l'exercice 2014. Aucune nouvelle attribution n'a été décidée pour le plan 1996 et pour le plan PowerLight.

Les options sur actions qualifiées (« incentive ») ne peuvent être attribuées avec un prix d'exercice inférieur à la juste valeur des actions ordinaires le jour de l'attribution. Les options sur actions non-qualifiées (« non-statutory ») et les options avec règlements en espèces (« stock appreciation rights ») ne peuvent être attribuées avec un prix d'exercice inférieur à 85% de la juste valeur des actions ordinaires le jour de l'attribution. Le Conseil d'administration de SunPower décide des périodes d'exercice des options et des droits, cependant les options sont en général exerçables dans un délai de dix ans. Pour les plans 1996 et 2005, les options sont acquises chaque mois au-delà de la première année pendant une période de cinq ans. Pour le plan PowerLight, les options sont acquises chaque année pendant une période de cinq ans. Pour le plan 2005, les actions gratuites et les droits à actions gratuites sont acquis pendant une période de trois ans à raison d'un tiers par année.

La majorité des actions émises sont nettes des montants minimums retenus par SunPower pour satisfaire les obligations fiscales de ses employés. En 2014, 2013 et 2012, SunPower a retenu respectivement 1 738 625, 1 329 140 et 905 953 actions à ce titre et a réglé en espèces ces retenues aux autorités fiscales. Les actions retenues

sont traitées en comptabilité comme des actions rachetées et diminuent le nombre d'actions en circulation jusqu'à l'attribution définitive.

Le tableau suivant résume les options sur actions :

	<i>Options existantes sur actions</i>			
	Nombre d'actions (en milliers)	Prix moyen pondéré d'exercice par action (en dollars)	Durée résiduelle moyenne pondérée (en années)	Valeur intrinsèque agrégée (en milliers de dollars)
Existantes et exerçables au 28 décembre 2014	210	41,44	2,51	1 036

La valeur intrinsèque des options exercées en 2014, 2013 et 2012 était respectivement de 2,4 millions de dollars, 0,8 million de dollars et 0,1 million de dollars. Aucune option n'a été attribuée en 2014, 2013 et 2012.

La valeur intrinsèque agrégée représente la valeur totale intrinsèque avant impôt, calculée à partir du cours de clôture de l'action au 28 décembre 2014, soit 26,32 dollars, qui aurait été reçue par les bénéficiaires exerçant l'ensemble des options à cette date. Le nombre total d'options dans la monnaie était de 0,1 million au 28 décembre 2014.

Le tableau suivant résume les mouvements sur les options sur actions, actions gratuites et droits à actions gratuites en attente d'attribution définitive :

	<i>Stock-options</i>		<i>Actions gratuites et droits aux actions gratuites</i>	
	Nombre d'actions (en milliers)	Prix moyen pondéré d'exercice par action (en dollars)	Nombre d'actions (en milliers)	Juste valeur moyenne pondérée par action à la date d'attribution (en dollars) ^(a)
En circulation au 1er janvier 2012	43	48,33	7 370	13,25
Attribuées	-	-	5 638	5,93
Attribuées définitivement ^(b)	(30)	57,79	(2 845)	13,94
Echues	(13)	24,72	(1 587)	11,52
En circulation au 30 décembre 2012	-	-	8 576	8,53
Attribuées	-	-	5 607	15,88
Attribuées définitivement ^(b)	-	-	(3 583)	9,48
Echues	-	-	(1 008)	10,10
En circulation au 29 décembre 2013	-	-	9 592	12,26
Attribuées	-	-	2 187	31,80
Attribuées définitivement ^(b)	-	-	(4 432)	11,61
Echues	-	-	(792)	15,00
En circulation au 28 décembre 2014	-	-	6 555	18,88

(a) La société estime la juste valeur des droits aux actions gratuites comme étant son cours de bourse à la date d'attribution.

(b) Les actions gratuites et les droits aux actions gratuites attribués définitivement incluent les actions retenues pour le compte des employés afin de satisfaire leurs obligations fiscales.

E) Charge liée aux paiements en actions

Le montant de la charge liée aux paiements en actions au titre de l'exercice 2014 s'élève à 194 millions de dollars avant impôt et se décompose de la manière suivante :

- 114 millions de dollars au titre des plans d'attribution gratuite d'actions TOTAL ;
- 80 millions de dollars au titre des plans de SunPower.

Le montant de la charge liée aux paiements en actions au titre de l'exercice 2013 s'élevait à 287 millions de dollars avant impôt et se décomposait de la manière suivante :

- 4 millions de dollars au titre des plans de souscription d'actions TOTAL ;
- 170 millions de dollars au titre des plans d'attribution gratuite d'actions TOTAL ;

- 98 millions de dollars au titre des plans de SunPower ;
- 14 millions de dollars au titre de l'augmentation du capital réservée aux salariés (voir note 17).

Le montant de la charge liée aux paiements en actions au titre de l'exercice 2012 s'élevait à 191 millions de dollars avant impôt et se décomposait de la manière suivante :

- 17 millions de dollars au titre des plans de souscription d'actions TOTAL ;
- 171 millions de dollars au titre des plans d'attribution gratuite d'actions TOTAL ;
- 3 millions de dollars au titre des plans de SunPower.

En 2012, 2013 et 2014 aucun nouveau plan de distribution d'options de souscription d'actions ou d'achat d'actions Total n'a été décidé.

La charge liée aux augmentations de capital réservées aux salariés est diminuée d'une décote pour tenir compte de l'incessibilité pendant une période de cinq ans des actions susceptibles d'être souscrites. La méthode de valorisation de l'incessibilité repose sur le coût d'une stratégie en deux étapes, qui consiste à vendre à terme les actions incessibles à cinq ans et à acheter un même nombre d'actions au comptant, en finançant cet achat par un prêt remboursable *in fine*.

L'Assemblée Générale Mixte du 11 mai 2012 a délégué au Conseil d'Administration, dans sa dix-septième résolution, la compétence de procéder en une ou plusieurs fois dans un délai maximum de vingt-six mois à une augmentation de capital réservée aux salariés adhérant à un plan d'épargne entreprise.

Cette même Assemblée Générale a également délégué au Conseil d'Administration les pouvoirs à l'effet de procéder en une ou plusieurs fois dans un délai maximum de dix-huit mois à une augmentation de capital réservée, ayant pour objet de donner aux salariés de filiales étrangères des avantages comparables à ceux dont bénéficient les salariés concernés par la dix-septième résolution.

Dans le cadre de ces délégations, le Conseil d'Administration du 18 septembre 2012 a décidé une augmentation de capital réservée aux salariés comprenant une formule de souscription classique et une formule à effet de levier au choix des salariés, dans la limite de 18 millions d'actions portant jouissance au 1er janvier 2012. Cette augmentation de capital a donné lieu à la souscription de 10 802 215 actions d'un nominal de 2,50 euros au prix unitaire de 30,70 euros, dont la création a été constatée le 25 avril 2013.

La charge liée à l'augmentation de capital réservée aux salariés se décompose en une charge liée à la décote sur l'ensemble des actions souscrites au titre des formules classique et à effet de levier, à laquelle s'ajoute une charge liée au gain d'opportunité sur les actions souscrites au titre de l'offre à effet de levier. Ce gain d'opportunité correspond à l'avantage dont bénéficierait un salarié en choisissant la formule à effet de levier, plutôt qu'en reproduisant le même profil économique par le biais d'achats d'options cotées sur le marché des particuliers.

La charge globale est diminuée du coût de l'incessibilité pendant une période de cinq ans des actions susceptibles d'être souscrites, dont la valorisation repose sur le coût d'une stratégie en deux étapes, qui consiste à vendre à terme les actions incessibles à cinq ans et à acheter un même nombre d'actions au comptant, en finançant cet achat par un prêt remboursable *in fine*.

Au titre de l'exercice 2013, les principales hypothèses retenues pour la valorisation du coût de l'augmentation de capital réservée aux salariés pour les formules classiques et à effet de levier étaient les suivantes :

Exercice	2013
Date du Conseil d'administration ayant décidé l'émission	18 septembre 2012
Prix de souscription (euros) ^(a)	30,70
Cours de référence (euros) ^(b)	39,57
Nombre d'actions (en millions)	10,80
Taux d'intérêt sans risque (%) ^(c)	0,88
Taux de financement des salariés (%) ^(d)	6,97
Coût de l'incessibilité (en % du cours de référence)	22,1

(a) Moyenne des cours de clôture de l'action TOTAL lors des vingt séances de bourse précédant le 14 mars 2013, date à laquelle le Président-Directeur Général a fixé la période de souscription, diminuée d'une décote de 20%.

(b) Cours le 14 mars 2013, date à laquelle le Président-Directeur Général a fixé la période de souscription.

(c) Taux de swap euro zéro coupon à 5 ans.

(d) Le taux de financement des salariés est issu des taux de crédit à la consommation pour une durée de cinq ans.

Une charge de 14,1 millions de dollars liée à l'augmentation de capital réservée aux salariés a été comptabilisée au titre de l'exercice 2013.

L'Assemblée Générale Mixte du 16 mai 2014 a délégué au Conseil d'Administration, dans sa quatorzième résolution, la compétence de procéder en une ou plusieurs fois dans un délai maximum de vingt-six mois à une augmentation de capital réservée aux salariés adhérant à un plan d'épargne entreprise.

Cette même Assemblée Générale a également délégué au Conseil d'Administration, dans sa quinzième résolution, les pouvoirs à l'effet de procéder en une ou plusieurs fois dans un délai maximum de dix-huit mois à une augmentation de capital réservée, ayant pour objet de donner aux salariés de filiales étrangères des avantages comparables à ceux dont bénéficient les salariés concernés par la quatorzième résolution.

Dans le cadre de ces délégations, le Conseil d'Administration du 29 juillet 2014 a décidé une augmentation de capital réservée aux salariés comprenant une formule de souscription classique et une formule à effet de levier au choix des salariés, dans la limite de 18 millions d'actions portant jouissance au 1er janvier 2014. Tous pouvoirs ont également été délégués au Directeur Général afin de fixer les dates d'ouverture et de clôture de la période de souscription ainsi que le prix de souscription des actions. Cette augmentation de capital, ouverte en 2014, devrait être clôturée avant l'assemblée générale de 2015.

26) Effectifs du Groupe et charges de personnel

Exercice	2014	2013	2012
Charges de personnel (en millions de dollars)			
Salaires et traitements (y compris charges sociales)	9 690	9 424	9 167
Effectifs du Groupe			
<i>France</i>			
• Encadrement	11 477	11 189	11 347
• Autres personnels	21 120	22 010	23 656
<i>Étranger</i>			
• Encadrement	17 794	17 338	16 307
• Autres personnels	49 916	48 262	45 816
Total	100 307	98 799	97 126

Les effectifs comprennent uniquement ceux des entreprises consolidées globalement.

27) Tableau de flux de trésorerie

A) Flux de trésorerie d'exploitation

Le tableau suivant donne des informations complémentaires sur des montants encaissés et décaissés du flux de trésorerie d'exploitation.

Exercice (en millions de dollars)	2014	2013	2012
Intérêts payés	(789)	(715)	(892)
Intérêts perçus	119	76	94
Impôts sur les bénéfices courants décaissés ^(a)	(11 374)	(13 708)	(16 788)
Dividendes reçus	2 992	2 798	3 108

(a) Ces montants incluent les impôts payés en nature dans le cadre des contrats de partage de production dans l'Exploration-Production.

La variation du besoin en fond de roulement s'analyse comme suit :

Exercice (en millions de dollars)	2014	2013	2012
Valeurs d'exploitation	5 289	1 079	478
Créances clients et comptes rattachés	5 916	3 181	986
Autres créances	(1 605)	(1 678)	(291)
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	(4 531)	174	443
Autres créditeurs et dettes diverses	(589)	(231)	(224)
Montant net	4 480	2 525	1 392

B) Flux de trésorerie de financement

La variation de l'endettement financier non courant, présentée pour sa valeur nette en raison de l'importance des mouvements dus aux tirages multiples sur les lignes de crédit *revolving*, peut être analysée de la manière suivante :

Exercice (en millions de dollars)	2014	2013	2012
Augmentation de l'endettement non courant	15 874	11 221	7 114
Remboursement de l'endettement non courant	(88)	(119)	(334)
Montant net	15 786	11 102	6 780

C) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se décomposent de la manière suivante :

Exercice (en millions de dollars)	2014	2013	2012
Trésorerie	13 874	12 895	8 183
Équivalents de trésorerie	11 307	7 305	12 226
Total	25 181	20 200	20 409

Les équivalents de trésorerie sont principalement composés des dépôts à moins de trois mois auprès d'institutions étatiques ou banques de dépôt déterminées avec des critères de sélection stricts.

28) Analyse des actifs et passifs financiers par catégorie d'instruments et par stratégie

Les actifs et passifs financiers compris dans les rubriques de bilan sont les suivants :

Au 31 décembre 2014 (en millions de dollars)	Instruments financiers liés aux activités de financement et opérationnelles						Autres instruments financiers	Total	Juste valeur
	Coût amorti	Juste valeur							
		Disponibles à la vente ^(a)	Détenus à des fins de transaction	Dette financière ^(b)	Couverture de la dette financière	Couverture de flux futurs			
ACTIF / (PASSIF)									
Sociétés mises en équivalence - prêts	4 626	-	-	-	-	-	-	4 626	
Autres titres	-	1 399	-	-	-	-	-	1 399	
Instruments de couverture des dettes financières non courantes	-	-	-	1 084	235	-	-	1 319	
Autres actifs non courants	3 326	-	-	-	-	-	-	3 326	
Clients et comptes rattachés ^(c)	-	-	-	-	-	-	15 704	15 704	
Autres créances d'exploitation	-	-	2 502	-	-	7	8 283	10 792	
Actifs financiers courants	469	-	384	-	460	-	-	1 293	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	-	-	-	-	-	25 181	25 181	
Total actifs financiers	8 421	1 399	2 866	-	1 544	242	49 168	63 640	
Total actifs non financiers	-	-	-	-	-	-	-	166 158	
Total actifs	-	-	-	-	-	-	-	229 798	
Dettes financières non courantes	(7 179)	-	-	(37 355)	(944)	(3)	-	(45 481)	
Fournisseurs et comptes rattachés ^(c)	-	-	-	-	-	-	(24 150)	(24 150)	
Autres dettes d'exploitation	-	-	(1 073)	-	-	(4)	(6 858)	(7 935)	
Dettes financières courantes	(6 241)	-	-	(4 701)	-	-	-	(10 942)	
Autres passifs financiers courants	-	-	(47)	-	(133)	-	-	(180)	
Total passifs financiers	(13 420)	-	(1 120)	(42 056)	(1 077)	(7)	(31 008)	(68 688)	
Total passifs non financiers	-	-	-	-	-	-	-	(141 110)	
Total passifs	-	-	-	-	-	-	-	(229 798)	

- (a) Les titres disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur à l'exception des titres non cotés (voir les notes 1 M(ii) et 13 de l'annexe aux comptes consolidés).
- (b) La dette financière est ajustée de la valeur des risques couverts (change et taux) dans le cadre de la relation de couverture de juste valeur (voir la note 1 M(iii) de l'annexe aux comptes consolidés).
- (c) L'effet des compensations sur les clients et comptes rattachés est de (1 970) millions de dollars et de 1 970 millions de dollars sur les fournisseurs et comptes rattachés.

Au 31 décembre 2013 (en millions de dollars)	Instruments financiers liés aux activités de financement de trading						Autres instruments financiers	Total	Juste valeur
	Coût amorti	Juste valeur							
		Disponibles à la vente ^(a)	Détenus à des fins de transaction	Dette financière ^(b)	Couverture de la dette financière	Couverture de flux futurs			
ACTIF / (PASSIF)									
Sociétés mises en équivalence - prêts	3 554	-	-	-	-	-	-	3 554	
Autres titres	-	1 666	-	-	-	-	-	1 666	
Instruments de couverture des dettes financières non courantes	-	-	-	1 204	214	-	-	1 418	
Autres actifs non courants	3 575	-	-	-	-	-	-	3 575	
Clients et comptes rattachés ^(c)	-	-	-	-	-	-	23 422	23 422	
Autres créances d'exploitation	-	-	1 278	-	-	-	6 639	9 917	
Actifs financiers courants	161	-	108	-	469	1	-	739	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	-	-	-	-	-	20 200	20 200	
Total actifs financiers	7 290	1 666	1 386	-	1 673	215	52 261	64 491	
Total actifs non financiers	-	-	-	-	-	-	-	174 732	
Total actifs	-	-	-	-	-	-	-	239 223	
Dettes financières non courantes	(6 985)	-	-	(27 264)	(325)	-	-	(34 574)	
Fournisseurs et comptes rattachés ^(c)	-	-	-	-	-	-	(30 282)	(30 282)	
Autres dettes d'exploitation	-	-	(848)	-	-	(26)	(7 317)	(8 191)	
Dettes financières courantes	(5 901)	-	-	(5 292)	-	-	-	(11 193)	
Autres passifs financiers courants	-	-	(81)	-	(314)	(8)	-	(381)	
Total passifs financiers	(12 886)	-	(909)	(32 556)	(639)	(32)	(37 599)	(85 448)	
Total passifs non financiers	-	-	-	-	-	-	-	(154 602)	
Total passifs	-	-	-	-	-	-	-	(239 223)	

- (a) Les titres disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur à l'exception des titres non cotés (voir les notes 1 M(ii) et 13 de l'annexe aux comptes consolidés).
- (b) La dette financière est ajustée de la valeur des risques couverts (change et taux) dans le cadre de la relation de couverture de juste valeur (voir la note 1M(iii) de l'annexe aux comptes consolidés).
- (c) L'effet des compensations sur les clients et comptes rattachés est de (3 458) millions de dollars et de 3 458 millions de dollars sur les fournisseurs et comptes rattachés.

Au 31 décembre 2012 (en millions de dollars)	Instruments financiers liés aux activités de financement de trading						Autres instruments financiers	Total	Juste valeur
	Coût amorti	Juste valeur					Couverture d'investissement net et autres		
		Disponibles à la vente ^(a)	Détenus à des fins de transaction	Dette financière ^(b)	Couverture de la dette financière	Couverture de flux futurs			
ACTIF / (PASSIF)									
Sociétés mises en équivalence prêts	3 114	-	-	-	-	-	-	3 114	3 114
Autres titres	-	1 571	-	-	-	-	-	1 571	1 571
Instruments de couverture des dettes financières non courantes	-	-	-	2 086	79	-	-	2 145	2 145
Autres actifs non courants	2 912	-	-	-	-	-	-	2 912	2 912
Clients et comptes rattachés ^(c)	-	-	-	-	-	-	25 339	25 339	25 339
Autres créances d'exploitation	-	-	899	-	-	-	7 227	8 126	8 126
Actifs financiers courants	1 442	-	50	568	1	-	-	2 061	2 061
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	-	-	-	-	-	20 409	20 409	20 409
Total actifs financiers	7 468	1 571	949	2 634	80	-	52 975	65 677	65 677
Total actifs non financiers	-	-	-	-	-	-	-	160 209	-
Total actifs	-	-	-	-	-	-	-	225 886	-
Dettes financières non courantes	(6 712)	-	-	(22 866)	(14)	-	-	(29 392)	(29 651)
Fournisseurs et comptes rattachés ^(c)	-	-	-	-	-	-	(28 563)	(28 563)	(28 563)
Autres dettes d'exploitation	-	-	(602)	-	-	(13)	(7 169)	(7 784)	(7 784)
Dettes financières courantes	(8 955)	-	-	(5 580)	-	-	-	(14 535)	(14 535)
Autres passifs financiers courants	-	-	(116)	-	(111)	(5)	-	(232)	(232)
Total passifs financiers	(15 667)	-	(718)	(28 246)	(125)	(18)	(35 732)	(80 506)	(80 765)
Total passifs non financiers	-	-	-	-	-	-	-	(145 380)	-
Total passifs	-	-	-	-	-	-	-	(225 886)	-

- (a) Les titres disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur à l'exception des titres non cotés (voir les notes 1 M(ii) et 13 de l'annexe aux comptes consolidés).
- (b) La dette financière est ajustée de la valeur des risques couverts (change et taux) dans le cadre de la relation de couverture de juste valeur (voir la note 1 M(iii) de l'annexe aux comptes consolidés).
- (c) L'effet des compensations sur les clients et comptes rattachés est de (1 428) millions de dollars et de 1 428 millions de dollars sur les fournisseurs et comptes rattachés.

29) Instruments financiers hors dérivés d'énergie

A) Impact en résultat par nature d'instruments financiers

Actifs et passifs opérationnels

L'effet en résultat des actifs et passifs opérationnels est le suivant :

Exercice

(en millions de dollars)	2014	2013	2012
Actifs disponibles à la vente (Autres titres) :			
- revenus des participations	282	202	286
- résultat de cession	13	149	661
- autres	(84)	(94)	(77)
Prêts et créances	9	106	(26)
Impact sur le résultat opérationnel net	220	363	844

L'effet en résultat comprend principalement :

- les dividendes et les résultats de cession des titres classés dans la rubrique « Autres titres » ;
- les produits financiers et les dépréciations au titre des prêts aux sociétés mises en équivalence, aux sociétés non consolidées et des créances classés dans la rubrique « Prêts et créances ».

Actifs et passifs liés aux activités de financement

L'effet en résultat des actifs et passifs liés aux activités de financement est le suivant :

Exercice (en millions de dollars)	2014	2013	2012
Prêts et créances	135	94	102
Passifs de financement et instruments de couverture associés	(750)	(899)	(868)
Couverture de juste valeur (inefficacité)	2	9	5
Actifs et passifs détenus à des fins de transaction	(27)	(8)	26
Impact sur le coût de la dette nette	(640)	(804)	(735)

L'effet en résultat comprend principalement :

- les produits financiers de la trésorerie, des équivalents de trésorerie, des actifs financiers courants (notamment dépôts à plus de trois mois) classés dans la rubrique « Prêts et créances » ;
- les frais financiers du financement long terme des filiales et les instruments de couverture adossés (hors inefficacité de la couverture détaillée ci-dessous) ainsi que les frais financiers du financement court terme classés dans la rubrique « Passifs de financement et instruments de couverture associés » ;
- l'inefficacité de la couverture des emprunts obligataires ;
- les produits financiers, les charges financières et la réévaluation de juste valeur des instruments dérivés court terme de gestion de la trésorerie classés dans la rubrique « Actifs et passifs détenus à des fins de transaction ».

Les instruments financiers dérivés court terme de gestion de la trésorerie (taux et change) sont considérés comme utilisés à des fins de transaction. En effet, du fait des modalités pratiques d'identification de ces instruments, le Groupe n'a pas jugé approprié de mettre en œuvre une comptabilité de couverture. L'effet en résultat de ces instruments dérivés est compensé par celui des prêts et dettes financières courantes auxquels ils se rattachent. Ainsi, l'impact de ces transactions appréhendées globalement n'apparaît pas comme significatif sur les comptes consolidés.

B) Impact des stratégies de couverture

Couverture de la dette financière (*fair value hedge*)

L'impact en résultat des instruments de couverture adossés aux emprunts obligataires, comptabilisé dans la rubrique du compte de résultat consolidé « Coût de l'endettement financier brut », se décompose de la manière suivante :

Exercice (en millions de dollars)	2014	2013	2012
Effet de la réévaluation des emprunts obligataires	443	1 428	412
Swaps de couverture des emprunts obligataires	(441)	(1 419)	(407)
Inefficacité de la couverture de juste valeur	2	9	5

L'inefficacité n'est pas représentative de la performance du Groupe compte tenu de l'objectif de conduire les *swaps* à leur terme. La part court terme de la valorisation des *swaps* ne fait pas l'objet d'une gestion active.

Instruments qualifiés de couverture d'investissements nets en devise (*net investment hedge*)

Ils sont comptabilisés directement en résultat global dans la rubrique « Écart de conversion ». Les variations de l'exercice sont détaillées dans le tableau suivant :

Exercice (en millions de dollars)	Au 1 ^{er} janvier	Entrées	Sorties	Au 31 décembre
2014	(367)	(144)	-	(511)
2013	(384)	17	-	(367)
2012	(135)	(249)	-	(384)

Aux 31 décembre 2014, 2013 et 2012 le Groupe n'a pas de contrats à terme non dénoués au titre de ces couvertures.

Instruments financiers détenus dans le cadre de couverture de flux futurs (cash flow hedge)

L'impact en résultat et en capitaux propres des instruments financiers de couverture, qualifiés de couverture de flux futurs, se décompose de la manière suivante :

Exercice

(en millions de dollars)	2014	2013	2012
Profit (Perte) comptabilisé en capitaux propres au cours de la période	97	156	83
Montant repris des capitaux propres et comptabilisé en résultat de la période	(295)	86	112

Aux 31 décembre 2014, 2013 et 2012, le montant de l'inefficacité de ces instruments financiers est nul.

C) Échéancier des instruments dérivés

L'échéancier des montants notionnels des instruments dérivés hors énergie est présenté dans le tableau suivant :

Au 31 décembre 2014 (en millions de dollars) Actif / (Passif)	Juste valeur	Montant notionnel ^(a)						
		Total	2015	2016	2017	2018	2019	2020 et après
Instruments détenus à des fins de couverture de bilan								
Swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (passif)	(944)	21 546	-	-	-	-	-	-
Swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (actif)	1 084	14 946	-	-	-	-	-	-
Total swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (actif et passif)	140	36 492	-	3 505	4 490	5 018	3 255	20 224
Swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (part à moins d'un an) (passif)	(133)	1 004	-	-	-	-	-	-
Swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (part à moins d'un an) (actif)	460	4 163	-	-	-	-	-	-
Total swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (part à moins d'un an) (actif et passif)	327	5 167	5 167	-	-	-	-	-
Instruments détenus à des fins de couverture de flux futurs								
Swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (passif)	(3)	247	-	-	-	-	-	-
Swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (actif)	235	2 224	-	-	-	-	-	-
Total swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (actif et passif)	232	2 468	-	-	-	-	969	1 499
Swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (part à moins d'un an) (passif)	-	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (part à moins d'un an) (actif)	-	-	-	-	-	-	-	-
Total swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (part à moins d'un an) (actif et passif)	-	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de couverture d'investissements (passif)	(4)	45	-	-	-	-	-	-
Swaps de couverture d'investissements (actif)	7	146	-	-	-	-	-	-
Total swaps de couverture d'investissements (actif et passif)	3	191	191	-	-	-	-	-
Instruments détenus à des fins de couverture d'investissements nets								
Change à terme (actif)	-	-	-	-	-	-	-	-
Change à terme (passif)	-	-	-	-	-	-	-	-
Total change à terme détenus à des fins de couverture d'investissements nets	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments détenus à des fins de transaction								
Autres swaps de taux (actif)	10	14 537	-	-	-	-	-	-
Autres swaps de taux (passif)	(8)	11 443	-	-	-	-	-	-
Total autres swaps de taux (actif et passif)	2	25 980	25 720	109	83	68	-	-
Change à terme (actif)	354	14 584	-	-	-	-	-	-
Change à terme (passif)	(30)	1 970	-	-	-	-	-	-
Total change à terme (actif et passif)	315	16 554	16 106	308	89	45	1	5

(a) Ces montants fixent le niveau d'engagement notionnel sans être représentatifs d'une perte ou d'un gain latent.

Au 31 décembre 2012
(en millions de dollars)

Actif / (Passif)	Juste valeur	Montant notionnel ^(a)					
		Total	2013	2014	2015	2016	2017 2018 et après
Instruments détenus à des fins de couverture de bilan							
Swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (passif)	(14)	2 292	-	-	-	-	-
Swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (actif)	2 066	20 359	-	-	-	-	-
Total swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (actif et passif)	2 052	22 651	-	5 548	4 667	2 768	4 057 5 611
Swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (part à moins d'un an) (passif)	(111)	780	-	-	-	-	-
Swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (part à moins d'un an) (actif)	568	4 768	-	-	-	-	-
Total swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (part à moins d'un an) (actif et passif)	457	5 548	5 548	-	-	-	-
Instruments détenus à des fins de couverture de flux futurs							
Swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (passif)	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (actif)	79	2 221	-	-	-	-	-
Total swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (actif et passif)	79	2 221	-	-	-	-	2 221
Swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (part à moins d'un an) (passif)	(5)	195	-	-	-	-	-
Swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (part à moins d'un an) (actif)	1	25	-	-	-	-	-
Total swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (part à moins d'un an) (actif et passif)	(4)	220	220	-	-	-	-
Swaps de couverture d'investissements (passif)	(13)	683	-	-	-	-	-
Swaps de couverture d'investissements (actif)	-	-	-	-	-	-	-
Total swaps de couverture d'investissements (actif et passif)	(13)	683	481	186	16	-	-
Instruments détenus à des fins de couverture d'investissements nets							
Change à terme (actif)	-	-	-	-	-	-	-
Change à terme (passif)	-	-	-	-	-	-	-
Total change à terme détenus à des fins de couverture d'investissements nets	-	-	-	-	-	-	-
Instruments détenus à des fins de transaction							
Autres swaps de taux (actif)	3	14 568	-	-	-	-	-
Autres swaps de taux (passif)	(3)	12 328	-	-	-	-	-
Total autres swaps de taux (actif et passif)	-	26 896	26 339	175	116	112	84 70
Change à terme (actif)	47	6 291	-	-	-	-	-
Change à terme (passif)	(113)	16 128	-	-	-	-	-
Total change à terme (actif et passif)	(66)	22 419	22 135	245	(20)	21	21 17

(a) Ces montants fixent le niveau d'engagement notionnel sans être représentatifs d'une perte ou d'un gain latent.

D) Hiérarchie des justes valeurs

Les justes valeurs des instruments financiers hors dérivés d'énergie sont hiérarchisées de la manière suivante :

Au 31 décembre 2014 (en millions de dollars)	Prix cotés sur un marché actif pour des actifs identiques (niveau 1)	Prix basés sur des données observables (niveau 2)	Prix basés sur des données non observables (niveau 3)	Total
Instruments détenus à des fins de couverture de bilan	-	467	-	467
Instruments détenus à des fins de couverture de flux futurs	-	235	-	235
Instruments détenus à des fins de couverture d'investissements nets	-	-	-	-
Instruments détenus à des fins de transaction	-	317	-	317
Actifs disponibles à la vente	84	-	-	84
Total	84	1 019	-	1 103

Au 31 décembre 2013 (en millions de dollars)	Prix cotés sur un marché actif pour des actifs identiques (niveau 1)	Prix basés sur des données observables (niveau 2)	Prix basés sur des données non observables (niveau 3)	Total
Instruments détenus à des fins de couverture de bilan	-	1 034	-	1 034
Instruments détenus à des fins de couverture de flux futurs	-	183	-	183
Instruments détenus à des fins de couverture d'investissements nets	-	-	-	-
Instruments détenus à des fins de transaction	-	47	-	47
Actifs disponibles à la vente	160	-	-	160
Total	160	1 264	-	1 424

Au 31 décembre 2012 (en millions de dollars)	Prix cotés sur un marché actif pour des actifs identiques (niveau 1)	Prix basés sur des données observables (niveau 2)	Prix basés sur des données non observables (niveau 3)	Total
Instruments détenus à des fins de couverture de bilan	-	2 509	-	2 509
Instruments détenus à des fins de couverture de flux futurs	-	62	-	62
Instruments détenus à des fins de couverture d'investissements nets	-	-	-	-
Instruments détenus à des fins de transaction	-	(66)	-	(66)
Actifs disponibles à la vente	121	-	-	121
Total	121	2 505	-	2 626

La description des différents niveaux de juste valeur est présentée dans la note 1 M(v) de l'annexe aux comptes consolidés.

30) Instruments dérivés d'énergie et assimilés, swaps de taux de fret

Les instruments dérivés liés aux activités du pétrole, du gaz et de l'électricité ainsi que les instruments dérivés de change associés sont comptabilisés pour leur juste valeur dans les rubriques « Autres créances » ou « Autres créditeurs et dettes diverses » suivant qu'il s'agit de positions actives ou passives.

Au 31 décembre 2014

(en millions de dollars)

Actif / (Passif)	Valeur brute avant compensation - actifs	Valeur brute avant compensation - passifs	Montants compensés - actifs ^(c)	Montants compensés - passifs ^(c)	Valeur nette présentées au bilan - actifs	Valeur nette présentées au bilan - passifs	Autres montants non compensés	Valeur nette comptable	Juste valeur ^(b)
Activités pétrole brut, produits pétroliers et taux de fret									
Swaps de pétrole brut et de produits pétroliers	1 505	(465)	(384)	384	1 121	(81)	-	1 040	1 040
Swaps de taux de fret	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Forwards ^(a)	168	(197)	(56)	56	112	(141)	-	(29)	(29)
Options	928	(1 224)	(790)	790	138	(434)	-	(296)	(296)
Futures	5	-	-	-	5	-	-	5	5
Options sur futures	307	(130)	(130)	130	177	-	-	177	177
Autres/Collatéral	-	-	-	-	-	-	(505)	(505)	(505)
Total pétrole brut, produits pétroliers et taux de fret	2 913	(2 016)	(1 360)	1 360	1 553	(656)	(505)	392	392
Activités Gas & Power									
Swaps	138	(41)	(19)	19	119	(22)	-	97	97
Forwards ^(a)	1 110	(671)	(278)	278	832	(393)	-	439	439
Options	5	(9)	(7)	7	(2)	(2)	-	(4)	(4)
Futures	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres/Collatéral	-	-	-	-	-	-	(89)	(89)	(89)
Total Gas & Power	1 253	(721)	(304)	304	949	(417)	(89)	443	443
Total	4 166	(2 737)	(1 664)	1 664	2 502	(1 073)	(594)	835	835
Montant de juste valeur non reconnue au bilan									-

(a) Forwards : les contrats physiques sont assimilés à des instruments dérivés d'énergie et figurent dans les montants présentés.

(b) Lorsque la juste valeur des instruments dérivés cotés sur un marché organisé (futures, options sur futures et swaps) est présentée nette de l'appel de marge reçu ou versé au bilan du Groupe, cette juste valeur est mise à zéro.

(c) Montants compensés conformément à la norme IAS 32.

Au 31 décembre 2013

(en millions de dollars)

Actif / (Passif)	Valeur brute avant compensation - actifs	Valeur brute avant compensation - passifs	Montants compensés - actifs ^(c)	Montants compensés - passifs ^(c)	Valeur nette présentées au bilan - actifs	Valeur nette présentées au bilan - passifs	Autres montants non compensés	Valeur nette comptable	Juste valeur ^(b)
Activités pétrole brut, produits pétroliers et taux de fret									
Swaps de pétrole brut et de produits pétroliers	94	(204)	(79)	79	15	(125)	-	(110)	(110)
Swaps de taux de fret	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Forwards ^(a)	58	(57)	(8)	8	50	(49)	-	1	1
Options	198	(234)	(62)	62	136	(172)	-	(36)	(36)
Futures	7	(1)	-	-	7	(1)	-	6	6
Options sur futures	68	(57)	(57)	57	11	-	-	11	11
Autres/Collateral	-	-	-	-	-	-	96	96	96
Total pétrole brut, produits pétroliers et taux de fret	425	(553)	(206)	206	219	(347)	96	(32)	(32)
Activités Gas & Power									
Swaps	69	(21)	(11)	11	58	(10)	-	48	48
Forwards ^(a)	1 052	(530)	(40)	40	1 012	(490)	-	522	522
Options	-	(12)	(11)	11	(11)	(1)	-	(12)	(12)
Futures	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres/Collateral	-	-	-	-	-	-	16	16	16
Total Gas & Power	1 121	(563)	(62)	62	1 059	(501)	16	574	574
Total	1 546	(1 116)	(268)	268	1 278	(848)	112	542	542
Montant de juste valeur non reconnue au bilan									-

(a) Forwards : les contrats physiques sont assimilés à des instruments dérivés d'énergie et figurent dans les montants présentés.

(b) Lorsque la juste valeur des instruments dérivés cotés sur un marché organisé (futures, options sur futures et swaps) est présentée nette de l'appel de marge reçu ou versé au bilan du Groupe, cette juste valeur est mise à zéro.

(c) Montants compensés conformément à la norme IAS 32.

Au 31 décembre 2012

(en millions de dollars)

Actif / (Passif)	Valeur brute avant compensation - actifs	Valeur brute avant compensation - passifs	Montants compensés - actifs ^(c)	Montants compensés - passifs ^(c)	Valeur nette présentées au bilan - actifs	Valeur nette présentées au bilan - passifs	Autres montants non compensés	Valeur nette comptable	Juste valeur ^(b)
Activités pétrole brut, produits pétroliers et taux de fret									
Swaps de pétrole brut et de produits pétroliers	188	(222)	(119)	119	69	(103)	-	(34)	(34)
Swaps de taux de fret	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Forwards ^(a)	9	(12)	(4)	4	5	(8)	-	(3)	(3)
Options	305	(329)	(298)	298	7	(31)	-	(24)	(24)
Futures	-	(8)	-	-	-	(8)	-	(8)	(8)
Options sur futures	85	(78)	(78)	78	7	-	-	7	7
Autres/Collateral	-	-	-	-	-	-	29	29	29
Total pétrole brut, produits pétroliers et taux de fret	587	(649)	(499)	499	88	(150)	29	(33)	(33)
Activités Gas & Power									
Swaps	71	(93)	(57)	57	14	(36)	-	(22)	(22)
Forwards ^(a)	860	(476)	(63)	63	797	(413)	-	384	384
Options	15	(18)	(15)	15	-	(3)	-	(3)	(3)
Futures	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres/Collateral	-	-	-	-	-	-	41	41	41
Total Gas & Power	946	(587)	(135)	135	811	(452)	41	400	400
Total	1 533	(1 236)	(634)	634	899	(602)	70	367	367
Montant de juste valeur non reconnue au bilan									-

(a) Forwards : les contrats physiques sont assimilés à des instruments dérivés d'énergie et figurent dans les montants présentés.

(b) Lorsque la juste valeur des instruments dérivés cotés sur un marché organisé (futures, options sur futures et swaps) est présentée nette de l'appel de marge reçu ou versé au bilan du Groupe, cette juste valeur est mise à zéro.

(c) Montants compensés conformément à la norme IAS 32.

Les engagements sur pétrole brut et produits raffinés ont, pour l'essentiel, une échéance courte (inférieure à un an). La maturité de la plupart des dérivés Gas & Power est inférieure à trois ans.

Les variations de la valorisation en juste valeur des instruments dérivés d'énergie s'analysent comme suit :

Exercice (en millions de dollars)	Juste valeur au 1 ^{er} janvier	Impact en résultat	Contrats dénoués	Autres	Juste valeur au 31 décembre
Activités pétrole brut, produits pétroliers et taux de fret					
2014	(128)	2 471	(1 445)	(1)	897
2013	(62)	2 266	(2 330)	(2)	(128)
2012	(48)	2 176	(2 191)	1	(62)
Activités Gas & Power					
2014	558	922	(909)	(39)	532
2013	359	624	(375)	(50)	558
2012	655	755	(1 060)	9	359

Les justes valeurs des instruments dérivés d'énergie sont hiérarchisées de la manière suivante :

Au 31 décembre 2014 (en millions de dollars)	Prix cotés sur un marché actif pour des actifs identiques (niveau 1)	Prix basés sur des données observables (niveau 2)	Prix basés sur des données non observables (niveau 3)	Total
Activités pétrole brut, produits pétroliers et taux de fret	239	658	-	897
Activités Gas & Power	92	440	-	532
Total	331	1 098	-	1 429

Au 31 décembre 2013 (en millions de dollars)	Prix cotés sur un marché actif pour des actifs identiques (niveau 1)	Prix basés sur des données observables (niveau 2)	Prix basés sur des données non observables (niveau 3)	Total
Activités pétrole brut, produits pétroliers et taux de fret	21	(149)	-	(128)
Activités Gas & Power	-	558	-	558
Total	21	409	-	430

Au 31 décembre 2012 (en millions de dollars)	Prix cotés sur un marché actif pour des actifs identiques (niveau 1)	Prix basés sur des données observables (niveau 2)	Prix basés sur des données non observables (niveau 3)	Total
Activités pétrole brut, produits pétroliers et taux de fret	7	(69)	-	(62)
Activités Gas & Power	(69)	428	-	359
Total	(62)	359	-	297

La description des différents niveaux de juste valeur est présentée dans la note 1 M(v) de l'annexe aux comptes consolidés.

31) Gestion des risques financiers

Risques relatifs aux marchés des hydrocarbures

Dans le cadre de ses activités courantes, le Groupe est conduit à intervenir largement sur les marchés afin d'optimiser l'écoulement de ses productions et l'approvisionnement de ses raffineries.

Dans son activité de négoce d'hydrocarbures, le Groupe n'a généralement pas pour politique de vendre à terme ses productions futures. Toutefois, dans le cadre de cette activité de négoce, le Groupe utilise, comme la plupart des autres sociétés pétrolières, des produits dérivés d'énergie afin d'adapter son exposition aux fluctuations des prix du pétrole brut, des produits raffinés, du gaz naturel, de l'électricité et du charbon. De même, dans le cadre de son activité de transport maritime, le Groupe utilise des produits dérivés de taux de fret afin d'adapter son exposition aux fluctuations de ceux-ci. Pour gérer ces risques, le Groupe utilise différents instruments parmi lesquels les contrats sur les marchés organisés ou sur les marchés de gré à gré tels que *futures*, *forwards*, *swaps* et options. La liste des différents dérivés détenus par TOTAL sur ces marchés est détaillée dans la note 30 de l'annexe aux comptes consolidés.

L'activité Trading & Shipping mesure son exposition au risque de marché relatif aux activités de négoce de pétrole brut, de produits raffinés et de taux de fret, c'est à dire la perte potentielle en juste valeur, en mettant en œuvre une méthode d'évaluation de « valeur en risque ». Cette technique est fondée sur un modèle de simulation historique et mesure le risque de marché découlant des variations potentielles futures de valeurs de marché sur une période d'une journée de cotation. Le calcul du montant des variations potentielles des justes valeurs prend en compte un relevé des expositions au risque à la fin de la journée et un état des mouvements de prix historiques sur les 400 derniers jours ouvrés pour tous les instruments et échéances dans les activités internationales de négoce. Les options sont systématiquement réévaluées en utilisant des modèles appropriés.

La probabilité de variation de juste valeur correspond à un intervalle de confiance de la valeur en risque de 97,5%. Cela signifie que le portefeuille n'enregistrerait une perte supérieure au montant de la valeur en risque qu'une seule fois sur une période de 40 jours ouvrés si l'exposition au risque du portefeuille restait inchangée.

Trading & Shipping : valeur en risque avec une probabilité de 97,5%

Au 31 décembre

(en millions de dollars)

	Plus élevée	Plus faible	Moyenne	Clôture
2014	12,9	3,3	7,7	5,1
2013	12,9	4,5	8,2	9,8
2012	16,1	4,9	9,5	7,2

L'activité de trading de gaz, d'électricité et de charbon met en œuvre des instruments dérivés tels que les *futures*, *forwards*, *swaps* et options, tant sur les marchés organisés que sur les marchés de gré à gré, le dénouement des transactions prenant généralement la forme de livraisons physiques. L'exposition au risque de marché, c'est-à-dire la perte potentielle en juste valeur, est évaluée en mettant en œuvre une méthode de « valeur en risque ». Cette technique est fondée sur un modèle de simulation historique et mesure le risque découlant des variations potentielles futures de valeurs de marché journalières. Le calcul du montant des variations potentielles des justes valeurs prend en compte un relevé des expositions au risque à la fin de la journée et un état des mouvements de prix historiques sur les deux années écoulées pour tous les instruments et échéances.

Trading de gaz et d'électricité : valeur en risque avec une probabilité de 97,5%

Au 31 décembre

(en millions de dollars)

	Plus élevée	Plus faible	Moyenne	Clôture
2014	15,4	3,2	6,0	4,0
2013	11,4	3,0	5,8	6,2
2012	26,7	3,5	9,5	3,7

Le Groupe met en œuvre une politique rigoureuse de gestion et de surveillance de ces risques de marché. Celle-ci s'appuie, d'une part, sur une séparation des fonctions d'engagement des opérations et des fonctions de contrôle et, d'autre part, sur un système d'information intégré qui permet un suivi en temps réel des activités.

Des limites d'intervention sont approuvées par le Comité exécutif et font l'objet d'un contrôle quotidien. Afin de garantir la souplesse des interventions et la liquidité des positions, les activités de couverture sont conduites avec des contreparties nombreuses et indépendantes, telles que les autres compagnies pétrolières, les grands producteurs ou consommateurs d'énergie et les institutions financières. Un dispositif de limites par contrepartie est mis en œuvre et un suivi régulier des encours par contrepartie est effectué.

Risques relatifs aux marchés financiers

Dans le cadre de son activité de financement et de gestion de la trésorerie, le Groupe utilise des instruments financiers dérivés afin de gérer son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt et des cours de change de devises étrangères. Il s'agit principalement de *swaps* de taux d'intérêt et de devises. Le Groupe peut également, plus occasionnellement, utiliser des contrats de *futures* et options. Les opérations en cours et leur traitement comptable sont présentés dans les notes 1M, 20, 28 et 29 de l'annexe aux comptes consolidés.

La gestion des risques relatifs aux activités de trésorerie et aux instruments financiers de taux et de change obéit à des règles strictes qui sont définies par la Direction Générale du Groupe et qui prévoient la centralisation par la direction Financement-Trésorerie des liquidités, des positions et de la gestion des instruments financiers. Les excédents de liquidités du Groupe qui en résultent sont essentiellement placés sous forme de dépôts, de prises en pension ou d'achats de papier auprès de banques de dépôt, d'institutions étatiques ou de sociétés de premier plan. La gestion s'organise autour d'un département Salle des Marchés spécialisé dans l'intervention sur les marchés financiers de change et de taux d'intérêt.

Le département Contrôle-Gestion des Flux, au sein de la direction Financement-Trésorerie, assure la surveillance quotidienne des limites des engagements par banque, des positions, et du résultat de la Salle des Marchés. Il procède à la valorisation de la valeur de marché des instruments financiers utilisés et, le cas échéant, effectue des analyses de sensibilité.

Gestion du risque de contrepartie

Toute contrepartie bancaire avec laquelle le Groupe souhaite travailler pour des opérations de marché doit avoir été préalablement autorisée après appréciation de sa solidité financière (analyse multicritères intégrant notamment une étude de la capitalisation boursière, du taux de *Credit Default Swap* (CDS), de la notation par les

agences Standard & Poor's et Moody's, laquelle doit être de première qualité, et de la situation financière en général).

Une limite globale d'encours autorisé est définie pour chaque banque et répartie entre les filiales et les entités centrales de trésorerie du Groupe en fonction des besoins pour les activités financières.

Pour réduire le risque de valeur de marché sur ses engagements, en particulier sur les *swaps* mis en place dans le cadre des émissions obligataires, la direction Financement-Trésorerie a également conclu des contrats d'appel de marge avec ses contreparties significatives.

Gestion du risque de change

Le Groupe s'efforce de minimiser le risque de change de chaque entité par rapport à sa monnaie fonctionnelle (principalement le dollar, l'euro, la livre sterling et la couronne norvégienne).

Pour le risque de change généré par l'activité commerciale, la couverture des revenus et coûts en devises étrangères s'effectue essentiellement par des opérations de change au comptant et parfois à terme. Le Groupe ne couvre que rarement des flux prévisionnels et il peut notamment dans ce cas, avoir recours à des options.

Pour les risques de change liés aux actifs à long terme, le Groupe a une politique de les couvrir en finançant ces actifs dans leur monnaie fonctionnelle.

L'exposition nette au risque de change court terme est suivie régulièrement, en référence à un dispositif de limites définies par la Direction Générale du Groupe.

Les dettes financières non courantes décrites dans la note 20 de l'annexe aux comptes consolidés sont, en général, contractées par les entités centrales de trésorerie, soit directement en dollars ou en euros soit dans des devises échangées contre des dollars ou des euros selon les besoins généraux du Groupe, par le biais de *swaps* d'émission. Le produit de cet endettement est prêté à des filiales dont les comptes sont tenus en dollars ou en euros. Il en résulte que la sensibilité nette de ces positions au risque de change n'est pas significative.

S'agissant des *swaps* de change court terme dont le montant notionnel figure dans la note 29 de l'annexe aux comptes consolidés, leur utilisation à des fins d'optimisation de la gestion centralisée de la trésorerie du Groupe implique que la sensibilité au change qu'ils pourraient induire est également considérée comme négligeable.

Gestion de la position de taux à court terme et des liquidités

La position courante, principalement constituée en euros et en dollars, est gérée selon les objectifs principaux fixés par la Direction Générale du Groupe (maintenir un bon niveau de liquidité, optimiser le revenu des placements en fonction de la courbe de taux, minimiser le coût d'emprunt), dans le cadre d'une gestion à horizon inférieur à douze mois et sur la base d'une référence de taux au jour le jour, notamment par l'intermédiaire de *swaps* de taux à court terme et de *swaps* de change à court terme, sans modification de la position de change.

Gestion du risque de taux sur la dette à long terme

La politique du Groupe vise à s'endetter à long terme, principalement à taux variable, ou à taux fixe en cas d'opportunité lors de l'émission en fonction du niveau des taux d'intérêt, en dollars ou en euros, selon les besoins généraux du Groupe. Des *swaps* de taux et de change à long terme peuvent être adossés, à l'émission, aux emprunts obligataires, afin de créer une dette synthétique à taux variable ou à taux fixe. Pour modifier partiellement la structure de taux d'intérêt de la dette à long terme, TOTAL peut également conclure des *swaps* de taux d'intérêt à long terme.

Sensibilité aux risques de taux d'intérêt et de change

Les tableaux ci-après présentent l'impact potentiel d'une translation d'une amplitude de 10 points de base des courbes de taux d'intérêt dans chacune des devises sur la valeur de marché des instruments financiers en cours au 31 décembre des exercices 2014, 2013 et 2012.

Actif / (Passif) (en millions de dollars)	Valeur nette comptable	Valeur de marché estimée	Variation de la valeur de marché après translation des taux d'intérêt de :	
			+ 10 points de base	- 10 points de base
Au 31 décembre 2014				
Emprunts obligataires avant swaps (hors part à moins d'un an)	(43 088)	(44 079)	292	(286)
Swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (passif)	(944)	(944)	-	-
Swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (actif)	1 319	1 319	-	-
Total swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe - actif et passif	375	375	(153)	149
Part à moins d'un an des dettes financières non courantes après swaps (hors contrats de location financement)	4 411	4 411	5	(4)
Autres swaps de taux	2	2	3	(3)
Swaps de change et contrats à terme de devises	318	318	(0)	-
Au 31 décembre 2013				
Emprunts obligataires avant swaps (hors part à moins d'un an)	(33 138)	(33 966)	54	(54)
Swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (passif)	(325)	(325)	-	-
Swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (actif)	1 418	1 418	-	-
Total swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe - actif et passif	1 092	1 092	(39)	37
Part à moins d'un an des dettes financières non courantes après swaps (hors contrats de location financement)	5 218	5 218	6	(6)
Autres swaps de taux	(1)	(1)	(1)	1
Swaps de change et contrats à terme de devises	17	17	-	-
Au 31 décembre 2012				
Emprunts obligataires avant swaps (hors part à moins d'un an)	(28 163)	(28 426)	128	(128)
Swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (passif)	(15)	(15)	-	-
Swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (actif)	2 145	2 145	-	-
Total swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe - actif et passif	2 131	2 131	(76)	76
Part à moins d'un an des dettes financières non courantes après swaps (hors contrats de location financement)	5 608	5 608	5	(5)
Autres swaps de taux	-	-	3	(3)
Swaps de change et contrats à terme de devises	(66)	(66)	-	-

L'impact sur le coût de la dette nette avant impôt d'une variation des taux d'intérêt est le suivant :

Exercice

(en millions de dollars)	2014	2013	2012
Coût de la dette nette	(640)	(804)	(735)
Translation des taux d'intérêt de :			
+ 10 points de base	(19)	(15)	(14)
- 10 points de base	19	15	14
+ 100 points de base	(193)	(150)	(136)
- 100 points de base	193	150	136

En raison de la politique de gestion du risque de change décrite précédemment, la sensibilité du Groupe aux risques de change liés aux actifs à long terme est principalement influencée par les capitaux propres des filiales dont les monnaies fonctionnelles sont l'euro et le rouble et, dans une moindre proportion, la livre sterling et la couronne norvégienne.

Cette sensibilité est reflétée par l'évolution historique des écarts de conversion imputés dans les capitaux propres consolidés qui, au cours des trois derniers exercices, et essentiellement du fait de l'évolution de l'euro, du rouble et de la livre sterling, ont été les suivants :

	Parité dollar-euro	Parité dollar-livre sterling	Parité dollar-rouble
31 décembre 2014	0,82	0,64	59,58
31 décembre 2013	0,73	0,60	32,87
31 décembre 2012	0,76	0,62	30,57

Au 31 décembre 2014 (en millions de dollars)	Total	Euro	Dollar	Livre sterling	Rouble	Autres devises
Capitaux propres - aux taux de change d'origine	97 810	26 056	50 179	6 762	6 489	8 324
Écarts de conversion avant couverture d'investissement net	(7 480)	(2 290)	-	(894)	(3 215)	(1 081)
Couverture d'investissement net - instruments non dénoués	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres - aux taux de change du 31 décembre 2014	90 330	23 766	50 179	5 868	3 274	7 243

Au 31 décembre 2013 (en millions de dollars)	Total	Euro	Dollar	Livre sterling	Rouble	Autres devises
Capitaux propres - aux taux de change d'origine	101 444	30 444	50 053	6 776	6 960	7 211
Écarts de conversion avant couverture d'investissement net	(1 203)	148	-	(543)	(607)	(201)
Couverture d'investissement net - instruments non dénoués	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres - aux taux de change du 31 décembre 2013	100 241	30 592	50 053	6 233	6 353	7 010

Au 31 décembre 2012 (en millions de dollars)	Total	Euro	Dollar	Livre sterling	Rouble	Autres devises
Capitaux propres - aux taux de change d'origine	95 665	32 299	41 821	6 673	6 147	8 725
Écarts de conversion avant couverture d'investissement net	(1 696)	(1 020)	-	(688)	(164)	176
Couverture d'investissement net - instruments non dénoués	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres - aux taux de change du 31 décembre 2012	93 969	31 279	41 821	5 985	5 983	8 901

Risques relatifs aux marchés boursiers

Le Groupe détient un ensemble de participations dans des sociétés cotées (voir les notes 12 et 13 de l'annexe aux comptes consolidés) dont la valeur boursière totale fluctue notamment en fonction de la tendance des marchés boursiers mondiaux, de la valorisation des secteurs d'activité respectifs auxquels ces sociétés appartiennent et des données économiques et financières propres à chacune de ces sociétés.

Risques de liquidité

TOTAL S.A. bénéficie de lignes de crédit confirmées, accordées par des banques internationales, lui permettant de constituer une réserve de liquidités significative.

Le montant de ces lignes de crédit au 31 décembre 2014 s'élève à 10 514 millions de dollars, dont 10 514 millions de dollars ne sont pas utilisés. Les contrats relatifs aux lignes de crédit accordées à TOTAL S.A. ne contiennent pas de dispositions conditionnant les termes et modalités du crédit octroyé aux ratios financiers de la Société, à la notation de sa solidité financière par les agences spécialisées ou à la survenance d'événements susceptibles d'avoir un impact significativement défavorable sur sa situation financière. Le montant global des principales lignes de crédit confirmées, accordées par des banques internationales aux sociétés du Groupe (y compris TOTAL S.A.) s'élève à 11 064 millions de dollars au 31 décembre 2014, dont 10 764 millions de dollars ne sont pas utilisés. Les lignes de crédit accordées aux sociétés du Groupe autres que TOTAL S.A. ne sont pas destinées à financer les besoins généraux du Groupe : elles sont destinées à financer soit les besoins généraux de la filiale emprunteuse, soit un projet déterminé.

Les tableaux ci-après représentent l'échéancier des actifs et passifs liés aux activités de financement au 31 décembre des exercices 2014, 2013 et 2012 (voir la note 20 de l'annexe aux comptes consolidés).

Au 31 décembre 2014

Actif / (Passif)

(en millions de dollars)	A moins de 1 an	De 1 à 2 ans	De 2 à 3 ans	De 3 à 4 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dettes financières non courantes (principal hors intérêts)	-	(4 793)	(4 547)	(4 451)	(4 765)	(25 606)	(44 182)
Dettes financières courantes	(10 942)	-	-	-	-	-	(10 942)
Autres passifs financiers courants	(180)	-	-	-	-	-	(180)
Actifs financiers courants	1 293	-	-	-	-	-	1 293
Actifs et passifs destinés à être cédés ou échangés	56	-	-	-	-	-	56
Trésorerie et équivalents de trésorerie	25 181	-	-	-	-	-	25 181
Montant net avant charges financières	15 408	(4 793)	(4 547)	(4 451)	(4 765)	(25 606)	(28 754)
Charges financières sur dettes financières non courantes	(901)	(833)	(783)	(718)	(624)	(1 960)	(5 819)
Différentiel d'intérêt sur swaps	369	167	(31)	(127)	(154)	(790)	(566)
Montant net	14 876	(5 459)	(5 361)	(5 296)	(5 543)	(28 356)	(35 139)

Au 31 décembre 2013

Actif / (Passif)

(en millions de dollars)	A moins de 1 an	De 1 à 2 ans	De 2 à 3 ans	De 3 à 4 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dettes financières non courantes (principal hors intérêts)	-	(4 647)	(4 528)	(4 159)	(4 361)	(15 461)	(33 156)
Dettes financières courantes	(11 193)	-	-	-	-	-	(11 193)
Autres passifs financiers courants	(381)	-	-	-	-	-	(381)
Actifs financiers courants	739	-	-	-	-	-	739
Actifs et passifs destinés à être cédés ou échangés	179	-	-	-	-	-	179
Trésorerie et équivalents de trésorerie	20 200	-	-	-	-	-	20 200
Montant net avant charges financières	9 544	(4 647)	(4 528)	(4 159)	(4 361)	(15 461)	(23 612)
Charges financières sur dettes financières non courantes	(1 005)	(912)	(764)	(701)	(616)	(1 783)	(5 781)
Différentiel d'intérêt sur swaps	483	392	138	(33)	(110)	(710)	160
Montant net	9 022	(5 167)	(5 154)	(4 893)	(5 087)	(17 954)	(29 233)

Au 31 décembre 2012

Actif / (Passif)

(en millions de dollars)	A moins de 1 an	De 1 à 2 ans	De 2 à 3 ans	De 3 à 4 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dettes financières non courantes (principal hors intérêts)	-	(5 056)	(4 572)	(2 804)	(4 124)	(10 691)	(27 247)
Dettes financières courantes	(14 535)	-	-	-	-	-	(14 535)
Autres passifs financiers courants	(232)	-	-	-	-	-	(232)
Actifs financiers courants	2 061	-	-	-	-	-	2 061
Actifs et passifs destinés à être cédés ou échangés	(997)	-	-	-	-	-	(997)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	20 409	-	-	-	-	-	20 409
Montant net avant charges financières	6 706	(5 056)	(4 572)	(2 804)	(4 124)	(10 691)	(20 541)
Charges financières sur dettes financières non courantes	(984)	(824)	(885)	(534)	(464)	(1 423)	(4 914)
Différentiel d'intérêt sur swaps	490	443	297	140	82	(47)	1 405
Montant net	6 212	(5 437)	(4 960)	(3 198)	(4 506)	(12 161)	(24 050)

Par ailleurs, le Groupe garantit la dette bancaire et les locations financement de certaines filiales non consolidées et de sociétés mises en équivalence. Ces garanties peuvent être appelées en cas de défaut de la filiale dans ses obligations contractuelles et ne sont pas couvertes par des sûretés sur des actifs du Groupe. Les montants et échéances au titre de ces garanties financières sont présentés dans la note 23 de l'annexe aux comptes consolidés dans la rubrique « Garanties données sur emprunts ».

Le Groupe garantit également les passifs courants de certaines filiales non consolidées et serait ainsi appelé en cas de cessation de paiement d'une de ces filiales. Les montants et échéances au titre de ces garanties financières sont présentés dans la note 23 de l'annexe aux comptes consolidés dans la rubrique « Garanties de passif courant ».

Le tableau ci-après reprend les actifs et passifs financiers liés aux activités opérationnelles au 31 décembre des exercices 2014, 2013 et 2012 (voir la note 28 de l'annexe aux comptes consolidés).

Au 31 décembre

Actif / (Passif)

(en millions de dollars)	2014	2013	2012
Fournisseurs et comptes rattachés	(24 150)	(30 282)	(28 563)
Autres dettes d'exploitation	(7 935)	(8 191)	(7 784)
<i>dont instruments dérivés d'énergie (passif)</i>	<i>(1 073)</i>	<i>(848)</i>	<i>(602)</i>
Clients et comptes rattachés	15 704	23 422	25 339
Autres créances d'exploitation	10 792	9 917	8 126
<i>dont instruments dérivés d'énergie (actif)</i>	<i>2 502</i>	<i>1 278</i>	<i>899</i>
Total	(5 589)	(5 134)	(2 882)

Ces actifs et passifs financiers ont principalement une échéance inférieure à un an.

Risques de crédit

Le risque de crédit est le risque de défaut d'une contrepartie face à ses engagements contractuels ou à l'encaissement des créances.

Le Groupe est exposé au risque de crédit dans le cadre de ses activités opérationnelles et de financement. L'exposition maximum au risque de crédit est représentée en partie par les montants d'actifs financiers qui sont présentés dans le bilan, y compris les instruments dérivés d'énergie qui ont une valeur de marché positive.

L'exposition maximale est détaillée dans le tableau suivant :

Au 31 décembre

Actif / (Passif)

(en millions de dollars)

	2014	2013	2012
Prêts aux sociétés mises en équivalence (note 12)	4 626	3 554	3 114
Prêts et avances (note 14)	3 326	3 575	2 912
Instruments de couverture des dettes financières non courantes (note 20)	1 319	1 418	2 145
Clients et comptes rattachés (note 16)	15 704	23 422	25 339
Autres créances d'exploitation (note 16)	10 792	9 917	8 126
Actifs financiers courants (note 20)	1 293	739	2 061
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 27)	25 181	20 200	20 409
Total	62 241	62 825	64 106

Les montants des dépréciations sur les prêts et avances et sur les clients, comptes rattachés et autres créances d'exploitation sont fournis respectivement dans les notes 14 et 16 de l'annexe aux comptes consolidés.

Dans le cadre de la gestion du risque de crédit lié aux activités opérationnelles et de financement, le Groupe a mis en place des contrats d'appels de marge avec certaines contreparties. Au 31 décembre 2014, le montant reçu, net des versements, au titre de ces appels de marge s'élève à 1 437 millions de dollars (contre 1 105 millions de dollars au 31 décembre 2013 et 2 157 millions de dollars au 31 décembre 2012).

Le Groupe a mis en place des programmes de cession de créances commerciales sans recours auprès d'établissements bancaires afin de réduire son exposition à ces créances. À la suite de ces programmes, le Groupe ne conserve pas de risque de défaut de paiement après la cession des créances, mais peut continuer de gérer les comptes clients pour le compte de l'acheteur et est tenu de verser à l'acheteur les paiements qu'il reçoit des clients au titre des créances vendues. Au 31 décembre 2014, la valeur nette des créances cédées s'élève à 3 036 millions de dollars. Aucun actif ou passif financier ne reste comptabilisé au bilan consolidé après la date de cession des créances.

La gestion du risque de crédit dans les différents secteurs est la suivante :

- **Dans l'Amont**

- dans l'activité Exploration & Production

Les risques nés de la signature des accords pétroliers avec les autorités étatiques et les partenaires pétroliers, ou de l'attribution de contrats de fourniture à long terme qui sont indispensables pour entreprendre des projets, sont évalués par le processus d'approbation des opérations pétrolières. Le caractère long terme des contrats et l'existence de clients de premier rang impliquent un risque de crédit faible.

Les risques liés à des opérations commerciales, autres que celles décrites ci-dessus et dans la pratique placées directement sous le contrôle des filiales, font l'objet de procédures de fixation d'encours de crédit et de revue des encours.

Les créances clients font l'objet d'une dépréciation au cas par cas sur la base de l'antériorité des créances et de l'appréciation de la direction sur les circonstances de fait

- dans l'activité Gas & Power

L'activité Gas & Power traite avec des contreparties du secteur de l'énergie, de l'industrie et de la finance partout dans le monde. Les institutions financières fournissant la couverture de risque de crédit sont des banques et des groupes d'assurance disposant d'une notation de première qualité.

Les contreparties potentielles sont soumises à une analyse de crédit et une autorisation avant que les transactions ne soient conclues, et une fois autorisées, font l'objet d'un examen régulier incluant une nouvelle évaluation et une actualisation des limites accordées.

L'analyse de la capacité des contreparties à faire face à leurs engagements repose sur des données quantitatives et qualitatives concernant l'état financier et les risques commerciaux, ainsi que sur l'étude de toute information venant du marché ou de tiers extérieurs comme les agences de notation. Sur cette base, des limites de crédit sont définies pour chaque contrepartie potentielle et, si nécessaire, les transactions sont soumises à des autorisations spécifiques.

L'exposition au risque de crédit, qui est essentiellement une exposition économique ou une exposition physique future anticipée, est contrôlée en permanence et soumise à des mesures de sensibilité.

Le risque de crédit est limité par l'utilisation systématique de contrats standard qui autorisent la compensation et permettent d'obtenir des sûretés complémentaires en cas d'évolution défavorable de la qualité du risque. Ces contrats permettent notamment l'annulation du contrat en cas de défaut.

- **Dans le Raffinage-Chimie**

- dans l'activité Raffinage-Chimie

Le risque de crédit porte essentiellement sur les créances commerciales. Les procédures internes du Raffinage-Chimie comportent des règles de la gestion de crédit décrivant les fondamentaux de contrôle interne dans ce domaine. Chaque *business unit* décline les procédures de la Branche dans la gestion et les méthodes de provisionnement en fonction de la taille des filiales et des marchés relativement différenciés sur lesquels elles opèrent. Ces procédures incluent notamment :

- la mise en place de plafond d'encours, comportant différents processus d'autorisation ;
- le recours à des polices d'assurance ou des garanties spécifiques (lettre de crédit) ;
- un état des retards de paiement (balance âgée) suivi très régulièrement, avec un processus de relance ;
- un provisionnement comptabilisé client par client en fonction des dossiers contentieux et des retards de paiement (la provision peut aussi être calculée sur base statistique).

Les contreparties font l'objet d'une analyse de crédit et sont approuvées avant la conclusion des transactions. Une revue régulière est faite de toutes les contreparties actives incluant une révision de l'évaluation et un renouvellement des crédits autorisés. Les limites des contreparties sont appréciées en fonction de données quantitatives et qualitatives sur leur solidité financière, et s'adosent également aux informations venant du marché ou de tiers extérieurs comme les agences de rating et les compagnies d'assurances.

- dans l'activité Trading & Shipping

Les opérations sont conduites avec des contreparties commerciales et des institutions financières partout dans le monde. Les contreparties commerciales sur les opérations physiques et de dérivés sont principalement des compagnies pétrolières ou gazières ou des sociétés de négoce de produits énergétiques et des institutions financières. Les couvertures sur les risques de crédit sont conclues avec des institutions financières, banques internationales ou compagnies d'assurance, sélectionnées selon des critères stricts.

Le Trading & Shipping met en œuvre une politique rigoureuse de gestion des délégations de pouvoir internes qui encadre la fixation des limites de crédit sur les pays et les contreparties ainsi que l'approbation des opérations spécifiques. Les risques de crédit découlant de ces limites et de ces autorisations sont suivis quotidiennement.

Les contreparties potentielles font l'objet d'une analyse de crédit et sont approuvées avant la conclusion des transactions ; une revue régulière est faite de toutes les contreparties actives incluant une révision de l'évaluation et un renouvellement des limites autorisées. Le crédit des contreparties est apprécié en fonction de données quantitatives et qualitatives sur leur solidité financière et sur les risques commerciaux, et s'adosse également aux informations venant du marché ou de tiers extérieurs telles que les notations publiées par Standard & Poor's, Moody's et d'autres agences de notation.

Lorsque cela est possible, des cadres contractuels sont négociés pour permettre, par le biais de compensation entre les transactions, l'optimisation de la gestion du risque; des clauses protectrices additionnelles autorisant des appels de fonds ou des garanties à titre de sûreté en cas de détérioration financière ou permettant l'annulation des transactions en cas de défaillance sont également mises en place.

Les risques de crédit dépassant les niveaux autorisés sont couverts par des lettres de crédit et d'autres types de garanties, par des dépôts de trésorerie et des assurances. Les risques sur dérivés sont couverts par des contrats d'appel de marge lorsque cela est possible.

- **dans le Marketing & Services**

Les procédures internes du Marketing & Services comportent des règles de la gestion du risque de crédit décrivant les fondamentaux de contrôle interne dans ce domaine, notamment la séparation des pouvoirs entre les équipes commerciales et financières. Des politiques de crédit sont définies localement, accompagnées de la mise en œuvre de procédures visant à maîtriser le risque client (organisation de comités de crédit dans les filiales, mise en place systématique de limites de crédit pour les clients professionnels, sécurisation du portefeuille, etc.).

De plus, chaque entité met en place des instruments de mesure de son encours client. Par ailleurs, les risques liés à l'octroi de crédit peuvent être compensés ou limités par la souscription à une assurance crédit et/ou l'obtention de cautions ou garanties.

Les créances douteuses sont provisionnées au cas par cas en utilisant un taux de provision qui dépend de l'appréciation du risque de perte de la créance.

32) Autres risques et engagements

A la connaissance de TOTAL, il n'existe pas de faits exceptionnels, litiges, risques ou engagements hors bilan, susceptibles d'avoir un impact significatif sur la situation financière, le patrimoine, le résultat ou les activités du Groupe.

Enquêtes sur la concurrence

Les principaux litiges en matière de concurrence auxquels les sociétés du Groupe sont confrontées sont décrits ci-après.

Dans le secteur Raffinage-Chimie

Dans le cadre de la scission d'Arkema¹ intervenue en 2006, TOTAL S.A. et certaines sociétés du Groupe ont consenti, pendant une durée de dix ans, une garantie couvrant les éventuelles conséquences pécuniaires des procédures en matière d'entente anticoncurrentielle dont Arkema pourrait faire l'objet pour des faits antérieurs à la scission. Au 31 décembre 2013, toutes les procédures civiles ou engagées par les autorités de concurrence couvertes par la garantie ont été définitivement réglées tant en Europe qu'aux États-Unis. Bien qu'Arkema ait mis en œuvre à partir de 2001 un plan visant la mise en conformité des pratiques de ses salariés avec les règles sur la concurrence, il ne peut être exclu que d'autres procédures concernant Arkema puissent être mises en œuvre pour des faits antérieurs à la scission.

Dans le secteur Marketing & Services

- Dans le cadre du recours engagé contre la décision de la juridiction européenne ayant condamné en 2008 Total Marketing Services pour des pratiques se rapportant à une ligne de produits du secteur Marketing & Services à une amende de 128,2 millions d'euros intégralement acquittée et pour laquelle TOTAL S.A. a été déclarée solidairement responsable en tant que société mère, la juridiction communautaire compétente a décidé dans un arrêt rendu au troisième trimestre 2013 de réduire l'amende infligée à Total Marketing Services à 125,5 millions d'euros, sans modifier la responsabilité de TOTAL S.A. en tant que maison mère. Des recours en cassation ont été engagés sur cette décision.
- Aux Pays-Bas, une procédure en indemnisation a été engagée contre TOTAL S.A., Total Marketing Services et d'autres groupes de sociétés, par des tiers à la suite de pratiques précédemment sanctionnées par la Commission européenne. À ce stade, les demandeurs n'ont toujours pas communiqué le quantum de leur demande.
- Enfin, en Italie, en 2013, une procédure civile a été engagée à l'encontre de TOTAL S.A. et de sa filiale Total Aviazione Italia Srl devant les juridictions civiles compétentes. Le demandeur allègue à l'encontre de TOTAL S.A. et de sa filiale, ainsi qu'à l'encontre de différentes sociétés tierces, un préjudice qu'il estime à près de 908 millions d'euros. Cette procédure fait suite à des pratiques qui ont été sanctionnées par l'autorité de concurrence italienne en 2006. La procédure n'a pas évolué, l'existence comme l'évaluation des préjudices allégués dans cette procédure, qui comporte une pluralité de défendeurs, restant fermement contestées.

Quelle que soit l'évolution des procédures décrites ci-dessus, le Groupe considère que leur issue ne devrait avoir d'impact significatif, ni sur sa situation financière, ni sur ses résultats consolidés.

Grande Paroisse

Une explosion est survenue le 21 septembre 2001 dans une usine de la société Grande Paroisse située à Toulouse en France. L'activité principale de Grande Paroisse (ex-filiale d'Atofina devenue filiale d'Elf Aquitaine Fertilisants au 31 décembre 2004 dans le cadre de la réorganisation du secteur Chimie du Groupe) résidait alors dans la production et la commercialisation de fertilisants pour le marché de l'agriculture. L'explosion s'est produite dans une zone de stockage de l'usine où étaient entreposés des granulés de nitrate d'ammonium déclassés et a détruit une partie du site. Cette explosion a provoqué la mort de trente et une personnes, dont vingt et une travaillant sur le site, blessé de nombreuses personnes et causé des dommages matériels importants dans une partie de la ville de Toulouse.

L'usine a été définitivement fermée et des mesures d'accompagnement ont été proposées à chaque salarié. Le site a été remis en état.

¹ Arkema désigne collectivement l'ensemble des sociétés du groupe Arkema, dont la société mère est Arkema S.A. ; depuis le 12 mai 2006, Arkema ne fait plus partie de TOTAL.

Le 14 décembre 2006, Grande Paroisse a signé, en présence de la ville de Toulouse, l'acte par lequel elle a fait donation de l'ancien terrain de l'usine AZF à la Communauté d'agglomération du Grand Toulouse (CAGT) ainsi qu'à la Caisse des dépôts et consignations et à sa filiale ICADE. Aux termes de cet acte, TOTAL S.A. garantit les obligations de Grande Paroisse relatives à la remise en état du site et accorde une dotation de 10 millions d'euros à la fondation de recherche InNaBioSanté dans le cadre de l'installation sur le terrain d'un Cancéropôle par la ville de Toulouse.

Après avoir présenté plusieurs hypothèses, les experts judiciaires ont, dans leur rapport final déposé le 11 mai 2006, abandonné celle du déversement de quantités importantes de produit chloré sur du nitrate. Le scénario finalement retenu par les experts est celui d'un déversement par benne, dans un local jouxtant le magasin de stockage principal, de quelques balayures de produit chloré entre une couche très humide de nitrate d'ammonium recouvrant le sol et une quantité de nitrate agricole très sec, ce qui aurait entraîné une explosion se propageant ensuite dans le magasin de stockage principal. C'est sur la base de ce nouveau scénario que Grande Paroisse a été mise en examen en 2006 ; Grande Paroisse conteste un tel scénario qui ne semble pas reposer sur des éléments factuels vérifiés ou vérifiables.

Le 9 juillet 2007, le juge d'instruction a ordonné le renvoi de Grande Paroisse et de l'ancien directeur du site devant le Tribunal correctionnel de Toulouse. Fin 2008, TOTAL S.A. et M. Thierry Desmarest, son Président-directeur général au moment des faits, ont fait l'objet d'une citation directe par une association de victimes.

Le 19 novembre 2009, le Tribunal correctionnel de Toulouse a prononcé la relaxe de l'ancien directeur de l'usine, ainsi que de Grande Paroisse, en raison de l'absence de preuve certaine des causes de l'explosion. Par ailleurs, le Tribunal a déclaré irrecevable la demande de citation directe de TOTAL S.A. et de M. Thierry Desmarest.

En raison de la présomption de responsabilité civile qui pèse légalement sur Grande Paroisse, le Tribunal a déclaré Grande Paroisse civilement responsable des dommages causés aux victimes par l'explosion en sa qualité de gardienne et exploitante de l'usine.

Le Parquet, suivi en cela par des parties civiles, a interjeté appel du jugement rendu par le Tribunal correctionnel de Toulouse. Grande Paroisse, afin de préserver ses droits, a également formé appel incident sur les dispositions civiles.

Par arrêt du 24 septembre 2012, la Cour d'appel de Toulouse a confirmé le jugement du Tribunal qui avait déclaré irrecevable la demande de citation directe de TOTAL S.A. et de M. Thierry Desmarest. Certaines parties civiles ont fait une déclaration de pourvoi contre ces dispositions de l'arrêt.

La Cour d'appel de Toulouse a néanmoins considéré que l'explosion était due à un accident chimique tel que décrit par les experts judiciaires. Elle a en conséquence condamné Grande Paroisse et l'ancien directeur de l'usine à des sanctions pénales. Ces derniers ont décidé de se pourvoir en cassation ce qui a pour effet de suspendre l'exécution des peines.

Le 13 janvier 2015, la Cour de Cassation a cassé l'arrêt du 24 septembre 2012. La décision attaquée est annulée et les parties sont replacées dans la situation antérieure à cette décision. L'affaire est renvoyée devant la Cour d'appel de Paris pour un nouveau procès pénal. La date d'audience n'est pas encore fixée.

Une procédure d'indemnisation des victimes avait été mise en œuvre immédiatement après l'explosion. Un montant de 2,3 milliards d'euros a été réglé au titre des demandes d'indemnisation et des frais associés. Une provision d'un montant de 10,3 millions d'euros reste constituée dans les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2014.

Blue Rapid et Comité olympique russe - Régions russes et Interneft

La société panaméenne Blue Rapid et le Comité olympique russe ont lancé une action à l'encontre d'Elf Aquitaine devant le Tribunal de commerce de Paris, en paiement de dommages-intérêts à raison de la prétendue non-exécution par une ex-filiale d'Elf Aquitaine d'un contrat portant sur un projet d'Exploration-Production en Russie négocié au début des années 1990. Elf Aquitaine, considérant que ces demandes étaient dénuées de tout fondement, s'est opposée à celles-ci. Par jugement en date du 12 janvier 2009, le Tribunal de commerce de Paris a débouté la société Blue Rapid de son action à l'encontre d'Elf Aquitaine et a déclaré le Comité olympique russe irrecevable. Blue Rapid et le Comité olympique russe ont relevé appel de ce jugement. Par arrêt en date du 30 juin 2011, la Cour d'appel de Paris a déclaré Blue Rapid et le Comité olympique russe irrecevables en leur action à l'encontre d'Elf Aquitaine, au motif notamment de la caducité dudit contrat. Blue Rapid et le Comité olympique russe ont formé un pourvoi contre la décision de la cour d'appel devant la Cour de cassation.

En relation avec ces mêmes faits, et quinze ans après qu'eut été constatée la caducité de ce contrat d'Exploration-Production, une société russe, dont il a déjà été jugé qu'elle n'était pas celle partie au contrat, et deux régions de la Fédération de Russie, qui n'y étaient pas davantage parties, ont lancé une procédure d'arbitrage contre cette ex-filiale d'Elf Aquitaine, liquidée en 2005, en paiement de prétendus dommages-intérêts dont le montant allégué est de 22,4 milliards de dollars. Pour les mêmes raisons que celles déjà opposées avec succès par Elf Aquitaine à Blue Rapid et au Comité olympique russe, le Groupe considère que cette action est dénuée de tout fondement, tant en fait qu'en droit. Le Groupe a déposé plainte pour dénoncer les agissements frauduleux dont il s'estime victime en l'espèce et a parallèlement engagé, et se réserve d'engager, toutes actions et mesures appropriées pour assurer la défense de ses intérêts.

Iran

En 2003, la *United States Securities and Exchange Commission* (SEC) suivie par le Département de Justice américain (DoJ) ont lancé une enquête en relation avec la recherche d'affaires en Iran et visant plusieurs compagnies pétrolières, dont TOTAL. Cette enquête portait sur un accord conclu par la Société avec des consultants au sujet de champs d'hydrocarbures en Iran et tendait à vérifier si des paiements effectués en vertu de cet accord auraient bénéficié à des officiels iraniens en méconnaissant la loi anticorruption américaine (le « FCPA ») et les obligations comptables de la Société.

Fin mai 2013, après plusieurs années de discussions, TOTAL a conclu des transactions avec les autorités américaines (un *Deferred Prosecution Agreement* avec le DoJ et un *Cease and Desist Order* avec la SEC) qui mettent un terme à cette enquête. Ces accords ont été conclus sans reconnaissance de culpabilité et en contrepartie du respect par TOTAL d'un certain nombre d'obligations, dont le paiement d'une amende (245,2 millions de dollars) et d'une compensation civile (153 millions de dollars) qui est intervenu au cours du deuxième trimestre 2013. La provision de 398,2 millions de dollars qui avait été initialement comptabilisée dans les comptes au 30 juin 2012, a été intégralement reprise. Aux termes de ces accords, TOTAL a également accepté la nomination d'un *monitor* français indépendant qui est chargé de passer en revue le programme de conformité mis en œuvre au sein du Groupe et le cas échéant de préconiser des améliorations.

Dans cette même affaire, TOTAL et son ancien Président-directeur général aujourd'hui décédé qui était à l'époque des faits Directeur Moyen-Orient, ont été mis en examen suite à une instruction lancée en France en 2006 et dans laquelle le Parquet a requis, fin mai 2013, leur renvoi. Le Parquet a réitéré sa position en juin 2014. Par ordonnance notifiée en octobre 2014, le juge d'instruction a décidé de renvoyer l'affaire devant le tribunal correctionnel.

La Société considère que la résolution de ces affaires ne devrait pas avoir d'impact significatif sur la situation financière du Groupe ou de conséquence sur ses projets futurs.

Pétrole contre nourriture

Les conditions d'application des résolutions de l'Organisation des Nations unies (ONU) en Irak dites « pétrole contre nourriture » font l'objet d'enquêtes dans plusieurs pays.

Dans le cadre d'une information judiciaire ouverte à Paris, des salariés ou anciens salariés du Groupe ont fait l'objet d'une mise en examen pour complicité d'abus de biens sociaux et/ou complicité de corruption d'agents publics étrangers. En 2007, l'instruction pénale a été clôturée et l'affaire a été communiquée au Parquet. En 2009, le Parquet a requis un non-lieu pour l'ensemble des salariés et anciens salariés du Groupe ainsi que pour l'ancien Président-directeur général de TOTAL aujourd'hui décédé qui était à l'époque Directeur général Exploration & Production du Groupe.

Début 2010, malgré l'avis du Parquet, un nouveau juge d'instruction a décidé de mettre en examen TOTAL S.A. pour corruption ainsi que pour complicité et recel de trafic d'influence. Cette mise en examen intervient huit ans après le début de l'instruction, sans qu'aucun élément nouveau n'ait été versé au dossier.

En octobre 2010, le Parquet a de nouveau requis un non-lieu pour TOTAL S.A. ainsi que pour l'ensemble des anciens salariés du Groupe et l'ancien Président-directeur général de TOTAL. Néanmoins, par ordonnance notifiée début août 2011, le juge d'instruction a décidé de renvoyer l'affaire devant le tribunal correctionnel qui, par jugement du 8 juillet 2013, a prononcé la relaxe de TOTAL S.A. ainsi que celle de son ancien Président-directeur général et de chacun des anciens salariés des sociétés du Groupe, jugeant qu'aucun des délits pour lesquels ils étaient poursuivis n'était constitué. Le 18 juillet 2013, le Parquet a fait appel d'une partie des dispositions du jugement relaxant TOTAL S.A. et certains anciens salariés du Groupe. Le jugement de relaxe de l'ancien Président-directeur général de TOTAL S.A. prononcé le 8 juillet 2013 était devenu définitif, le Parquet n'ayant pas fait appel des dispositions de la décision le concernant. Le procès en appel devrait s'ouvrir en octobre 2015.

Italie

Dans le cadre d'une enquête lancée par le procureur de la République du tribunal de Potenza, Total Italia et certains collaborateurs du Groupe ont fait l'objet d'investigations relatives à certains appels d'offres qu'elle avait lancés pour la préparation de la mise en exploitation d'un champ pétrolier.

Au premier semestre 2010, l'enquête pénale a été clôturée.

En mai 2012, le Juge de l'audience préliminaire a rendu une décision aux fins de non-lieu partiel au bénéfice de certains collaborateurs du Groupe et de renvoi partiel devant le Tribunal correctionnel pour un nombre réduit de charges. Le procès s'est ouvert en septembre 2012.

Rivunion

Le 9 juillet 2012, le tribunal fédéral suisse a rendu à l'encontre de la société Rivunion, filiale à 100 % d'Elf Aquitaine, une décision confirmant un redressement fiscal d'un montant de 171 millions de francs suisses (hors intérêts de retard). Selon le Tribunal, Rivunion est condamnée en sa qualité d'agent collecteur d'une retenue à la source (« impôt anticipé ») due par les bénéficiaires des prestations taxées. Rivunion, en liquidation depuis le 13 mars 2002, n'étant pas en mesure d'obtenir la restitution de cette retenue à la source et ne pouvant faire face à ses obligations, a fait l'objet d'une procédure collective le 1^{er} novembre 2012. Le 29 août 2013, l'administration fédérale fiscale suisse a déclaré la somme de 284 millions de francs suisses au passif de la procédure collective de Rivunion, incluant 171 millions de francs suisses en principal, ainsi que les intérêts de retard.

Total Gabon

Le 14 février 2014, Total Gabon a reçu un avis de redressement fiscal du Ministère de l'Économie et de la Prospective de la République Gabonaise assorti d'un avis de mise en recouvrement partiel à la suite du contrôle fiscal dont la Société a fait l'objet au titre des années 2008 à 2010. La procédure de mise en recouvrement partiel a été suspendue le 5 mars 2014 faisant suite au recours que Total Gabon a engagé auprès de l'Administration Fiscale.

Les discussions menées avec les autorités gabonaises ont permis de clôturer, début novembre 2014, la procédure de redressement fiscal dont Total Gabon faisait l'objet. Le résultat net de Total Gabon au 30 septembre 2014 intègre l'impact de la clôture de cette procédure, au terme de laquelle Total Gabon a obtenu un quitus fiscal pour la période concernée, étendue aux exercices 2011 à 2013 inclus.

Kashagan

Au Kazakhstan, la production du champ de Kashagan dans lequel TOTAL détient une participation de 16,81% a démarré le 11 septembre 2013. Néanmoins, suite à la détection d'une fuite de gaz sur le *pipeline* d'export, la production a dû être arrêtée le 24 septembre 2013. Elle a repris mais, après détection d'une nouvelle fuite de gaz, elle a été de nouveau arrêtée peu après. Des tests de pressurisation ont été réalisés dans le respect des règles de sécurité et ont mis en évidence un certain nombre de fissures/fuites potentielles. La production du champ de Kashagan a donc été arrêtée et des études techniques plus approfondies ont été lancées.

Après l'identification d'un nombre significatif d'anomalies sur les lignes export huile et gaz, il a été décidé de remplacer les deux *pipelines*. Les travaux seront réalisés selon les plus hauts standards internationaux et dans le strict respect des règles HSE afin de maîtriser, limiter et remédier à tous les problèmes liés au redémarrage de la production.

Une transaction a été conclue le 13 décembre 2014 entre les partenaires du consortium et la République du Kazakhstan, portant sur l'ensemble des contentieux antérieurs relatifs à divers sujets opérationnels, financiers ou environnementaux. Cet accord met un terme définitif à ces procédures, sans impact significatif sur la situation financière ou sur les résultats consolidés du Groupe.

Russie

Depuis juillet 2014, en réponse à la situation en Ukraine, des membres de la communauté internationale ont adopté des sanctions économiques à l'encontre de certaines personnes et entités russes, dont différentes entités du secteur financier, de l'énergie et de la défense.

Le Département du Trésor américain (US Treasury Department's Office of Foreign Assets Control - OFAC) a notamment adopté des sanctions économiques visant OAO Novatek (société de droit russe cotée au Moscow Interbank Currency Exchange et au London Stock Exchange, dans laquelle le Groupe détient à travers sa filiale TOTAL E&P Holdings Russia, une participation dans le capital de 18,24% au 31 décembre 2014) et les entités dans lesquelles OAO Novatek détient (individuellement ou avec d'autres personnes ou entités visées) une participation d'au moins 50% du capital. Ces sanctions de l'OFAC interdisent aux ressortissants et sociétés américains (« U.S. persons ») d'effectuer des transactions et de participer au financement ou à la négociation de dette émise après le 16 juillet 2014 d'une durée supérieure à 90 jours, au profit de OAO Novatek, et également de OAO Yamal LNG, entité détenue par OAO Novatek (60%), TOTAL E&P Yamal (20%) et CNODC (20%), filiale de CNPC. L'utilisation du dollar US est par conséquent interdite pour ces types de financement.

Pour se conformer à ces sanctions, le financement du projet Yamal LNG est en cours de revue et les partenaires du projet sont engagés pour élaborer un autre plan de financement respectant les réglementations applicables.

Le Groupe continue également de suivre étroitement les différentes sanctions économiques internationales au regard de ses activités en Russie. Dans ce cadre, le Groupe a déposé les demandes d'autorisations requises par les mesures restrictives européennes visant l'assistance technique, les services de courtage, le financement et l'assistance financière relatifs à certaines technologies. La Direction générale du Trésor, autorité française compétente en la matière, a délivré des autorisations notamment pour les projets Yamal LNG, Kharyaga et Termokarstovoye. Les

États-Unis ont également imposé un contrôle et des restrictions sur l'exportation de biens, services et technologies utilisées pour certains projets russes dans le domaine de l'énergie, qui sont susceptibles d'affecter les activités de TOTAL en Russie.

Depuis le 18 juillet 2014, le Groupe n'a pas acquis d'intérêts additionnels dans le capital de OAO Novatek.

Djibouti

A la suite de la confirmation de leur condamnation en dernier ressort pour des faits concernant une pollution survenue dans le port de Djibouti en 1997, Total Djibouti SA et Total Marketing Djibouti SA ont chacune reçu, en septembre 2014, un commandement de payer 53,8 millions d'euros à la République de Djibouti. Les montants réclamés ont été contestés par les deux sociétés qui, ne pouvant faire face à ce passif, ont, conformément à la réglementation locale, été conduites à déposer au greffe le 7 octobre 2014 une déclaration de cessation des paiements accompagnée, en ce qui concerne Total Djibouti SA, d'un plan de redressement.

Suite à un jugement rendu le 18 novembre 2014, le plan de redressement proposé par Total Djibouti SA a été rejeté et les deux sociétés ont été mises en liquidation.

Total Djibouti SA, filiale indirectement détenue à 100% par TOTAL S.A., détient intégralement le capital de Total Marketing Djibouti SA.

33) Informations complémentaires

Les frais de recherche et développement encourus par le Groupe au cours de l'exercice 2014 s'élèvent à 1 353 millions de dollars (1 260 millions de dollars en 2013 et 1 034 millions de dollars en 2012), soit 0,57% du chiffre d'affaires.

Les effectifs 2014 consacrés à cette activité de recherche et développement sont de 4 840 personnes (4 684 personnes en 2013 et 4 110 personnes en 2012).

34) Évolutions en cours de la composition du Groupe

➤ Amont

- TOTAL a annoncé en novembre 2012 un accord pour la vente de sa participation de 20% dans OML 138 au Nigeria à une filiale de Sinopec. Le 17 juillet 2014, Sinopec a informé le Groupe de sa décision de ne pas conclure la transaction. Le Groupe poursuit activement son processus de cession. Au 31 décembre 2014, les actifs et passifs ont été respectivement maintenus dans la rubrique « Actifs destinés à être cédés ou échangés » pour 2 401 millions de dollars et dans la rubrique « Passifs destinés à être cédés ou échangés » du bilan consolidé pour 831 millions de dollars. Les actifs concernés comprennent principalement des immobilisations corporelles pour 2 175 millions de dollars.
- TOTAL a signé en juillet 2014 un contrat avec Exxaro Resources Ltd portant sur la cession de sa participation de 100 % dans Total Coal South Africa, sa filiale de production de charbon en Afrique du Sud. Cette transaction est soumise à l'approbation des autorités compétentes. Au 31 décembre 2014, les actifs et passifs ont été respectivement reclassés dans la rubrique « Actifs destinés à être cédés ou échangés » pour 469 millions de dollars et dans la rubrique « Passifs destinés à être cédés ou échangés » du bilan consolidé pour 58 millions de dollars. Les actifs concernés comprennent principalement des immobilisations corporelles pour 398 millions de dollars.

➤ Marketing & Services

- TOTAL a annoncé en juillet 2014 entrer en négociation exclusive avec le groupe américain UGI Corporation, maison mère d'Antargaz, après avoir reçu de ce dernier une offre ferme pour l'acquisition de 100 % de Totalgaz, distributeur de gaz de pétrole liquéfié (GPL) en France. Au 31 décembre 2014, les actifs et passifs ont été respectivement reclassés dans la rubrique « Actifs destinés à être cédés ou échangés » pour 367 millions de dollars et dans la rubrique « Passifs destinés à être cédés ou échangés » du bilan consolidé pour 265 millions de dollars. Les actifs et passifs concernés comprennent principalement des immobilisations corporelles pour 158 millions de dollars, des créances clients pour 126 millions de dollars, des dépôts et cautionnements reçus pour 120 millions de dollars et des dettes fournisseurs pour 85 millions de dollars.

➤ Raffinage-Chimie

- TOTAL a annoncé en septembre 2014 avoir reçu une offre du groupe français Arkema, l'un des principaux acteurs mondiaux de la chimie de spécialités, pour l'acquisition de sa filiale Bostik, entreprise internationale spécialisée dans la chimie des adhésifs. Au 31 décembre 2014, les actifs et passifs ont été respectivement reclassés dans la rubrique « Actifs destinés à être cédés ou échangés » pour 1 664 millions de dollars et dans la rubrique « Passifs destinés à être cédés ou échangés » du bilan consolidé pour 606 millions de dollars. Les actifs et passifs concernés comprennent principalement des immobilisations incorporelles pour 561 millions de dollars, des immobilisations corporelles pour 356 millions de dollars, des créances clients pour 346 millions de dollars, des stocks pour 220 millions de dollars, des provisions pour engagements sociaux pour 188 millions de dollars et des dettes fournisseurs pour 193 millions de dollars. La transaction a été finalisée le 2 février 2015.

35) Périmètre de consolidation

Au 31 décembre 2014, le périmètre de consolidation se compose de 903 sociétés, dont 818 font l'objet d'une intégration globale, et 85 d'une mise en équivalence (E).

Le tableau ci-dessous présente la liste exhaustive des sociétés consolidées :

Secteur	Dénomination sociale statutaire	% d'intérêt Groupe	Méthode	Pays d'immatriculation du siège social	Pays d'opérations
Raffinage Chimie	ATOTECH MALAYSIA SDN BHD	100.00%		MALAISIE	MALAISIE
	ATOTECH NEDERLAND B V	100.00%		PAYS-BAS	PAYS-BAS
	ATOTECH OSTERREICH GMBH	100.00%		AUTRICHE	AUTRICHE
	ATOTECH POLAND	100.00%		POLOGNE	POLOGNE
	ATOTECH SEA PTE	100.00%		SINGAPOUR	SINGAPOUR
	ATOTECH SERVICIOS DE MEXICO SA DE CV	100.00%		MEXIQUE	MEXIQUE
	ATOTECH SK	100.00%		SLOVAQUIE	SLOVAQUIE
	ATOTECH SKANDINAVIEN	100.00%		SUÈDE	SUÈDE
	ATOTECH SLOVENIJA, PROIZVODNJA KEMICNIH IZDELKOV D D	100.00%		SLOVÉNIE	SLOVÉNIE
	ATOTECH TAIWAN	100.00%		TAIWAN	TAIWAN
	ATOTECH THAILAND	100.00%		THAÏLANDE	THAÏLANDE
	ATOTECH U K	100.00%		ROYAUME-UNI	ROYAUME-UNI
	ATOTECH USA INC	100.00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	ATOTECH VIETNAM COMPANY LIMITED	100.00%		VIETNAM	VIETNAM
	BALZATEX SAS	100.00%		FRANCE	FRANCE
	BARRY CONTROL AEROSPACE SNC	100.00%		FRANCE	FRANCE
	BASF TOTAL PETROCHEMICALS LLC	40.00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	BAY JUNCTION, INC	100.00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	BORRACHAS PORTALÈGRE LTDA	100.00%		PORTUGAL	PORTUGAL
	BOSTIK (SHANGHAI) MANAGEMENT CO LTD	100.00%		CHINE	CHINE
	BOSTIK (THAILAND) CO LTD	100.00%		THAÏLANDE	THAÏLANDE
	BOSTIK A/S	100.00%		DANEMARK	DANEMARK
	BOSTIK AB	100.00%		SUÈDE	SUÈDE
	BOSTIK ARGENTINA SA	100.00%		ARGENTINE	ARGENTINE
	BOSTIK AS	100.00%		NORVEGE	NORVEGE
	BOSTIK AS	100.00%		ESTONIE	ESTONIE
	BOSTIK AUSTRALIA PTY LTD	100.00%		AUSTRALIE	AUSTRALIE
	BOSTIK BELUX NV SA	100.00%		BELGIQUE	BELGIQUE
	BOSTIK BV	100.00%		PAYS-BAS	PAYS-BAS
	BOSTIK CANADA LTD	100.00%		CANADA	CANADA
	BOSTIK EGYPT FOR PRODUCTION OF ADHESIVES S A E	100.00%		ÉGYPTE	ÉGYPTE
	BOSTIK FINDLEY CHINA CO, LTD	100.00%		CHINE	CHINE
	BOSTIK FINDLEY HONG KONG COMPANY LIMITED	100.00%		HONG-KONG	HONG-KONG
	BOSTIK FINDLEY MALAYSIA SDN-BHD	100.00%		MALAISIE	MALAISIE
	BOSTIK GMBH	100.00%		ALLEMAGNE	ALLEMAGNE
	BOSTIK HOLDING BV	100.00%		PAYS-BAS	PAYS-BAS
	BOSTIK HOLDING HONG KONG LTD	100.00%		HONG-KONG	HONG-KONG
	BOSTIK HOLDING SA	100.00%		FRANCE	FRANCE
	BOSTIK INC	100.00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	BOSTIK INDIA PRIVATE LTD	100.00%		INDE	INDE
	BOSTIK INDUSTRIES LIMITED	100.00%		IRLANDE	IRLANDE
	BOSTIK KOREA LIMITED	100.00%		CORÉE, RÉPUBLIQUE DE	CORÉE, RÉPUBLIQUE DE
	BOSTIK LIMITED	100.00%		ROYAUME-UNI	ROYAUME-UNI
	BOSTIK MEXICANA SA DE CV	100.00%		MEXIQUE	MEXIQUE
	BOSTIK NEDERLAND BV	100.00%		PAYS-BAS	PAYS-BAS
	BOSTIK NEW ZEALAND LTD	100.00%		NOUVELLE-ZÉLANDE	NOUVELLE-ZÉLANDE
	BOSTIK OBERURSEL GMBH	100.00%		ALLEMAGNE	ALLEMAGNE
	BOSTIK OOO	100.00%		RUSSIE, FÉDÉRATION DE	RUSSIE, FÉDÉRATION DE
	BOSTIK OY	100.00%		FINLANDE	FINLANDE
	BOSTIK PHILIPPINES, INC	100.00%		PHILIPPINES	PHILIPPINES
	BOSTIK POLSKA SP Z O O	99.50%		POLOGNE	POLOGNE
	BOSTIK SA	100.00%		FRANCE	FRANCE
	BOSTIK SA (SPAIN)	100.00%		ESPAGNE	ESPAGNE
	BOSTIK SIA	100.00%		LETTONIE	LETTONIE
	BOSTIK UAB (LITHUANIA)	100.00%		LITUANIE	LITUANIE
	BOSTIK UNIPESAOAL LDA	100.00%		PORTUGAL	PORTUGAL
	BOSTIK VIETNAM COMPANY LIMITED	100.00%		VIETNAM	VIETNAM
	BOSTIK NITTA CO, LTD	66.00%		JAPON	JAPON
	BUCKEYE PRODUCTS PIPELINE, L P	14.86%	E	ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	CAOUTCHOUCS MODERNE SAS	100.00%		FRANCE	FRANCE
	CATELSA-CACERES SAU	100.00%		ESPAGNE	ESPAGNE
	CATELSA-PARETS SLU	100.00%		ESPAGNE	ESPAGNE
	CEKOMASTIK KIMYA SANAYI VE TICARET A S	100.00%		TURQUIE	TURQUIE
	CIE TUNISIENNE DU CAOUTCHOUC SARL	100.00%		TUNISIE	TUNISIE
	COSDEN, LLC	100.00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	COS-MAR COMPANY	50.00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	CRAY VALLEY (GUANGZHOU) CHEMICAL CO LTD	100.00%		CHINE	CHINE
	CRAY VALLEY CZECH	100.00%		RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	RÉPUBLIQUE TCHÈQUE
	CRAY VALLEY HSC ASIA LIMITED	100.00%		CHINE	CHINE
	CRAY VALLEY ITALIA S R L	100.00%		ITALIE	ITALIE
	CRAY VALLEY SA	100.00%		FRANCE	FRANCE
	CSSA - CHARTERING AND SHIPPING SERVICES SA	100.00%		SUISSE	SUISSE
	DALIAN TOTAL CONSULTING CO LTD	100.00%		CHINE	CHINE
	DALIAN WEST PACIFIC PETROCHEMICAL CO LTD (WEPEC)	22.41%	E	CHINE	CHINE
	ESPA SARL	100.00%		FRANCE	FRANCE
	ETHYLENE EST	99.98%		FRANCE	FRANCE
	FELUY IMMOBATI	100.00%		BELGIQUE	BELGIQUE
	FINA TECHNOLOGY, INC	100.00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	FPL ENTERPRISES, INC	100.00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	GASKET (SUZHOU) VALVE COMPONENTS CO LTD	100.00%		CHINE	CHINE
	GASKET INTERNATIONAL S P A	100.00%		ITALIE	ITALIE
	GEOSOL MANOQUE	53.40%	E	FRANCE	FRANCE
	GRACE DEVELOPMENT LIMITED	100.00%		HONG-KONG	HONG-KONG
	GRANDE PAROISSE SA	100.00%		FRANCE	FRANCE
	GUANGZHOU SPIRIER CHEMICALS LTD	100.00%		CHINE	CHINE
	GULF COAST PIPE LINE, L P	14.86%	E	ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	HBA HUTCHINSON BRASIL AUTOMOTIVE LTDA	100.00%		BRESIL	BRESIL
	HUTCHINSON POLYMERS SNC	100.00%		FRANCE	FRANCE
	HUTCHINSON SRO	100.00%		RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	RÉPUBLIQUE TCHÈQUE
	HUTCHINSON (UK) LIMITED	100.00%		ROYAUME-UNI	ROYAUME-UNI
	HUTCHINSON (VIETNAM) AUTOMOTIVE RUBBER PRODUCTS COMPANY LTD	100.00%		CHINE	CHINE
	HUTCHINSON AERONAUTIQUE & INDUSTRIE LIMITED	100.00%		CANADA	CANADA
	HUTCHINSON AEROSERVICES GMBH	100.00%		ALLEMAGNE	ALLEMAGNE
HUTCHINSON AEROSERVICES SAS	100.00%		FRANCE	FRANCE	
HUTCHINSON AEROSERVICES SL	100.00%		ESPAGNE	ESPAGNE	
HUTCHINSON AEROSPACE & INDUSTRY, INC	100.00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS	
HUTCHINSON AEROSPACE GMBH	100.00%		ALLEMAGNE	ALLEMAGNE	
HUTCHINSON AFTERMARKET USA INC	100.00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS	
HUTCHINSON ANTIVIBRATION SYSTEMS, INC	100.00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS	
HUTCHINSON ARGENTINA SA	100.00%		ARGENTINE	ARGENTINE	
HUTCHINSON AUTOPARTES DE MEXICO SA DE CV	100.00%		MEXIQUE	MEXIQUE	
HUTCHINSON BORRACHAS DE PORTUGAL LTDA	100.00%		PORTUGAL	PORTUGAL	
HUTCHINSON CORPORATION	100.00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS	
HUTCHINSON DO BRASIL SA	100.00%		BRESIL	BRESIL	
HUTCHINSON FLEXIBLES AUTOMOBILE SNC	100.00%		FRANCE	FRANCE	
HUTCHINSON FTS INC	100.00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS	
HUTCHINSON GMBH	100.00%		ALLEMAGNE	ALLEMAGNE	
HUTCHINSON HOLDINGS UK LIMITED	100.00%		ROYAUME-UNI	ROYAUME-UNI	
HUTCHINSON IBERIA SA	100.00%		ESPAGNE	ESPAGNE	
HUTCHINSON INDUSTRIAL RUBBER PRODUCTS (SUZHOU) CO LTD	100.00%		CHINE	CHINE	
HUTCHINSON INDUSTRIAS DEL CAUCHO SAU	100.00%		ESPAGNE	ESPAGNE	
HUTCHINSON INDUSTRIES INC	100.00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS	
HUTCHINSON JAPAN CO, LTD	100.00%		JAPON	JAPON	

Secteur	Dénomination sociale statutaire	% d'intérêt Groupe	Méthode	Pays d'immatriculation du siège social	Pays d'opérations
Raffinage Chimie	HUTCHINSON KOREA LIMITED	100.00%		CORÉE, RÉPUBLIQUE DE	CORÉE, RÉPUBLIQUE DE
	HUTCHINSON NICHIRIN BRAKE HOSES, S L	70.00%		ESPAGNE	ESPAGNE
	HUTCHINSON PALAMOS	100.00%		ESPAGNE	ESPAGNE
	HUTCHINSON POLAND SP ZO O	100.00%		POLOGNE	POLOGNE
	HUTCHINSON PORTO TUBOS FLEXIVEIS LTDA	100.00%		PORTUGAL	PORTUGAL
	HUTCHINSON SA	100.00%		FRANCE	FRANCE
	HUTCHINSON SALES CORPORATION	100.00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	HUTCHINSON SANTE SNC	100.00%		FRANCE	FRANCE
	HUTCHINSON SEAL DE MEXICO SA DE CV	100.00%		MEXIQUE	MEXIQUE
	HUTCHINSON SEALING SYSTEMS INC	100.00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	HUTCHINSON SNC	100.00%		FRANCE	FRANCE
	HUTCHINSON SRL (ITALIE)	100.00%		ITALIE	ITALIE
	HUTCHINSON SRL (ROUMANIE)	100.00%		ROUMANIE	ROUMANIE
	HUTCHINSON STOP-CHOC GMBH & CO KG	100.00%		ALLEMAGNE	ALLEMAGNE
	HUTCHINSON SUISSE SA	100.00%		SUISSE	SUISSE
	HUTCHINSON TRANSFERENCIA DE FLUIDOS SA DE CV	100.00%		MEXIQUE	MEXIQUE
	HUTCHINSON TUNISIE SARL	100.00%		TUNISIE	TUNISIE
	INDUSTRIAS TECNICAS DE LA ESPUMA SL	100.00%		ESPAGNE	ESPAGNE
	INDUSTRIELLE DESMARQUOY SNC	100.00%		FRANCE	FRANCE
	JEHER SAS	99.89%		FRANCE	FRANCE
	JIANGSU BOSTIK ADHESIVE CO	100.00%		CHINE	CHINE
	JPR SAS	100.00%		FRANCE	FRANCE
	KEUMAH FLOW CO LTD	100.00%		CORÉE, RÉPUBLIQUE DE	CORÉE, RÉPUBLIQUE DE
	KEUMHAN CO LTD	100.00%		CORÉE, RÉPUBLIQUE DE	CORÉE, RÉPUBLIQUE DE
	KEUMHAN VIETNAM CO., LIMITED	100.00%		VIETNAM	VIETNAM
	KTN KUNSTSTOFFTECHNIK NOBITZ GMBH	100.00%		ALLEMAGNE	ALLEMAGNE
	LA PORTE PIPELINE COMPANY, LP	50.00%	E	ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	LA PORTE PIPELINE GP, L.L.C.	50.00%	E	ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	LAFFAN REFINERY COMPANY LIMITED	10.00%	E	QATAR	QATAR
	LE JOINT FRANCAIS SNC	100.00%		FRANCE	FRANCE
	LEGACY SITE SERVICES LLC	100.00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	LES STRATIFIES SAS	100.00%		FRANCE	FRANCE
	LJ(UK) LIMITED	100.00%		ROYAUME-UNI	ROYAUME-UNI
	LONE WOLF LAND CO	100.00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	LES FIRDING INC.	100.00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	MACHEN LAND LIMITED	100.00%		ROYAUME-UNI	ROYAUME-UNI
	MAPA SPONTEX INC	100.00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	MEM BAUCHEMIE GMBH	100.00%		ALLEMAGNE	ALLEMAGNE
	MYDRIN SRL	100.00%		ITALIE	ITALIE
	NAPHTACHIMIE	50.00%		FRANCE	FRANCE
	OLUTEX OBERLAUSITZER LUFTFAHRTEXTILIEN GMBH	100.00%		ALLEMAGNE	ALLEMAGNE
	PAMARGAN (MALTA) PRODUCTS LIMITED	100.00%		MALTE	MALTE
	PAMARGAN PRODUCTS LIMITED	100.00%		ROYAUME-UNI	ROYAUME-UNI
	PAULSTRA SILENTBLOC SA	100.00%		BELGIQUE	BELGIQUE
	PAULSTRA SNC	100.00%		FRANCE	FRANCE
	PT BOSTIK INDONESIA	100.00%		INDONÉSIE	INDONÉSIE
	QATAR PETROCHEMICAL COMPANY Q S C. (QAPCO)	20.00%	E	QATAR	QATAR
	QATOFIN COMPANY LIMITED	49.09%	E	QATAR	QATAR
	RESILIUM	100.00%		BELGIQUE	BELGIQUE
	RETIA	100.00%		FRANCE	FRANCE
	RETIA USA LLC	100.00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SAMSUNG TOTAL PETROCHEMICALS CO. LTD	50.00%	E	CORÉE, RÉPUBLIQUE DE	CORÉE, RÉPUBLIQUE DE
	SAN JACINTO RAIL LIMITED	17.00%	E	ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SAUDI ARAMCO TOTAL REFINING AND PETROCHEMICAL COMPANY	37.50%	E	ARABIE SAOUDITE	ARABIE SAOUDITE
	SIGMAKALON GROUP BV	100.00%		PAYS-BAS	PAYS-BAS
	SOCAP INTERNATIONAL LTD	100.00%		BERMUDES	BERMUDES
	SOCIETE MAROCAINE DES COLLES	97.01%		MAROC	MAROC
	SOVEREIGN CHEMICALS LIMITED	100.00%		ROYAUME-UNI	ROYAUME-UNI
	STARQUARTZ INDUSTRIES, INC	100.00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	STILLMAN SEAL CORPORATION	100.00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	STOP-CHOC (UK) LIMITED	100.00%		ROYAUME-UNI	ROYAUME-UNI
	TECHLAM SAS	100.00%		FRANCE	FRANCE
	TEKBAU YAPI MALZEMELERI MADENCIK SANAYI AS	100.00%		TURQUIE	TURQUIE
	TOTAL ACTIVITES MARITIMES	100.00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL AUSTRALIA LIMITED	100.00%		AUSTRALIE	AUSTRALIE
	TOTAL DEUTSCHLAND GMBH*	100.00%		ALLEMAGNE	ALLEMAGNE
	TOTAL DOWNSTREAM UK PLC	100.00%		ROYAUME-UNI	ROYAUME-UNI
	TOTAL EUROPEAN TRADING	100.00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL INTERNATIONAL LIMITED - TOTINTER	100.00%		BERMUDES	BERMUDES
	TOTAL LAFFAN REFINERY	100.00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL LAFFAN REFINERY II B V	100.00%		PAYS-BAS	PAYS-BAS
	TOTAL LINDSEY OIL REFINERY LTD	100.00%		ROYAUME-UNI	ROYAUME-UNI
	TOTAL OIL & GAS AUSTRALIA PTY LTD	100.00%		AUSTRALIE	AUSTRALIE
	TOTAL OLEFINS ANTWERP	100.00%		BELGIQUE	BELGIQUE
	TOTAL OPSLAG EN PIPLEIDING NEDERLAND NV	55.00%		PAYS-BAS	PAYS-BAS
	TOTAL PAR LLC	100.00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	TOTAL PETROCHEMICALS & REFINING USA INC*	100.00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	TOTAL PETROCHEMICALS & REFINING SAHW*	100.00%		BELGIQUE	BELGIQUE
	TOTAL PETROCHEMICALS (CHINA) TRADING CO LTD	100.00%		CHINE	CHINE
	TOTAL PETROCHEMICALS (FOSHAN) LTD	100.00%		CHINE	CHINE
	TOTAL PETROCHEMICALS (HONG KONG) LTD	100.00%		HONG-KONG	HONG-KONG
	TOTAL PETROCHEMICALS (NINGBO) LTD	100.00%		CHINE	CHINE
TOTAL PETROCHEMICALS DEVELOPMENT FELUY	100.00%		BELGIQUE	BELGIQUE	
TOTAL PETROCHEMICALS ECAUSSINNES	100.00%		BELGIQUE	BELGIQUE	
TOTAL PETROCHEMICALS FELUY	100.00%		BELGIQUE	BELGIQUE	
TOTAL PETROCHEMICALS FRANCE	100.00%		FRANCE	FRANCE	
TOTAL PETROCHEMICALS IBERICA	100.00%		ESPAGNE	ESPAGNE	
TOTAL PETROCHEMICALS PIPELINE USA INC	100.00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS	
TOTAL PETROCHEMICALS UK LTD	100.00%		ROYAUME-UNI	ROYAUME-UNI	
TOTAL POLYMERS ANTWERP	100.00%		BELGIQUE	BELGIQUE	
TOTAL RAFFINADERIJ ANTWERPEN NV	100.00%		BELGIQUE	BELGIQUE	
TOTAL RAFFINAGE CHIMIE	100.00%		FRANCE	FRANCE	
TOTAL RAFFINAGE FRANCE	100.00%		FRANCE	FRANCE	
TOTAL RAFFINERIE MITTELDEUTSCHLAND GMBH	100.00%		ALLEMAGNE	ALLEMAGNE	
TOTAL REFINING & CHEMICALS SAUDI ARABIA SAS	100.00%		FRANCE	FRANCE	
TOTAL RESEARCH & TECHNOLOGY FELUY	100.00%		BELGIQUE	BELGIQUE	
TOTAL SPLITTER USA INC	100.00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS	
TOTAL TRADING AND MARKETING CANADA LP	100.00%		CANADA	CANADA	
TOTAL TRADING ASIA PTE LTD	100.00%		SINGAPOUR	SINGAPOUR	
TOTAL TRADING CANADA LIMITED	100.00%		CANADA	CANADA	
TOTAL TRADING PRODUCTS SA	100.00%		SUISSE	SUISSE	
TOTSA TOTAL OIL TRADING SA	100.00%		SUISSE	SUISSE	
TRANSALPES SNC	67.00%		FRANCE	FRANCE	
TRANS-ETHYLENE	99.98%		FRANCE	FRANCE	
UAB ATOTECH-CHEMETA	100.00%		LITUANIE	LITUANIE	
USINA FORTALEZA INDUSTRIA E COMERCIO DE MASSA FINA LTDA	100.00%		BRESIL	BRESIL	
VIBRACHOC SAU	100.00%		ESPAGNE	ESPAGNE	
ZEELEND REFINERY N V	55.00%		PAYS-BAS	PAYS-BAS	
Marketing & Services	AETOLIA ENERGY SITE ANONYMI ENERGEIAKI ETAIREIA (DISTINCTIVE TIEL AETOLIA ENERGEIAKI ETAIREIA)	41.84%		GRÈCE	GRÈCE
	AETOLIA ENERGY SITE MALTA LIMITED	59.77%		MALTE	MALTE
	AIR TOTAL (SUISSE) SA	100.00%		SUISSE	SUISSE
	AIR TOTAL INTERNATIONAL SA	100.00%		SUISSE	SUISSE

Secteur	Dénomination sociale statutaire	% d'intérêt Groupe	Méthode	Pays d'immatriculation du siège social	Pays d'opérations
Marketing & Services	TOTAL BOTSWANA (PTY) LTD	50.10%		BOTSWANA	BOTSWANA
	TOTAL BURKINA	100.00%		BERKINA FASO	BERKINA FASO
	TOTAL CAMBODGE	100.00%		CAMBODGE	CAMBODGE
	TOTAL CAMEROUN	81.01%		CAMEROUN	CAMEROUN
	TOTAL CARAIRES	100.00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL CESKA REPUBLIKA R.R.D	100.00%		REPUBLIQUE TCHÈQUE	REPUBLIQUE TCHÈQUE
	TOTAL CHINA INVESTMENT CO LTD	100.00%		CHINE	CHINE
	TOTAL CONGO	89.70%		CONGO	CONGO
	TOTAL CORSE	100.00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL COTE D'IVOIRE	73.01%		CÔTE D'IVOIRE	CÔTE D'IVOIRE
	TOTAL DANEMARK A/S	100.00%		DANEMARK	DANEMARK
	TOTAL DEUTSCHLAND GMBH	100.00%		ALLEMAGNE	ALLEMAGNE
	TOTAL EGYPT	60.78%		EGYPTE	EGYPTE
	TOTAL ENERGIE DEVELOPPEMENT	100.00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL ENERGIE DO BRASIL	58.77%		BRESIL	BRESIL
	TOTAL ENERGIE SOLAIRE CONCI NTREE	100.00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL ENERGIES SOLAIRES ACTIVITES USA	100.00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL ESPANA SA	100.00%		ESPAGNE	ESPAGNE
	TOTAL ESPE CAL HOAJES ARGENTINA	100.00%		ARGENTINE	ARGENTINE
	TOTAL ETHIOPIA	100.00%		ETHIOPIE	ETHIOPIE
	TOTAL FIJILES	100.00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL FREIGHT CORPORATION	100.00%		PHILIPPINES	PHILIPPINES
	TOTAL FUELS WUHAN COMPANY LIMITED	100.00%		CHINE	CHINE
	TOTAL GLASS LUBRICANTS EUROPE GMBH	100.00%		ALLEMAGNE	ALLEMAGNE
	TOTAL GUADELOUPE	100.00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL GUINEA ECUATORIAL	80.00%		GUINEE ECUATORIALE	GUINEE ECUATORIALE
	TOTAL GUINEE	100.00%		GUINEE	GUINEE
	TOTAL HOLDING ASIE	100.00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL HONGARIA KFT	100.00%		HONGRIE	HONGRIE
	TOTAL ISRAËL LTD	100.00%		ISRAËL	ISRAËL
	TOTAL JORDAN	100.00%		JORDANIE	JORDANIE
	TOTAL KENYA	93.98%		KENYA	KENYA
	TOTAL LESOTHO (PTY) LTD	50.10%		LESOTHO	LESOTHO
	TOTAL LIBAN	100.00%		LIBAN	LIBAN
	TOTAL LIBERIA INC	100.00%		LIBERIA	LIBERIA
	TOTAL LUBRICANTS (CHINA) CO LTD	86.48%		CHINE	CHINE
	TOTAL LUBRICANTS TAIWAN LTD	83.00%		TAIWAN	TAIWAN
	TOTAL LUBRIFIANTS	90.88%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL LUBRIFIANTS SERVICES AUTOMOBILE	90.88%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL LUXEMBOURG SA	100.00%		LUXEMBOURG	LUXEMBOURG
	TOTAL MADAGASKARA SA	79.44%		MADAGASCAR	MADAGASCAR
	TOTAL MALI	100.00%		MALI	MALI
	TOTAL MARINE FUELS	100.00%		SINGAPOUR	SINGAPOUR
	TOTAL MARKETING EGYPT	86.78%		EGYPTE	EGYPTE
	TOTAL MARKETING GABON	80.00%		GABON	GABON
	TOTAL MARKETING MIPHOE EAST FREE ZONE	100.00%		EMIRATS ARABES UNIS	EMIRATS ARABES UNIS
	TOTAL MARKETING SERVICES	100.00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL MARKETING TCHAD	100.00%		TCHAD	TCHAD
	TOTAL MARKETING UGANDA	100.00%		UGANDA	UGANDA
	TOTAL MAROC	70.00%		MAROC	MAROC
	TOTAL MAURITIUS	55.00%		MAURICE	MAURICE
	TOTAL MAYOTTE	100.00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL MEXICO SA DE CV	100.00%		MEXIQUE	MEXIQUE
	TOTAL MINERAL OIL UND CHEMIE GMBH	100.00%		ALLEMAGNE	ALLEMAGNE
	TOTAL MINERAL OIL GMBH	100.00%		ALLEMAGNE	ALLEMAGNE
	TOTAL MIZAMBIQUE	100.00%		MIZAMBIQUE	MIZAMBIQUE
	TOTAL NAMIBIA (PTY) LTD	50.10%		NAMIBIE	NAMIBIE
	TOTAL NEDERLAND NV	100.00%		PAYS-BAS	PAYS-BAS
	TOTAL NEW ENERGIES LTD	100.00%		ROYAUME-UNI	ROYAUME-UNI
	TOTAL NEW ENERGIES USA INC	100.00%		ETATS-UNIS	ETATS-UNIS
	TOTAL NEW ENERGIES VENTURES USA INC	100.00%		ETATS-UNIS	ETATS-UNIS
	TOTAL NIGER SA	100.00%		NIGER	NIGER
	TOTAL NIGERIA PLC	81.77%		NIGERIA	NIGERIA
	TOTAL NUEVAS ENERGIAS CHILE SPA	100.00%		CHILI	CHILI
	TOTAL OIL ASIA PACIFIC PTE LTD	100.00%		SINGAPOUR	SINGAPOUR
	TOTAL OIL INDIA PVT LTD	100.00%		INDE	INDE
	TOTAL OIL PAKISTAN (PRIVATE) LIMITED	100.00%		PAKISTAN	PAKISTAN
	TOTAL OIL TURKEY AS	100.00%		TURQUIE	TURQUIE
	TOTAL OUTRE MER	100.00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL PACIFIQUE	100.00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL PAKISTAN LIMITED	80.00%		PAKISTAN	PAKISTAN
	TOTAL PETROLEUM (SHANGHAI) COMPANY LIMITED	100.00%		CHINE	CHINE
	TOTAL PETROLEUM GUANINA LIMITED	76.74%		GHANA	GHANA
	TOTAL PETROLEUM GUANGZHOU CO LTD	100.00%		CHINE	CHINE
	TOTAL PETROLEUM PUERTO RICO CORP	100.00%		PORTO RICO	PORTO RICO
	TOTAL PHILIPPINES CORPORATION	100.00%		PHILIPPINES	PHILIPPINES
	TOTAL POLSKA	100.00%		POLONNE	POLONNE
	TOTAL POLYNESIE	99.54%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL RDC	86.80%		CONGO REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU	CONGO REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU
	TOTAL REUNION	100.00%		FRANCE	FRANCE
TOTAL SENEGAL	89.14%		SENEGAL	SENEGAL	
TOTAL SINOCHEN FUELS COMPANY LTD	48.00%		CHINE	CHINE	
TOTAL SINOCHEN OIL COMPANY LIMITED	43.90%		CHINE	CHINE	
TOTAL SOUTH AFRICA (PTY) LTD	50.10%		AFRIQUE DU SUD	AFRIQUE DU SUD	
TOTAL SPECIALTIES USA INC	100.00%		ETATS-UNIS	ETATS-UNIS	
TOTAL SUPPLY MS SA	100.00%		SUISSE	SUISSE	
TOTAL SWAZILAND (PTY) LTD	50.10%		SWAZILAND	SWAZILAND	
TOTAL TOGO	78.72%		TOGO	TOGO	
TOTAL TUNISIE	100.00%		TUNISIE	TUNISIE	
TOTAL UAE LLC	49.00%		EMIRATS ARABES UNIS	EMIRATS ARABES UNIS	
TOTAL UGANDA LIMITED	100.00%		UGANDA	UGANDA	
TOTAL UK LIMITED	100.00%		ROYAUME-UNI	ROYAUME-UNI	
TOTAL UNION OCEANE	100.00%		FRANCE	FRANCE	
TOTAL VOSTOK	100.00%		RUSSIE FEDERATION DE	RUSSIE FEDERATION DE	
TOTAL ZAMBIA	100.00%		ZAMBIE	ZAMBIE	
TOTAL ZERG SPA	49.00%		ITALIE	ITALIE	
TOTALGAZ	100.00%		FRANCE	FRANCE	
TYCZKA TOTALGAZ GMBH	50.00%		ALLEMAGNE	ALLEMAGNE	
URIM GREEN ENERGIES LTD	59.77%		ISRAËL	ISRAËL	
WHIRFEE TREE SOLAR LLC	59.77%		ETATS-UNIS	ETATS-UNIS	
WHIRWIND SOLAR STAR LLC	59.77%		ETATS-UNIS	ETATS-UNIS	
ZRUHA GREEN ENERGIES LTD	59.77%		ISRAËL	ISRAËL	
Holding	ELF AQUITAINE	100.00%		FRANCE	FRANCE
	ELF AQUITAINE FERTILISANTS	100.00%		FRANCE	FRANCE
	ELF AQUITAINE INC	100.00%		ETATS-UNIS	ETATS-UNIS
	ELF FOREST PRODUCTS, LLC	100.00%		ETATS-UNIS	ETATS-UNIS
	ETMOFINA	100.00%		BELGIQUE	BELGIQUE
	FINANCIERE VALORGEST	100.00%		FRANCE	FRANCE
	FINGESTVAL	100.00%		FRANCE	FRANCE
	OMNIUM REINSURANCE COMPANY SA	100.00%		SUISSE	SUISSE
	PAN INSURANCE LIMITED	100.00%		IRLANDE	IRLANDE
	SEPTENTRION PARTICIPATIONS	100.00%		FRANCE	FRANCE
	SOCAP SAS	100.00%		FRANCE	FRANCE
	SOCIETE CIVILE IMMOBIERIE CB2	100.00%		FRANCE	FRANCE
	SOFAX BANQUE	100.00%		FRANCE	FRANCE
	SOGAPAR	100.00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL OVERSEAS HOLDING (PTY) LTD	100.00%		AFRIQUE DU SUD	AFRIQUE DU SUD
	TOTAL AFFILIATES CAPITAL USA INC	100.00%		ETATS-UNIS	ETATS-UNIS
	TOTAL AMERICAN SERVICES INC	100.00%		ETATS-UNIS	ETATS-UNIS
	TOTAL CAPITAL	100.00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL CAPITAL CANADA LTD	100.00%		CANADA	CANADA
	TOTAL CAPITAL INTERNATIONAL	100.00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL CORPORATE MANAGEMENT (BEIJING) COMPANY LIMITED	100.00%		CHINE	CHINE
	TOTAL DELAWARE INC	100.00%		ETATS-UNIS	ETATS-UNIS
	TOTAL E&P HOLDINGS	100.00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL ENERGY VENTURES EUROPE	100.00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL ENERGY VENTURES INTERNATIONAL	100.00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL FINANCE	100.00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL FINANCE CORPORATE SERVICES LIMITED	100.00%		ROYAUME-UNI	ROYAUME-UNI
	TOTAL FINANCE GLOBAL SERVICES SA	100.00%		BELGIQUE	BELGIQUE

Secteur	Dénomination sociale statutaire	% d'intérêt Groupe	Méthode	Pays d'immatriculation du siège social	Pays d'opérations
Holding	TOTAL FINANCE INTERNATIONAL LTD	100.00%		BERMUDES	BERMUDES
	TOTAL FINANCE NEDERLAND BV	100.00%		PAYS-BAS	PAYS-BAS
	TOTAL FINANCE USA INC	100.00%		ETATS-UNIS	ETATS-UNIS
	TOTAL FUNDING NEDERLAND BV	100.00%		PAYS-BAS	PAYS-BAS
	TOTAL GESTION FILIALES	100.00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL GESTION USA	100.00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL GLOBAL SERVICES	100.00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL GLOBAL SERVICES BELGIUM SA	99.80%		BELGIQUE	BELGIQUE
	TOTAL HOLDING ALLEMAGNE	100.00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL HOLDINGS EUROPE	100.00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL HOLDINGS UK LIMITED	100.00%		ROYAUME UNI	ROYAUME UNI
	TOTAL HOLDINGS USA INC	100.00%		ETATS-UNIS	ETATS-UNIS
	TOTAL INTERNATIONAL NV	100.00%		PAYS-BAS	PAYS-BAS
	TOTAL NUCLEAIRE	100.00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL OPERATIONS CANADA LTD	100.00%		CANADA	CANADA
	TOTAL PARTICIPATIONS	100.00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL PETROCHEMICALS & REFINING USA INC*	100.00%		ETATS-UNIS	ETATS-UNIS
	TOTAL PETROCHEMICALS & REFINING SA/NV*	100.00%		BELGIQUE	BELGIQUE
	TOTAL PETROCHEMICALS SECURITY USA INC	100.00%		ETATS-UNIS	ETATS-UNIS
	TOTAL RESOURCES (CANADA) LIMITED	100.00%		CANADA	CANADA
	TOTAL SA			FRANCE	FRANCE
	TOTAL TREASURY	100.00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL UK FINANCE LIMITED	100.00%		ROYAUME UNI	ROYAUME UNI

* Entités multi-sectorielles